



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVIII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1973

SOMMAIRE :

III	Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.
1	Statistiques.
137	Législation économique.
151	Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Système monétaire international.

Les désordres des marchés des changes survenus au cours de l'année 1971 avaient aggravé les appréhensions que suscitaient, pour la prospérité mondiale, le ralentissement conjoncturel en cours dans de nombreux pays ou la lenteur de la reprise dans d'autres.

La crainte d'une désorganisation des paiements entre nations s'est atténuée après que, en décembre 1971, à Washington, la Conférence des Gouvernements a décidé le retour à un système de changes stables et l'adoption de taux centraux différenciés, pour la plupart des monnaies, de leurs anciennes parités. Les nouvelles conditions dans lesquelles a fonctionné le système monétaire international, si fragiles qu'elles se soient révélées et si imparfaites qu'elles puissent encore paraître, eurent au moins pour résultat immédiat de faciliter une nouvelle expansion des échanges.

Cependant, des déséquilibres importants de balances des paiements courants ont subsisté; le déficit commercial américain s'est élargi sous les effets de la reprise conjoncturelle aux Etats-Unis et, dans l'immédiat, de la détérioration des termes de l'échange due à la dépréciation du dollar vis-à-vis des autres monnaies; les pays en surplus ont généralement maintenu ou même augmenté leur excédent commercial. En outre, si les déplacements de fonds n'ont plus perturbé aussi profondément qu'en 1971 le fonctionnement des marchés des changes, ces derniers ont encore subi de sérieuses vicissitudes; en mars et surtout au milieu de l'année, des mouvements spéculatifs contre le dollar ont contraint les banques centrales des pays créditeurs à des interventions de soutien massives; une grave détérioration de la position de la livre sterling, en juin, a amené les autorités britanniques à opter pour un régime de cours de change fluctuants.

Ces déséquilibres et ces événements n'ont cependant pas empêché que fonctionne, en 1972, un système international qui est actuellement organisé en fait autour du dollar inconvertible et qui demeure appuyé sur les règles du Fonds Monétaire International, modifiées par l'élargissement des marges de fluctuation des cours de change et par une reconnaissance formelle du statut privilégié de la monnaie américaine.

Il reste que l'organisation des relations économiques et monétaires internationales demeure l'objet de critiques et de plaintes, de toutes parts. Aussi, les travaux et négociations visant à une révision substantielle de cette organisation se sont non seulement poursuivis en 1972 mais ont pris une orientation nouvelle.

Les administrateurs du Fonds ont établi, en vue de la session de septembre 1972 du Conseil des Gouverneurs de cette institution, un rapport relatif aux options fondamentales de la réforme; ils ont préconisé le maintien d'un système de changes stables n'excluant pas des ajustements de parités qui pourraient intervenir plus facilement que par le passé en cas de déséquilibre des paiements; ils ont proposé un renforcement du rôle des droits de tirage spéciaux comme instruments de réserve.

Auparavant, réunis les 17 et 18 juillet à Londres, les Ministres des Finances des pays de la Communauté Economique Européenne élargie avaient fixé des objectifs analogues à la réorganisation du système monétaire international; ils avaient souligné, par ailleurs, la nécessité d'un retour à la convertibilité générale des devises; ils avaient souhaité que fût posé le principe de l'égalité de toutes les monnaies au regard des droits et obligations vis-à-vis du Fonds Monétaire International et avaient demandé une régulation internationale effective de la création de réserves; ils avaient proposé que des dispositions fussent prises pour réduire le risque de perturbations dues aux mouvements de capitaux à court terme.

En septembre, le Conseil des Gouverneurs du Fonds a pris la décision de créer un Comité ad hoc formellement chargé de mettre au point des propositions de réforme. Ce Comité comprend vingt membres représentant, à la différence du Groupe des Dix, aussi bien des pays en voie de développement que des pays industrialisés. Il est chargé de faire un premier rapport au Conseil à la prochaine assemblée du Fonds, en septembre 1973.

*
**

Statut légal du franc.

Le franc belge ayant été, en fait, réévalué de 2,8 p.c. par rapport à l'or, par la déclaration officielle, au Fonds Monétaire International, du « taux central » adopté à la Conférence de Washington, le Parlement a consacré la nouvelle parité-or par une loi du 3 juillet 1972. Le franc est défini légalement comme

équivalant à 18,26 milligrammes d'or fin. La loi du 12 avril 1957 qui fixait le statut du franc a été revue sur un autre point : la procédure parlementaire peut, désormais, être remplacée par une décision du pouvoir exécutif, la Banque ayant été consultée, lorsqu'il s'agit de modifier d'urgence la parité. La nouvelle loi n'est pas encore entrée en vigueur : le changement formel de la parité des diverses unités monétaires des pays membres de la Communauté Economique Européenne aura lieu à une date qui sera probablement arrêtée de commun accord par les divers pays.

*
**

Intégration monétaire européenne.

Au sein de la Communauté Economique Européenne, l'intégration monétaire n'a pas enregistré de progrès fort substantiels; sa réalisation n'a pas été suffisamment soutenue par des volontés politiques inspirées de l'esprit communautaire; celui-ci s'est trop souvent effacé devant les préoccupations nationales.

Différentes décisions ont cependant confirmé des prises de position antérieures et organisé de manière plus cohérente les formes existantes de coopération.

Le Conseil de Ministres des Communautés Européennes et les représentants des Gouvernements des Etats membres avaient décidé, le 22 mars 1971, la réalisation en dix ans, par étapes, de l'union économique et monétaire dans la Communauté et précisé les principes d'action pour la première étape de trois ans. Parmi ces principes figurait le rétrécissement progressif des marges de fluctuation entre monnaies communautaires.

La période de flottement des monnaies a empêché toute tentative d'appliquer ce principe. Ensuite, l'accord intervenu à la Conférence de Washington en décembre 1971 en a rendu plus difficile la réalisation : l'écart instantané possible entre les cours des monnaies des pays membres de la Communauté les unes vis-à-vis des autres se trouvait, en effet, porté de 1,5 à 4,5 p.c.

De nouvelles négociations durent être entreprises en vue de réduire cet écart et de réaliser ainsi un premier pas vers l'intégration monétaire. Elles ont mené aux décisions du Conseil de Ministres des Communautés Européennes à sa réunion des 21 et 22 mars 1972. En conséquence de ces décisions, les banques centrales des pays membres ont conclu, le 10 avril 1972, un accord dit « de Bâle » auquel les pays adhérents se sont ultérieurement associés. Aux termes de cet accord, l'écart instantané maximum entre les cours de change des monnaies des pays en cause devait être réduit à 2,25 p.c. à partir du 24 avril; en outre, ces monnaies devaient être utilisées pour les interventions des banques centrales chargées de maintenir l'écart dans les limites nouvelles; enfin, le financement

des interventions devait être assuré par des crédits à très court terme, sans limitation de montants, accordés par les créditeurs; le règlement des engagements découlant, par solde, des crédits ainsi reçus devait, toujours aux termes de l'accord, s'effectuer dans les divers instruments de réserve, proportionnellement à l'importance de chacun d'eux dans les avoirs officiels du débiteur.

L'application de l'accord du 10 avril 1972 s'est heurtée à des difficultés. D'une part, comme on l'a rappelé, le Royaume-Uni a décidé, à partir du 23 juin, de laisser flotter le cours de change de la livre sterling. D'autre part, à la suite d'une décision du Conseil de Ministres des Communautés Européennes, la Banca d'Italia a été autorisée, à partir de la fin de juin, à effectuer, exclusivement en dollars, les interventions de soutien de la lire. Ainsi, l'Italie et éventuellement d'autres pays à leur tour, invoquant le précédent, pouvaient cesser les interventions en monnaies communautaires sur leur marché des changes, éviter de la sorte le recours aux crédits à court terme de leurs partenaires et, par voie de conséquence, surtout l'obligation de rembourser lesdits crédits en prélevant sur les encaisses en or dont étaient en partie composées leurs réserves. Le prix de l'or sur le marché libre ayant brusquement monté au niveau de 65 à 70 dollars l'once, les pays débiteurs manifestaient une particulière réticence à céder du métal aux créditeurs au prix officiel équivalant à 38 dollars.

Après six mois d'existence du système instauré par cet accord du 10 avril 1972, l'examen de son fonctionnement par les parties a fait ressortir qu'un assouplissement des modalités d'intervention des banques centrales devait être admis, de même qu'un aménagement des dispositions concernant la fraction en or des règlements finals.

Lors de la Conférence de Paris, en octobre, les chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays membres de la Communauté élargie, en vue de ce même objectif de l'intégration monétaire, ont décidé d'instituer, avant le 1^{er} avril 1973, un Fonds européen de coopération monétaire, dont la gestion sera assurée par le Comité des Gouverneurs des banques centrales, suivant les orientations générales déterminées par le Conseil. Dans une phase initiale, le Fonds organisera la concertation entre les banques centrales en matière de politique de change et la multilatéralisation des positions ainsi que des règlements intracommunautaires; il sera de plus chargé de la gestion du financement à très court terme et du soutien monétaire à court terme antérieurement convenus entre les banques centrales. Les créances et les dettes résultant des opérations du Fonds seront libellées en une unité de compte européenne.

Si l'on peut regretter que les missions qui seront confiées au Fonds — tout au moins à l'origine — soient relativement limitées, il est permis d'espérer qu'à la suite des différentes études dont ont déjà été chargés les organes compétents de la Communauté, le Conseil lui attribuera, dans des délais relativement brefs, des fonctions plus en rapport avec le rôle essentiel que cet organisme doit pouvoir jouer dans l'intégration européenne.

Après l'accord « de Bâle » du 10 avril 1972, les pays du Benelux ont décidé, avec l'assentiment des autres pays de la Communauté, de maintenir fixés à 1,5 p.c. les marges de fluctuation entre le florin et le franc belge, comme c'était le cas depuis le 23 août 1971. Les modalités d'intervention et de règlement des soldes ont cependant été soumises au régime communautaire. A partir de septembre, le fonctionnement de cet accord particulier a donné lieu, en raison de l'évolution du cours du florin vis-à-vis du franc, à un endettement des Pays-Bas envers la Belgique; cet endettement a atteint à son maximum 3,1 milliards de francs; la dette a été remboursée, en novembre, à concurrence de 0,9 milliard en or, de 0,6 milliard en droits de tirage spéciaux et de 0,6 milliard en dollars; le changement des cours a permis à la Nederlandsche Bank de se procurer sur le marché les francs belges nécessaires à l'apurement du solde de sa dette.

*
* *

Chômage et inflation dans les pays industrialisés.

L'expansion des échanges internationaux et les mesures nationales de soutien des dépenses intérieures prises dans de nombreux pays industrialisés ont relancé, dans l'ensemble, le rythme de croissance économique; l'accroissement continu, important, des revenus des consommateurs dans ces pays a été, à la fois, un autre facteur et une conséquence de cette accélération.

Toutefois, ce progrès de l'activité n'a guère entraîné de réduction du chômage. Celui-ci s'est, au contraire, généralement accru, sauf aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Cette situation, constatée dans de nombreux pays où le pourcentage de la population privée d'emploi reste encore élevé, provient, pour partie, du décalage habituel entre le début d'un redressement conjoncturel et l'accroissement des effectifs de la main-d'œuvre occupée. Mais elle résulte aussi d'éléments d'autre nature : par exemple, le suréquipement temporaire de certains secteurs dans le monde; ou l'amélioration de la productivité dans toutes les activités où une meilleure organisation et des investissements plus efficaces permettent d'alléger les coûts salariaux; ou le développement de la population féminine active; ou les mutations profondes dans l'agriculture et la distribution; ou la difficulté des choix à faire dans les finalités de l'enseignement et, plus immédiatement, l'inadaptation ou la sous-utilisation de certains moyens de formation professionnelle; ou le fait que la faculté dont disposent les gouvernements de créer des emplois en développant les services destinés à la consommation collective, se heurte à certaines limites d'ordre budgétaire.

Dans la mesure où les situations de sous-emploi sont dues à des causes non conjoncturelles, elles appellent des remèdes spécifiques. L'étude et la mise en œuvre de ceux-ci sont, partout, un devoir urgent. Car, à défaut de ces solutions, la pression des nécessités, dans les pays industrialisés, amènera inéluctablement

les responsables à chercher une issue dans des politiques d'expansion générale de la dépense.

Or, semblable politique, qui se comprendrait, sans doute, en raison de légitimes revendications sociales, aurait en même temps pour effet d'accentuer, dans ces pays industrialisés, les facteurs agissants de l'inflation; ceux-ci exercent, dès à présent, des actions évidentes sur des catégories entières d'activités et sur des groupes de revenus de toute nature, de façon concomitante dans un ensemble de nations qui se transmettent les unes aux autres leurs poussées inflationnistes particulières.

L'allure des prix dans le monde au cours de 1972 suscite, en effet, l'inquiétude.

Sur les marchés mondiaux, le renchérissement de nombreuses matières premières, surtout agricoles, s'est accéléré dans les derniers mois de l'année.

Sur les marchés nationaux, les mouvements de hausse s'observent partout, avec des intensités différentes dans le temps suivant les pays. Aux Etats-Unis, où le Gouvernement avait instauré, en août 1971, une politique réglementaire des prix et des revenus, la hausse a repris en 1972, après la phase de blocage complet : encore modérée, mais progressivement plus forte pour les prix à la consommation, elle a été plus accusée pour les prix de gros industriels et très vive pour les prix de gros agricoles. En Europe, les hausses se sont accentuées pour les prix de gros agricoles et industriels et, avec une intensité préoccupante, pour les prix des biens et services payés par le consommateur.

Dans les pays de la Communauté Economique Européenne et au Royaume-Uni, l'orientation de la politique monétaire a été modifiée, d'une façon générale, dans un sens plus restrictif, accentuant la tendance au relèvement des taux d'intérêt. Quant aux autres mesures de politique économique qui cherchent à endiguer la poussée inflationniste, elles ont été différentes de pays à pays; certains gouvernements ont déjà décidé de rendre moins expansionniste leur politique budgétaire; c'est le cas de la République Fédérale d'Allemagne; dans d'autres pays, les prix ont fait l'objet de mesures de surveillance ou de contrôle. En novembre, les autorités britanniques ont décidé un blocage temporaire des salaires, loyers et dividendes en même temps que des prix; s'efforçant d'atteindre des objectifs analogues, les autorités néerlandaises ont entrepris, en matière de rémunérations, des concertations avec les partenaires sociaux, tandis que, plus récemment, le Gouvernement français a procédé, en cette matière, par voie de recommandations.

Que l'inflation soit actuellement un des problèmes majeurs des économies des Etats membres de la Communauté a été confirmé par la décision qu'ont prise les chefs d'Etat ou de Gouvernement de ces pays, lors de leur réunion à Paris en octobre, de coordonner les actions qui devraient être entreprises à l'échelon national pour ralentir le mouvement de hausse.

*

**

Evolution économique et financière en Belgique.

Après avoir marqué un ralentissement jusqu'au début de 1972, le développement de l'activité économique a repris un rythme progressivement plus rapide en cours d'année.

Soutenue par une nouvelle augmentation du revenu des ménages, la consommation privée de biens et services est en forte expansion, d'autant plus que les assouplissements apportés, en octobre 1971 et avril 1972, au crédit à tempérament ont stimulé les achats de biens de consommation durables. Les dépenses consacrées à la consommation publique se sont aussi fortement accrues, principalement à la suite de l'application de la programmation sociale en faveur des agents de l'Etat. Les exportations nettes de biens et services ont atteint, comme en 1971, un montant très élevé; la persistance de cet important surplus provient de ce que, dans certains pays, la reprise conjoncturelle s'est manifestée plus rapidement et avec plus de vigueur qu'en Belgique, de ce que certains pays ont subi plus tôt et plus intensément le mouvement de hausse des prix et de ce que les secteurs d'exportation de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont connu un développement structurel au cours des dernières années.

Les investissements publics ont été largement accrus, en application du programme de relance. Les investissements en logements ont fortement repris dans le courant de l'année. Au contraire, les investissements en capital fixe des entreprises industrielles, qui avaient réalisé des progrès exceptionnels en 1969 et 1970, ont été sensiblement moindres, en volume, plus spécialement au premier semestre; moins importants que les précédents, les investissements en bâtiments et équipements des organismes financiers et des entreprises de distribution ont évolué plus favorablement. Les stocks, qui s'étaient réduits avant l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour se reconstituer en 1971, semblent, au total, s'être moins accrus que l'année précédente.

Tout en demeurant au-dessous des maxima conjoncturels antérieurs, le chômage a augmenté; le rapport entre le nombre des chômeurs complets indemnisés ayant une aptitude normale au travail et la population active est passé de 1 à 1,3 p.c. de décembre 1971 à décembre 1972. Cette évolution peut, en partie, s'expliquer par la réaction habituellement peu rapide de l'emploi à la reprise conjoncturelle; des indications plus récentes laissent d'ailleurs présager une situation moins défavorable; mais, comme à l'étranger, le phénomène du sous-emploi provient aussi de l'incidence des investissements de rationalisation effectués et de changements structurels.

La progression des salaires et traitements nominaux s'est accélérée au cours de l'année. Pour les ouvriers de l'industrie dans son ensemble, si l'on se réfère aux gains horaires bruts — c'est-à-dire le total des diverses rémunérations directes payées, sans déduction des retenues fiscales et de sécurité sociale, divisé par le nombre d'heures prestées —, la majoration, qui tient compte de l'incidence de la réduction de la durée du travail et des augmentations d'indexation, est de

14,4 p.c. de septembre 1971 à septembre 1972, contre 12 p.c. pour les douze mois précédents; l'accélération est supérieure à celle des prix à la consommation de la même période. Cette augmentation est nettement plus importante qu'aux Etats-Unis et que dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne. Quant aux entreprises industrielles, il semble que leurs bénéfices bruts se soient, dans l'ensemble, redressés par rapport à l'année précédente; l'application d'un décime supplémentaire à l'impôt des sociétés a toutefois influencé en sens inverse les bénéfices disponibles des entreprises.

Les prix de gros de l'ensemble des produits industriels indigènes ont augmenté de 4,4 p.c. de janvier à novembre, contre 2,3 p.c. l'année précédente; pour les mêmes périodes, les prix agricoles payés aux producteurs ont progressé de 10,4 p.c., contre 2,4 p.c.

Entraînés par la hausse plus rapide des produits alimentaires, les prix à la consommation ont renchéri de 6,4 p.c., contre 5,6 p.c. l'année précédente. Ce mouvement a été nettement plus marqué qu'aux Etats-Unis, malgré l'augmentation des prix des produits alimentaires dans ce pays; par contre, il a été moins fort que dans les autres pays de la Communauté.

Agencés au début de l'année dans le sens de la relance, les budgets de l'Etat ont exercé une influence résolument expansionniste sur le revenu. Le pouvoir central a accru de 18 p.c., contre 15 p.c. en 1971, ses dépenses globales des dix premiers mois, en ce compris les éléments « débudgétisés »; ses besoins nets de financement ont atteint, pour la même période, 76,1 milliards, contre 45,6 milliards. Pour l'ensemble de l'année, les besoins du seul Trésor se sont chiffrés à quelque 63,5 milliards, au lieu de 33,8 milliards l'année antérieure.

La constitution très importante d'actifs financiers en francs belges — 171 milliards en dix mois —, due surtout à l'élargissement des revenus des ménages, et, à certaines époques, l'afflux de capitaux étrangers ont alimenté abondamment l'offre sur les marchés de fonds intérieurs. Mais les apports à très court terme ont crû davantage que ceux à long terme. Dans cette situation, les intermédiaires financiers semblent avoir accentué leur rôle de transformateurs d'engagements en créances à plus long terme, en particulier sur le Trésor. Celui-ci a pu couvrir, principalement par des emprunts consolidés, ses besoins de financement accrus et, en outre, réduire encore sa dette en devises et en or. La propension des particuliers à souscrire des obligations publiques à long terme a décliné dans la seconde moitié de l'année. Ce changement d'attitude peut être mis en rapport, en premier lieu, avec la reprise franche de la demande d'habitations, qui oriente davantage les épargnes vers les placements réels; en second lieu, avec l'attrait exercé de nouveau par les émissions d'euro-obligations; en troisième lieu, avec l'évolution conjoncturelle des taux d'intérêt.

Après avoir encore décliné au cours du premier trimestre, puis être restés stables, les taux se sont redressés dans la seconde moitié de l'année; les taux à court terme ont accusé les premiers le mouvement; les hausses propagées de l'étranger semblent avoir accéléré l'action des facteurs intérieurs; dans les der-

nières semaines, cette combinaison a influencé les taux à long terme qui ont commencé à se relever, à leur tour; l'attente de majorations ultérieures a provoqué l'hésitation des apporteurs de fonds. Que ce soit dans les pays voisins, où le renversement s'est également produit, ou en Belgique, le changement a la même origine : sur les marchés de fonds à court et à long terme, la demande émanant des entreprises et des ménages tend à s'accroître plus rapidement que les apports. Dès lors, les prêteurs ont pu exiger une augmentation des taux qui leur sont payés. En République Fédérale d'Allemagne, en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique, la nouvelle orientation des marchés de fonds à court terme a été consacrée par une augmentation des taux des banques centrales.

*
* *

Politique monétaire.

Au cours des premiers mois de l'année, les objectifs de la politique monétaire étaient de favoriser le redressement conjoncturel et de décourager des entrées de fonds qui pourraient perturber le marché des changes et entretenir une spéculation à la hausse sur le franc. Le taux d'escompte a donc encore été abaissé de 5,50 à 4 p.c., par trois réductions successives, de 0,50 p.c. chacune, les 6 janvier, 3 février et 2 mars.

Assez vite, il apparut que l'action par les taux pouvait ne pas suffire pour abriter le marché monétaire intérieur et les réserves de la Banque des afflux de capitaux étrangers à court terme; au demeurant, le maniement des taux devait être décidé avec assez d'autonomie pour satisfaire aux impératifs de la situation conjoncturelle propre à la Belgique, d'ailleurs analogue à celle des autres membres de la Communauté. Aussi, lorsqu'au début du mois de mars, les doutes concernant la viabilité des cours du dollar vis-à-vis de monnaies européennes ont déclenché une brève crise sur le marché des changes, un dispositif nouveau a été mis en place pour contenir les entrées de fonds : recourant à une mesure de limitation directe, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change a prescrit aux banques de ne plus admettre, à partir du 9 mars, d'augmentation — sauf temporairement de 10 p.c. — de leurs engagements nets au comptant du marché réglementé, en monnaies étrangères et, vis-à-vis de l'étranger, en francs belges.

En juin et juillet, lors des poussées spéculatives qui mettaient en cause la livre sterling en plus du dollar, la Banque, par ses interventions régulatrices, a dû acquérir des monnaies étrangères pour un montant de plus de 20 milliards de francs, sur une période d'environ deux mois. Les banques ont pu se constituer ainsi des trésoreries abondantes, en cédant à la Banque les devises au moyen desquelles s'étaient effectués les mouvements de fonds.

Cette création massive de liquidités risquait d'être amplifiée, plus tard, par une expansion dérivée du crédit dont les banques avaient d'ores et déjà les

moyens. Or, les données intérieures de la politique à suivre se modifiaient : la reprise de l'activité économique s'affirmait, tandis que les mouvements de hausse des prix devenaient plus puissants. Sans doute le Trésor avait-il continué, comme pendant les années antérieures, à rembourser systématiquement sa dette extérieure flottante; la destruction de liquidités qui s'opérait ainsi réduisait les effets monétaires des entrées de fonds; mais, vers le milieu de 1972, cette action ne put plus être assez ample, en raison de l'amenuisement des montants à rembourser. Des mesures plus directes s'imposaient dès lors. La Banque décida donc de réduire de un neuvième les plafonds de réescompte et de visa fixés aux banques et de procéder à la stérilisation d'une partie des ressources additionnelles de ces dernières. A cette fin, par un accord conclu entre, d'une part, la Banque et la Commission bancaire et, d'autre part, la trentaine de banques les plus importantes, il fut convenu le 26 juillet de constituer une réserve monétaire d'un montant de 10 milliards, sous la forme de dépôts non productifs d'intérêt auprès de la Banque. L'accord, conclu à l'origine pour une période expirant le 31 octobre, a été prorogé à son échéance jusqu'au 19 novembre.

De juillet à novembre, les provisions qui avaient été constituées par des étrangers en comptes en francs belges ont progressivement été utilisées au règlement de leurs engagements envers les résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. L'excédent courant des paiements extérieurs de cette dernière a consolidé l'accroissement antérieur des réserves de change de la Banque.

Ce surplus des opérations courantes avec l'étranger a accentué les effets de l'expansion des dépenses intérieures sur la masse des revenus. Cette dernière subissait en outre l'incidence persistante de pressions à la hausse qui avaient une autre origine qu'un excès de la demande. L'augmentation des prix généralisée entretenue par cet ensemble de facteurs commençait à provoquer une tendance à l'endettement des entreprises et des ménages, révélée par la progression rapide des crédits ouverts par la plupart des intermédiaires financiers. En outre, de toute évidence, l'épargne qui approvisionnait abondamment en ressources les marchés de fonds, trouvait sa source, pour partie, dans l'expansion inflationniste des revenus; utilisés par les emprunteurs, ces fonds finançaient de nouvelles dépenses qui soutenaient le revenu à son niveau inflationniste. Le processus était aussi appuyé par la création de fonds résultant de l'augmentation de la quantité de monnaie.

Dans ces conditions, il s'indiquait de mettre en place un dispositif qui, sans affecter le financement des dépenses de l'Etat, contint dans des limites tolérables les possibilités de recours des autres agents économiques au crédit des différentes catégories d'intermédiaires financiers. Ces derniers, en exprimant toutefois leurs réserves, acceptèrent de coopérer à la mesure proposée. Une nouvelle convention fut, dès lors, conclue entre la Banque, d'une part, les banques — pour celles-ci, après consultation de la Commission bancaire —, les caisses d'épargne privées et les principales institutions publiques de crédit, d'autre part. Par ce gentleman's agreement, il a été décidé de stériliser à partir du 20 novembre 1972 une fraction, d'ailleurs modeste, des ressources des intermédiaires financiers précités. Tous les

engagements de ceux-ci ont été retenus, quel que soit leur terme, pour la détermination de l'assiette de la réserve. Ce ne sont pas, en effet, les actifs financiers comme tels que la Banque veut atteindre; dans ce cas, seuls ceux qui peuvent servir à court terme au financement de dépenses devraient être partiellement bloqués. Ce qui est visé, c'est le emploi des fonds collectés, à des crédits qui sont le support de nouvelles dépenses; sous cette optique, quels que soient le terme de leurs engagements et celui de leurs prêts, toutes les opérations des intermédiaires financiers aboutissent à nourrir, dans la courte période, des flux qui animent de la monnaie et la mettent à la disposition d'unités dont les dépenses excèdent les revenus. Aussi le montant de la réserve frappe-t-il les encours récents des diverses catégories d'engagements de ces intermédiaires sur la base de coefficients différents, suivant ces catégories, mais fixes; dans le cas particulier des banques, il porte aussi sur l'accroissement, par rapport à une période donnée, de leurs engagements nets en comptes étrangers en francs belges convertibles.

La constitution de la réserve serait, en fait, privée de toute efficacité si elle s'effectuait au détriment du Trésor. Celui-ci est tenu d'exécuter les dépenses qui résultent des décisions des pouvoirs supérieurs : l'impasse dont ceux-ci ont fixé le montant doit, en tout état de cause, être couverte. Si, dans l'intention de reporter sur l'Etat, plutôt que sur les autres demandeurs de crédit, les contraintes de stérilisation, les intermédiaires financiers en venaient à réduire la proportion de leurs ressources qu'ils remploient, en période normale, en direction du Trésor, celui-ci obtiendrait, d'une manière ou d'une autre, que la Banque crée, à son profit, toute la quantité de monnaie nécessaire pour couvrir l'impasse budgétaire. Dès lors, la Banque, prêteur en dernier ressort, restituerait, elle-même, à l'économie les liquidités excédentaires qu'elle avait estimé nécessaire de stériliser. En raison de ces considérations, les intermédiaires financiers participant au gentleman's agreement ont été invités à ne pas réduire leurs portefeuilles d'effets et de fonds publics et à consacrer à des achats de titres des pouvoirs publics la même part que de coutume de leurs nouvelles ressources.

L'accord restera en vigueur jusqu'à la fin de février; il peut être reconduit, après concertation entre les parties.

L'effet de freinage recherché par la constitution d'une réserve monétaire serait également atteint, mais plus lentement si, en mobilisant des actifs à la demande des intermédiaires financiers, la Banque était amenée à procéder à la création de liquidités; sans doute celle-ci paraîtrait-elle restituer tout ou partie des ressources stérilisées; mais, en réescomptant des effets, les intermédiaires financiers perdraient une partie de la liquidité de leurs bilans, en raison de l'incidence des plafonds de réescompte et de visa; ils se trouveraient, par là même, gênés d'accorder de trop larges crédits. D'ailleurs, d'une façon plus générale, il va de soi que la contribution de la politique monétaire à l'action anti-inflationniste comporte, entre autres, un resserrement de la liquidité des organismes créateurs de monnaie, comme le sont notamment les banques.

Etant donné que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg constituent ensemble une entité, réglementée par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, dans les relations monétaires internationales, et, de plus, en raison du régime d'association monétaire entre les deux pays, les autorités luxembourgeoises ont décidé d'appliquer un système de stérilisation inspiré de celui qui a été introduit en Belgique, en l'adaptant aux données particulières de la situation au Grand-Duché de Luxembourg. Les banques établies dans ce pays se sont engagées à constituer des réserves stérilisées, en contrepartie des avoirs étrangers en francs luxembourgeois et belges convertibles, suivant les modalités adoptées à cet égard dans la convention entre la Banque et les banques belges. Le Trésor luxembourgeois, de son côté, a décidé de procéder, de même, à la stérilisation d'une partie de ses avoirs disponibles. L'ensemble des montants stérilisés ont été versés, au début de janvier, en un compte spécial auprès de la Banque. En outre, à la demande de celle-ci, les autorités luxembourgeoises ont pris des mesures de contrôle visant à empêcher que les dispositions de la convention organisant la stérilisation à charge des banques belges ne soient contournées par le biais des filiales de ces banques établies au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans les dernières semaines de l'année, la politique des taux de la Banque a été adaptée aux nouvelles circonstances. Deux majorations successives de 0,50 p.c. chacune, intervenues les 23 novembre et 21 décembre, ont porté le taux d'escompte à 5 p.c. et celui des avances à 6 p.c. Ces relèvements consacraient et appuyaient le mouvement spontané des taux à court terme. Cette décision était conforme aux résolutions prises le 31 octobre par le Conseil de Ministres des Communautés Européennes, dont le contenu sera rappelé de façon plus précise ci après.

Les taux d'intérêt payés aux déposants à terme et aux porteurs de bons de caisse, par les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit ont été revus en conséquence des relèvements de ceux de la Banque. La rémunération des avoirs en dépôts sur livrets, qui n'avait que peu diminué au cours de la période de baisse antérieure, n'a pas été modifiée. A l'occasion de ces ajustements, les négociations entre la Banque et les intermédiaires financiers ont été conduites suivant une nouvelle procédure. En effet, sur avis du Conseil Supérieur des Finances, un Comité de concertation des taux d'intérêt créditeurs avait été créé en 1971 sous la présidence du Gouverneur de la Banque. Ce Comité devait mettre au point une procédure de concertation en vue de fixer les taux alloués aux apporteurs de fonds par chacun des organismes appartenant aux trois catégories d'intermédiaires financiers concernés. Les conclusions de ce Comité auraient force obligatoire. La Banque a accepté, en principe, d'user de sa qualité d'autorité monétaire pour imposer ces décisions quasi réglementaires, que l'on a préférées aux régulations de l'économie de marché; elle a cependant souligné que la nouvelle procédure ne pouvait, en aucune façon, aboutir à ce que les impératifs de sa politique fussent invoqués pour imposer un niveau des taux créditeurs qu'elle-même n'approuverait pas. Le Comité de concertation s'est accordé sur une procédure provisoire. Ce sont les modalités de

celle-ci qui ont été mises en œuvre, à titre expérimental, lors des récentes révisions des taux d'intérêt créditeurs. La Banque a entériné ces dernières.

A l'occasion de la plus récente modification de ses taux, la Banque a fait savoir aux banques qu'elle ne demandait pas que celles-ci continuent à prendre ses propres taux comme références pour déterminer et faire varier les taux de leurs crédits d'escompte ou de caisse. En effet, utilisés mécaniquement, à cette fin, les taux de la Banque ont acquis une signification et une portée qu'ils ne devraient pas avoir et qui rendent leur maniement trop lourd. Les taux d'une banque centrale sont, avant tout, ceux du prêteur en dernier ressort; celui-ci les impose lorsqu'il intervient pour créer des liquidités en direction du marché monétaire; par leurs modifications, conjointement à l'utilisation d'autres instruments, il influence non seulement le niveau général des taux à court terme intérieurs, mais aussi, dans une certaine mesure, les mouvements de fonds avec l'étranger. Aujourd'hui, cette manœuvre doit pouvoir s'opérer avec une grande souplesse, impliquant des variations fréquentes, s'il le faut, des taux de la banque centrale. Pour se donner les moyens d'agir de telle façon, la Banque de France et la Bank of England ont modifié des pratiques anciennes. En Belgique, il conviendrait que soient créées les conditions nécessaires à un maniement plus souple des taux du prêteur en dernier ressort.

*
**

Action contre l'inflation.

Au niveau actuel, la réserve monétaire n'exerce qu'un effet de restriction fort modéré sur le emploi des ressources des intermédiaires financiers. La liquidité des banques, appuyée en dernier ressort sur les marges disponibles dans les plafonds de réescompte et de visa, leur a encore permis d'ouvrir des crédits à un rythme élevé; les chiffres des derniers mois de l'année en font foi. Comparés aux pourcentages des hausses de prix, les taux d'intérêt demeurent peu coûteux pour l'emprunteur, peu rémunérateurs pour l'épargnant.

Jusqu'à présent, la Banque n'a pas estimé opportun de proposer la mise en place d'un dispositif plus contraignant, de façon à ne pas compromettre la reprise des investissements des entreprises, ni celle de la construction d'habitations, ni l'amélioration des perspectives d'emploi.

Une nouvelle donnée s'est imposée à la politique économique lorsque le Conseil de Ministres des Communautés Européennes, donnant suite aux décisions prises par les chefs d'Etat ou de Gouvernement lors de la Conférence de Paris, a adopté, le 31 octobre à Luxembourg, un ensemble de résolutions constituant un programme d'action contre l'inflation. Les Etats membres s'efforceront de ramener le taux d'augmentation des prix à la consommation à 4 p.c., entre décembre 1972 et la fin de 1973, par une action modératrice sur la croissance

nominales des revenus, du travail et du capital, en concertation avec les différents partenaires sociaux et par recours au dispositif de surveillance des prix des produits industriels et des services; ils ramèneront progressivement, et au plus tard pour la fin de 1974, le rythme d'expansion de la masse monétaire et quasi monétaire à celui du produit national brut en volume, majoré d'un taux d'accroissement normatif en matière de prix et tenant compte de l'évolution structurelle de la fréquence d'utilisation des liquidités; ils veilleront à limiter la progression effective des dépenses publiques au taux d'accroissement du produit national brut en valeur.

Cette dernière partie des résolutions, qui associe la politique budgétaire à l'action contre l'inflation, ne sera pas respectée en 1973 par les Etats membres qui peuvent invoquer l'exception prévue pour les économies en sous-emploi et par ceux qui ont exprimé une réserve au sujet de la réalisation de la norme fixée. En Belgique, le budget pour cette année, déjà déposé au Parlement, ne pourra pas être rendu conforme à cette norme. De fait, les propositions soumises aux Chambres atteignent globalement — y compris les dépenses débudgétisées — un montant en accroissement de 12,4 p.c. par rapport aux prévisions pour 1972, alors que l'augmentation du produit national brut à prix courants est estimée à 9,2 p.c. De plus, l'éventualité ne peut être exclue que ce budget soit amendé dans le sens de l'augmentation.

Une action efficace contre l'inflation est, politiquement, difficile à entreprendre.

C'est le cas, particulièrement, en Belgique, parce que la hausse des prix intérieurs n'a pas, jusqu'à présent, empêché le développement des exportations : facilités par le climat inflationniste international, les surplus de la balance des transactions commerciales sont même élargis depuis trois ans. L'excédent de la balance globale des paiements a évité que ne s'allume le signal du déséquilibre extérieur, contraignant à l'action contre l'inflation. La seule manifestation inquiétante de celle-ci qui ait été ressentie est purement interne : il s'agit de l'augmentation accélérée des prix à la consommation.

Si l'on s'accorde généralement à souhaiter que ce mouvement soit freiné par les autorités, on consent beaucoup moins facilement à accepter les actions nécessaires.

En premier lieu, si celles-ci apparaissent essentiellement comme de nature conjoncturelle, elles ont, cependant, des effets structurels inévitables, notamment dans la mesure où elles aboutissent à maintenir ou à renforcer ou, au contraire, à modifier certaines situations existantes : la répartition des revenus et des fortunes, l'importance respective des consommations privées et collectives, les transferts sociaux.

En second lieu, les choix à opérer entre les divers objectifs de politique économique sont pénibles. Considérés isolément, chacun de ceux-ci apparaît, en soi, comme devant être atteint. Cependant, les actions décidées pour réaliser

conjointement tous les objectifs ont, au total, des effets contradictoires qui révèlent l'incompatibilité existant, au départ, entre eux. Sous-estimer cette incompatibilité pour se dérober au choix, c'est, le plus souvent, préférer implicitement l'inflation.

En troisième lieu, les mesures d'assainissement impliquent nécessairement un retour à plus de contraintes dans les choix des satisfactions et dans la détermination des revenus de toute nature et des prix. Ces mesures devraient affronter des résistances. En effet, l'augmentation des revenus nominaux, l'élargissement continu de la demande qui en résulte, la facilité de relever les prix de vente, à mesure, voire plus vite, que haussent les coûts, et l'abondance des consommations collectives sont des éléments subjectivement appréciés, les uns, par la majorité des individus et les autres, par les responsables des entreprises; de toute façon, ces éléments sont mieux perçus que les effets de la redistribution aveugle provoquée par l'érosion monétaire sur les revenus et les patrimoines et que les risques courus, à plus long terme, par l'emploi et l'activité.

De même, chacun des membres de la collectivité n'a pas conscience des relations de causalité qui relie un ensemble de multiples exigences individuelles, dont les siennes, et le fait macro-économique des hausses de prix; dans la conviction de chacun, la satisfaction de ce qu'il revendique est parfaitement motivée; en même temps, la plupart déplorent l'inflation qu'ils ont rendue inéluctable.

C'est cependant dans ces comportements individuels ou collectifs fondamentaux que l'inflation actuelle trouve son origine profonde, dans les pays industrialisés en tout cas, qu'elle se produise par l'un ou l'autre des deux processus, d'ailleurs complémentaires, de la demande ou des coûts.

Le fait est évident en matière de finances publiques. Les parties prenantes au budget, demanderesses de consommations publiques de plus en plus coûteuses — comme l'enseignement — ou de transferts — comme les prestations sociales —, oublient que l'Etat n'est rien d'autre que l'ensemble des entités qui le composent. Son budget des dépenses courantes ne fait qu'agencer, d'une part, la rémunération des productions de services déclarés indispensables par tous et, d'autre part, la distribution, à beaucoup, de revenus additionnels, par l'octroi d'avantages sociaux et autres; son budget des recettes organise le prélèvement, sur les revenus des particuliers et des entreprises, des ressources indispensables pour assurer la couverture du coût de la production des services qui seront mis à la disposition de ces particuliers et ces entreprises et pour effectuer les redistributions décidées. Mais, parmi les personnes qui composent la collectivité, trop nombreuses sont celles dont les comportements vis-à-vis des budgets de cette collectivité sont asymétriques; réclamant de recevoir toujours davantage au nom des droits qu'elles estiment subjectivement posséder, elles s'estiment spoliées lorsqu'il faut fournir les ressources; elles se dérobent à la charge, soit en la reportant sur d'autres — qu'elles relèvent leurs prix ou revendiquent des rémunérations augmentées —, soit par le biais de la fraude. Ces comportements

apportent à l'inflation un puissant stimulant. Les moyens de développer les consommations privées se reconstituent par les hausses des prix et celles des rémunérations. La consommation publique, plus abondante, ne prend pas la place d'autres; elle s'y ajoute. La taxe et l'impôt poussent les prix. Les revenus nominaux accrus fournissent de plus larges recettes fiscales; ces plus-values, que nourrit l'inflation, sont l'occasion de nouveaux bonds du budget des dépenses.

Un facteur de hausse par les coûts vient ajouter ses effets : les agents qui produisent, dans les administrations publiques, ces services de consommation collective, largement demandés, obtiennent, à leur tour, la révision de leurs rémunérations, pour tenir compte de la hausse des prix, d'abord, et, ensuite, par référence aux majorations de salaires et de revenus acquises par d'autres catégories socio-professionnelles.

Les revendications de ce dernier type procèdent d'un autre comportement fondamental. Il s'agit de l'exigence généralisée de maintenir les niveaux relatifs de revenus. La majoration obtenue par un groupe a des échos immédiats dans les revendications d'autres groupes, mieux informés que jadis des avantages obtenus, même à l'étranger, et bien organisés aujourd'hui pour négocier ou imposer les conditions de leurs revenus professionnels — qu'il s'agisse de salariés, d'appointés ou d'indépendants. Dans les pays industrialisés, ces attitudes collectives d'alignement sont devenues un facteur structurel de hausse des prix; en effet, elles se combinent avec un déplacement progressif de la population active vers les secteurs des services, dont les activités se développent plus vite que celles des autres; par conséquent, les progrès des rémunérations dans les secteurs où l'amélioration rapide de la productivité aurait permis de maintenir des prix inchangés, sont suivis de ceux des revenus professionnels de salariés et d'indépendants dans les secteurs à productivité peu ou pas améliorée; en longue période, les prix de ces services, bénéficiant d'une demande que l'élévation du niveau de vie rend très ferme, tendent évidemment à se relever constamment, entraînant le niveau général des prix.

Certains des mécanismes de formation des prix deviennent un instrument de propagation des hausses et le fonctionnement des autres, qui ralentissaient le mouvement, est dérangé par des actions de groupes. D'une part, de nombreux prix sont « administrés », c'est-à-dire fixés soit par des oligopoles privés ou des ententes de types divers, soit par des autorités publiques, dont les décisions ne sont d'ailleurs pas toujours contrôlables dans tous leurs éléments — c'est le cas pour les prix agricoles communautaires. D'autre part, les groupements de travailleurs usent de techniques de négociation telles que le morcellement des revendications entre divers niveaux : entreprises, profession, plan national. Les satisfactions obtenues par toutes les catégories socio-professionnelles provoquent, au total de l'économie, une ascension en chaîne de l'ensemble des rémunérations.

Confrontées à l'alourdissement des coûts, les entreprises s'efforcent de préserver leurs marges bénéficiaires en termes réels par des hausses de prix ou par des rationalisations. Mais ces dernières, qui accroissent la productivité des

secteurs les plus dynamiques, affectent les occasions d'emploi. A la différence du processus pur de l'inflation conjoncturelle de demande, les facteurs structurels de hausse ne s'accompagnent pas nécessairement d'un état de plein emploi. Les mesures à prendre pour résorber le chômage sont, dès lors, d'un autre type que les moyens accoutumés d'une action générale de relance. Recourir à ce genre de mesures, ce serait aggraver les tensions, déjà manifestes, et mener à l'état de surchauffe des secteurs et des régions entiers : l'inflation y trouverait de nouveaux supports.

C'est d'ailleurs bien une politique de l'emploi étudiée qui a été demandée à la Conférence nationale du 27 novembre. Appuyée sur une analyse rigoureuse de la nature du sous-emploi et des orientations à donner au développement économique, comportant notamment des investissements de nature à créer la valeur ajoutée en employant des hommes plutôt qu'en installant des équipements coûteux, cette politique serait sectorielle et régionale, bien plus que globale. Sa réalisation suppose que soient poursuivies et étendues les tâches de programmation des organes nationaux et régionaux et que s'unissent les efforts, concertés, de toutes les parties intéressées.

*
* *

Tolérer la persistance d'une situation d'inflation, c'est laisser le processus devenir cumulatif car il ne peut que s'amplifier, en raison de la structure actuelle des pays industriels et en raison des comportements décrits.

L'intensité des hausses pourrait un jour franchir un seuil qui mettrait fin à l'euphorie. La charge de la fiscalité pourrait devenir, objectivement ou subjectivement, excessive. Les apporteurs de fonds pourraient, nombreux, prendre conscience de la perte en patrimoine réel que cause la hausse des prix pour les épargnes constituées sous la forme de créances; ils pourraient chercher à y échapper en avançant leurs achats de biens pour devancer les hausses — c'est-à-dire consommer davantage —, en épargnant beaucoup plus en valeurs réelles ou en parts de propriété, ou en se laissant aller à l'irrationnel des placements hasardeux. Le fonctionnement des circuits habituels de financement s'en trouverait disloqué. La couverture des besoins en ressources de tout le secteur public, à tout le moins, pourrait être gravement compromise, de même que la continuité des fonctions des intermédiaires financiers.

Il est inutile de nourrir l'illusion qu'une issue pourrait être trouvée en pareille conjoncture, dans une extension, à telle ou telle forme d'épargnes financières, du système d'indexation, dont les résultats ont été jusqu'à présent, tout bien considéré, satisfaisants en matière de rémunérations. A moins de rester exceptionnelle et, par conséquent, d'être inefficace au regard de l'objectif, cette indexation des créances ne pourrait, en effet, que se généraliser, entraînant celle de la monnaie scripturale et celle de toutes les dettes publiques et privées. Ce

serait, en fait, consacrer l'abandon de l'unité monétaire. D'autres pays ont, jadis, connu les affres de semblable effondrement provoqué par une inflation dite « galopante ».

De toute évidence, l'intérêt général est que le processus inflationniste ne devienne pas irréversible et intense : c'est bien avant que se produise cet emballement, dès lors incontrôlable, que l'action contre l'inflation doit être entreprise, quelles qu'en soient au départ les difficultés, quelques réticences que suscitent les mesures concrètes indispensables.

Ces difficultés et ces réticences ne pourraient être évitées si l'on espérait s'en tenir à des moyens de portée limitée, au regard des causes fondamentales de ce phénomène. C'est le cas de la politique monétaire. Certes, celle-ci ne pourrait demeurer passive. Les résolutions de Luxembourg recommandent d'ailleurs qu'elle soit mise en œuvre, avec plus de vigueur, de façon à éviter qu'une expansion excessive du crédit, des liquidités et, finalement, des flux monétaires de dépenses ne maintienne le revenu à prix courants à un montant fictivement élevé par la poussée des prix.

Mais il serait contradictoire de s'efforcer, d'une part, de réduire la création et les utilisations de la monnaie et, d'autre part, de renforcer certains des facteurs qui sont à l'origine de cette création et de ces utilisations. C'est le cas du financement du déficit des budgets publics et des augmentations trop rapides de ces budgets, fussent-ils équilibrés : en invoquant la croissance rapide des besoins collectifs, ou en raison d'autres considérations, on pourrait certes déroger en faveur des dépenses de l'Etat à la règle admise d'une moindre expansion des flux monétaires; dans ce cas, le dispositif de restriction porterait plus lourdement sur les dépenses des autres secteurs et leur financement; mais il faudrait également compter avec l'internationalisation des marchés de fonds qui permet à un nombre de plus en plus grand d'entreprises d'échapper, en fait, à des conditions sévères qui sont mises, sur le marché intérieur, au recours au crédit; dès lors, les contraintes auxquelles seraient soumis les autres entreprises et les ménages seraient insoutenables.

La politique budgétaire ne peut donc suivre une voie divergente de celle qui est assignée dans le même temps à la politique monétaire. Conformément aux résolutions de Luxembourg, c'est un ensemble étendu et cohérent d'actions de politique économique qu'il faut mettre en œuvre.

Encore le recours aux moyens traditionnels de la politique économique, au sens large, resterait-il en grande partie sans effet — et plus, ne serait pas longtemps admis — si, en même temps, l'ensemble des catégories socio-économiques se refusaient à toute modification de leurs comportements. De toutes parts s'expriment des revendications autour du revenu à répartir, formulées par ceux qui ont plus comme par ceux qui ont moins. De toutes parts s'exercent des pressions pour obtenir davantage de l'Etat. De toutes parts se manifestent des besoins créés par l'effet d'imitation et les techniques de persuasion. De ce com-

portement général naît l'inflation qui atteint chacun. Alors que les uns prennent avantage de majorations de revenus en grande partie illusoires, leurs patrimoines se dévalorisent; les autres se réjouissent de leur enrichissement, tandis que la hausse des coûts menace leur activité et l'existence même de leurs sources de revenus.

Dans ce pays, il n'est nulle part demandé que soit organisée une « pause sociale », car cette stagnation s'étend à l'économie dont elle détend le dynamisme et les mécontentements qu'elle accumule se libèrent dans des rattrapages explosifs; mais, en tout état de cause, l'adoption d'une politique formelle des revenus rencontre l'hostilité des syndicats, qu'inquiète sa portée trop partielle. De son côté, l'application d'une politique des prix et de mesures de contrôle ou, au contraire, parfois, le recours à plus de concurrence soulèvent l'opposition des groupes patronaux et des corporations, rendus méfiants par les lourdeurs administratives, les sujétions réglementaires ou les abus de la liberté. Cependant, les responsables, à tous les niveaux, de ces organisations syndicales et professionnelles devraient conjuguer leurs efforts, de concert, pour que tous les milieux prennent conscience de ce que le maintien d'un équilibre suffisant dans la croissance économique impose, dans l'intérêt le plus général, un devoir impérieux de modération. Ce qu'il convient d'obtenir, c'est la reconversion nécessaire des attitudes : même en économie d'abondance, les ressources restent relativement rares par rapport à l'ampleur toujours croissante des besoins. La satisfaction de ceux-ci doit être organisée, mais des choix s'imposent quant aux délais de ces réalisations. Ces choix impliquent la reconnaissance de priorités aussi bien économiques que sociales, en faveur du plus utile, en faveur du plus déshérité.

Enfin, en raison de leur rôle même, à ceux qui forment ensemble, de multiples façons, dans ses diverses parties, l'opinion publique tout entière, il incombe d'expliquer les risques croissants que l'inflation d'aujourd'hui fait courir à la stabilité, voire à l'existence d'une institution nécessaire, commune à toute la collectivité : la monnaie.

Le 24 janvier 1973.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Parités ou taux centraux du franc belge et des monnaies cotées en bourse de Bruxelles	X - 2
1. Production agricole	III - 1	3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales des pays membres de la C.E.E.	X - 3
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1970	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1970 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices de vente	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Prix et indices des prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	4. Stock monétaire	XIII - 4
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	XIII - 5
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
1. Tableau général	VIII - 1	— Destination économique apparente	XIII - 6
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	— Forme et localisation	XIII - 7
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11.
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en compte de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Économie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.C.P.E.	Office Central de la Petite Épargne.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Sociétés Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.691 9.651 ³	9.695
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	
dont : Hommes	2.984	2.998	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	
Femmes	3.012	3.024	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹ :	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854
dont : Agriculture	249	230	216	209	201	191	181	168
Industries extractives	102	94	83	74	67	60	52	49
Industries manufacturières	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267
Bâtiments et construction ...	290	293	296	304	304	307	311	313
Transports	262	263	266	263	268	272	282	290
Commerce, banques, assurances et services	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640
Chômeurs complets ²	55	63	67	92	110	88	76	75
Ouvriers frontaliers	57	61	58	53	53	53	54	52

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ D'après le recensement au 31-12-70.

I - 2. -- REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Rémunération des salariés ¹ :								
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,9
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,8	24,9	25,1	27,5
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	55,3	59,4	63,4	71,2	84,1	97,0
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale ...	82,5	92,9	104,0	113,9	121,4	131,7	138,4	157,0
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	18,3	18,1	17,9	21,6	22,2	25,9
Total ...	372,5	412,3	450,6	481,7	511,0	566,9	637,9	726,3
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	29,1	31,2	28,8	29,4	32,2	37,6	33,5	35,7
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,2	26,6	29,3	33,0	36,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	100,8	104,9	110,2	114,4	122,3	130,5	137,2	140,1
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,9	10,1	11,4	11,4
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,4	-0,2	-1,9	-1,5	-1,6	-1,0
Total ...	154,0	166,9	169,5	176,1	188,1	206,0	213,5	222,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
a) Intérêts	28,5	31,3	35,5	39,5	43,7	52,2	61,5	67,1
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	41,2	41,2
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	38,6
Total ...	76,0	82,5	90,8	96,3	105,5	120,4	139,3	146,9
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	26,7	30,1	28,2
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,2	20,6	25,7	31,9	37,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,5	7,8	10,6	7,0
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-47,4
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,4	768,0	822,2	915,9	1.020,2	1.120,8
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,4	100,2	110,0	125,6	138,4
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	805,8	860,4	922,4	1.025,9	1.145,8	1.259,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,3	138,6	152,9	164,8	177,6
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,8
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

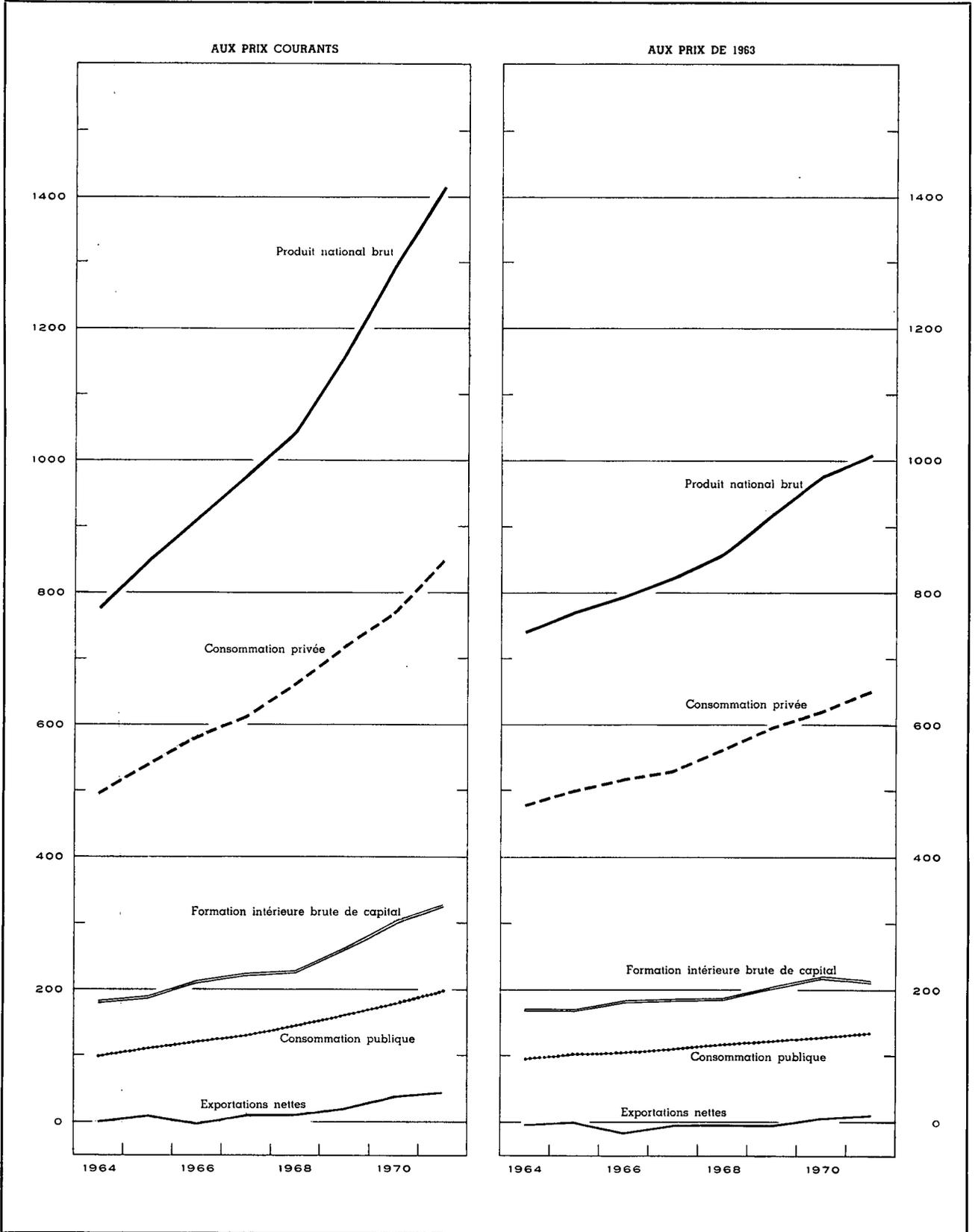
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	43,0	45,4	43,4	44,6	47,9	53,3	49,5	52,7
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,5	13,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,9	64,3	69,8	74,2	77,3
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,0	26,6	30,9
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,6	14,0	14,9	16,2
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,9	18,9	21,1
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,2	22,6
f) Industrie chimique et activités con- nexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	34,7	36,7	39,8
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,8	20,9	25,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	21,5	23,0	23,7	25,1	26,8	38,6	44,1	41,3
i) Fabrications métalliques et con- structions navales	62,4	68,5	73,4	74,0	81,4	93,2	112,0	130,2
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	25,8	27,8	30,9	35,5	37,9	39,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>279,3</i>	<i>291,0</i>	<i>316,2</i>	<i>367,9</i>	<i>407,4</i>	<i>444,5</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,8	88,6	96,8
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	23,2	25,4	29,2	31,5	40,9
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce	128,3	142,9	157,0	171,1	181,3	201,6	222,7	251,8
b) Services financiers et assurances .	21,8	24,0	27,6	30,7	34,6	40,2	45,1	49,5
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,6	57,5	58,7
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>234,3</i>	<i>253,4</i>	<i>269,4</i>	<i>297,4</i>	<i>325,3</i>	<i>360,0</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,6	67,6	76,1	83,3	92,5	104,6
8. Services	161,2	183,9	198,9	217,3	234,4	256,5	284,1	323,4
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,6	- 10,6	- 18,6	- 7,3	- 29,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	905,9	970,6	1.036,9	1.151,8	1.283,1	1.406,9
10. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5	12,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,4	161,1	172,9	185,4	196,5
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,7	57,4	62,8
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	53,1	53,4	57,7	63,3	67,7	72,9
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,7	64,4	67,0	69,8	73,3	77,4
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,8	33,1	34,7	38,4	38,7
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,9	52,5	58,4	65,8	72,4	86,5
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,8	30,0	32,7	35,6	38,3	43,4
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,8	53,8	60,7	67,4
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,3	84,9
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,4	66,4	78,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	20,3	19,7	25,7	24,8	32,4	39,4	32,8	43,4
<i>Total ...</i>	496,9	540,9	581,0	612,4	662,3	720,2	771,1	852,3
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	100,6	111,4	124,4	140,0
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	34,8	39,0	40,2	47,7
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1	8,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8	3,2
<i>Total ...</i>	98,9	110,2	120,7	132,8	143,4	159,1	174,5	199,0
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,4	6,3
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,2	2,7
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,2	54,0	49,2	57,7	73,5	69,6
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,8
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	17,6
f) Commerce, banques, assurances ...	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,2	58,1	62,4	75,1	72,2
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,4	26,8	31,1
i) Pouvoirs publics et enseignement ..	23,2	19,7	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	59,0
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3	13,2
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,5	0,5	2,5	4,1	1,0	3,2
<i>Total ...</i>	182,5	189,7	213,4	224,0	229,7	263,2	308,0	323,6
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	678,2
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	634,1
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 44,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	120	124
b) Boissons	106	109	108	115	122	132	148	156
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124	129
d) Vêtements et effets personnels	102	107	107	106	113	120	125	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126	123
g) Articles ménagers durables	112	119	125	124	136	150	161	179
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	121	128
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	142	150
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161	160
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157	165
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	140	149
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>134</i>	<i>140</i>
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	105	113	119	124	126	133	139	143
b) Biens et services	101	101	102	111	120	131	127	138
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	172	191
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>125</i>	<i>133</i>	<i>138</i>	<i>144</i>
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	110	116	126	115	125	129	131	104
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	88	100
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	145	128
d) Construction	89	94	109	116	108	104	125	94
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	170	175
f) Commerce, banque, assurances	99	97	110	106	112	123	133	150
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	144	125
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	134	143
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	179	187	205	237
j) Enseignement	89	85	100	96	105	105	108	122
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176	187
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>144</i>	<i>154</i>	<i>148</i>
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	111	120	124	133	151	175	195	211
b) Importations totales	111	118	128	132	150	174	189	201
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,1	118,6	123,6	132,3	140,5	145,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1970 4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	17,1	15,7
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	14,5	13,4
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	12,8	8,8
1972 1 ^{er} trimestre	6,3	35,9	46,5	88,7	6,4	1,7	4,9	16,3	7,5
2 ^e trimestre	4,3	31,2	46,1	81,6	7,9	1,5	4,3	16,0	9,0
3 ^e trimestre	4,3	32,3	46,0	82,6	8,5	2,2	4,9	13,1	9,1
4 ^e trimestre	7,1	39,8	47,4	94,4	7,9	2,4	5,5	13,7	8,3
1971 Décembre	6,4	34,0	45,3	85,7	6,5	1,8	4,9	11,4	7,4
1972 Janvier	6,9	36,7	46,5	90,1	6,0	1,8	5,1	15,7	7,5
Février	6,5	36,2	46,7	89,4	6,2	1,6	5,0	15,0	7,2
Mars	5,6	34,6	46,4	86,6	6,9	1,6	4,7	18,3	7,7
Avril	5,0	33,2	46,3	84,5	7,5	1,5	4,6	15,6	8,6
Mai	4,2	31,4	46,2	81,8	7,9	1,4	4,3	16,5	9,2
Juin	3,7	29,0	45,8	78,5	8,2	1,6	4,0	15,9	9,1
Juillet	4,1	32,3	46,4	82,8	8,4	1,9	4,1	8,8	8,6
Août	3,9	31,6	45,8	81,3	8,5	1,6	5,5	15,0	9,8
Septembre	4,8	33,0	45,9	83,7	8,5	3,2	5,1	15,5	9,0
Octobre	6,7	36,6	46,4	89,7	8,4	2,7	5,5	16,3	9,0
Novembre	7,0	39,3	47,4	93,7	8,0	2,3	5,5	13,6	7,8
Décembre	7,7	43,6	48,4	99,7	7,4	2,1	5,4	11,2	8,2

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

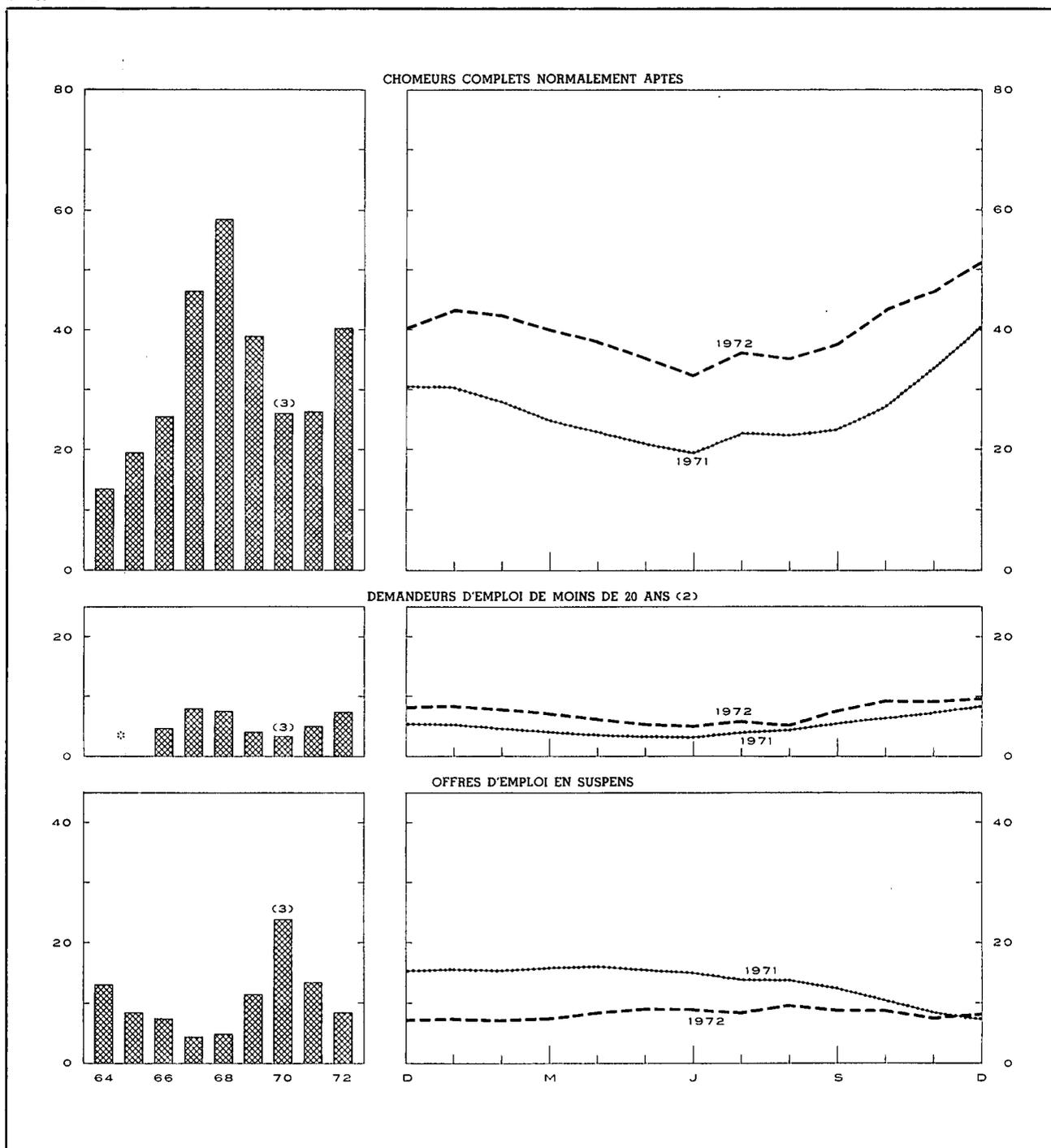
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



* Données non disponibles.

¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : *Communiqués mensuels de l'O.N.E.M.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *I.R.E.S.* — *Industrie*, revue de la F.E.B. —

Informations statistiques (C.E.C.A.). — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207	224	234
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181	193	204
seigle	41	33	29	26	26	21	20	24	21
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255	233	228
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101	109	112
Plantes et racines tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80	73	65
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7	5	4
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795	782	768
Divers	109	98	102	102	96	98	97	103	109
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.520
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	900	854	650	828	839	754	708	878	
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034	
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48	93	
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56	54	
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840	2.825
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031	1.025
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .	429	461	500	548	586	608	704	739	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

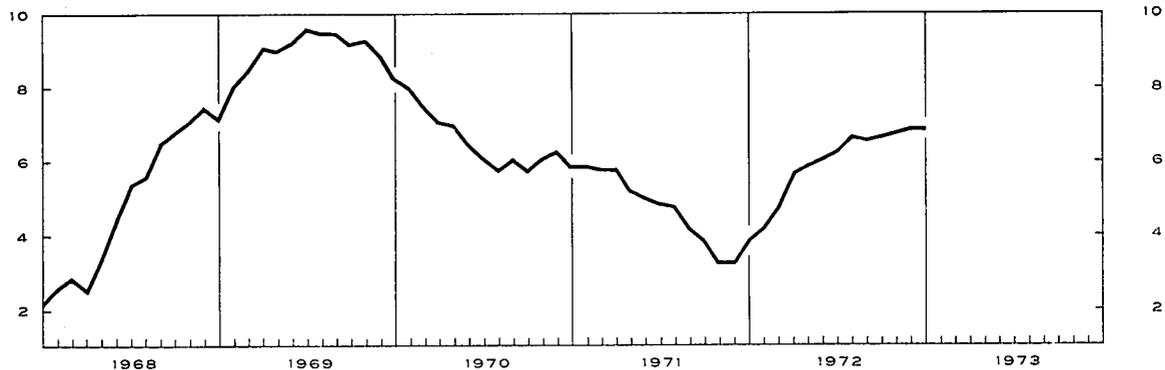
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Aiglefin	233	141	130	136	361	346	157
Cabillaud	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584
Plie	294	442	516	450	376	398	383
Sole	263	329	412	356	309	320	319
Raie	280	182	178	219	231	199	169
Hareng	112	61	30	11	38	62	55
Crevettes	72	80	104	80	114	114	75

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture) — *Statistiques agricoles* (I.N.S.) — *Annuaire statistique de la Belgique*.

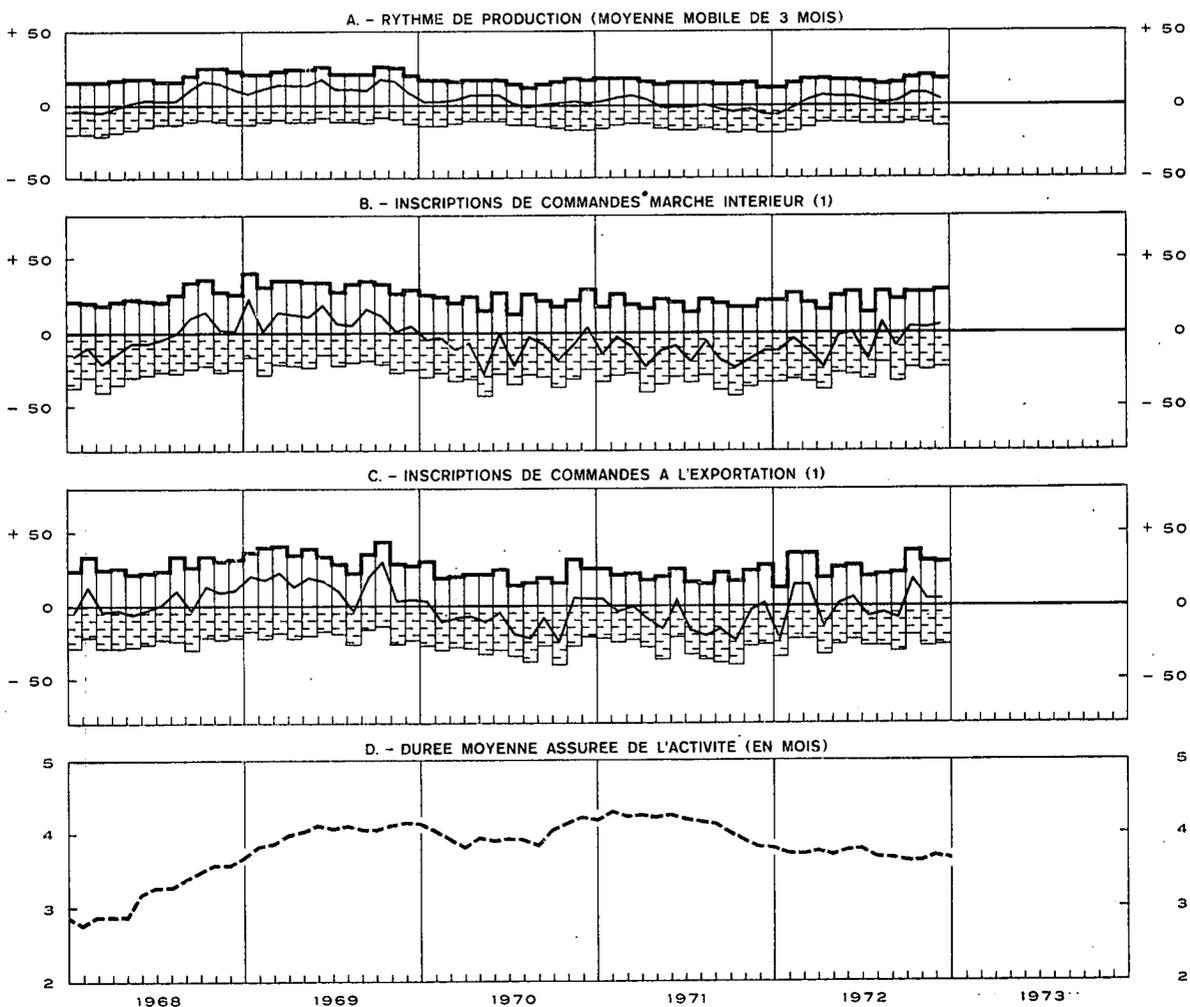
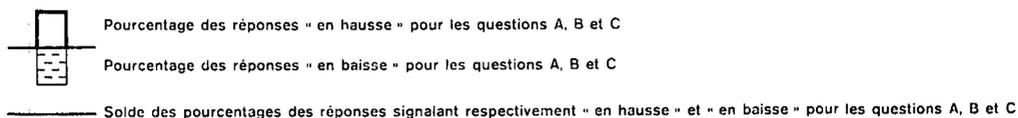
IV. — INDUSTRIE

IV . 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE *



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE **



* La composition de cette « Courbe synthétique » a été expliquée dans le Bulletin de la Banque Nationale du mois d'octobre 1972.

** Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

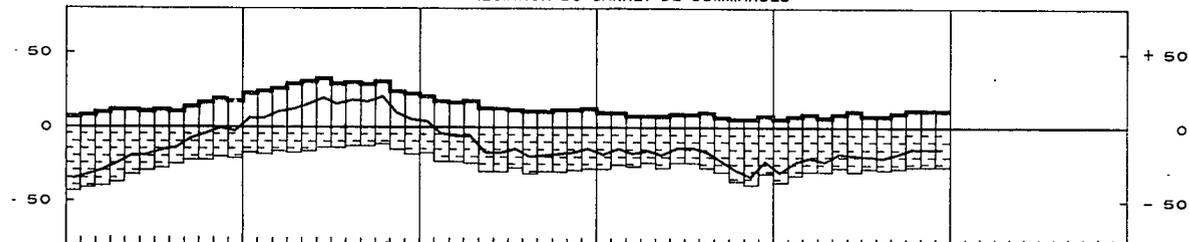
urgie, terre cuite, textile et verre. Elle ne comprennent pas la chimie en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

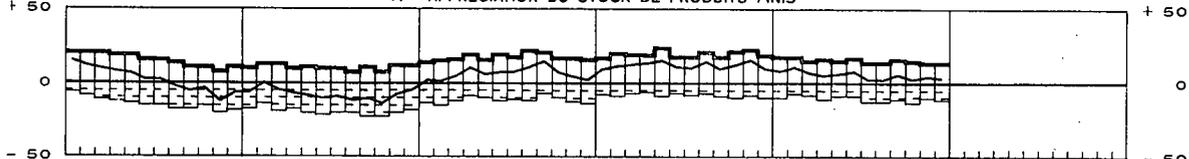
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *


 Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

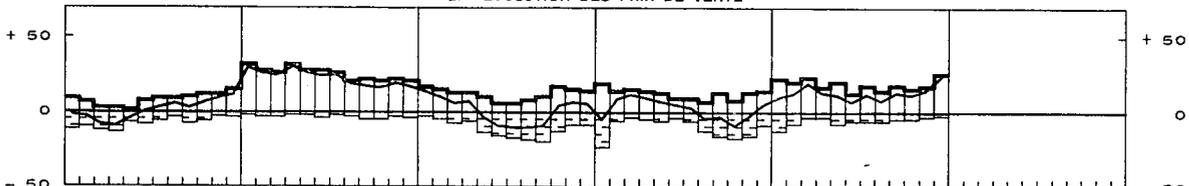
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



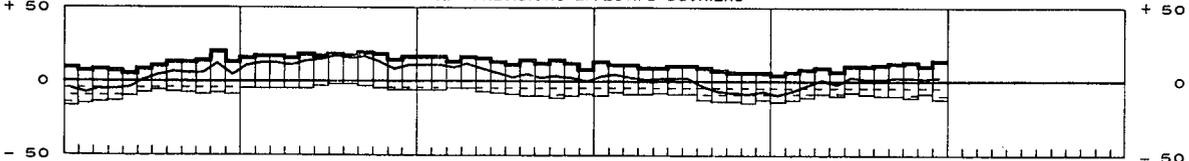
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



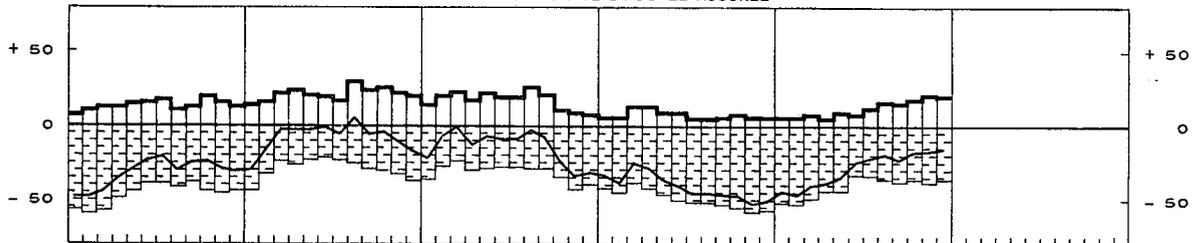
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



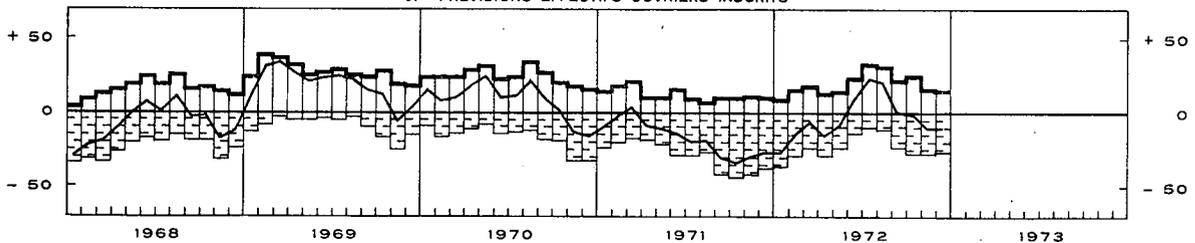
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros oeuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES GÉNÉRAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non saisonnalisés			Indices saisonnalisés ¹
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	135	144	134	135
1971	139	148	137	n.d.
1972			p 144	
1970 4 ^e trimestre	144	152	138	135
1971 1 ^{er} trimestre	139	147	138	137
2 ^e trimestre	140	149	140	137
3 ^e trimestre	131	140	135	137
4 ^e trimestre	145	155	135	p 138
1972 1 ^{er} trimestre	p 147	p 157	142	p 138
2 ^e trimestre	p 147	p 157	146	p 141
3 ^e trimestre	p 134	p 144	141	p 143
4 ^e trimestre			p 150	
1971 Décembre	145	155	136	p 138
1972 Janvier	140	149	142	p 138
Février	p 142	p 152	135	p 138
Mars	p 160	p 170	148	p 139
Avril	p 138	p 147	143	p 140
Mai	p 146	p 156	146	p 141
Juin	p 157	p 167	148	p 142
Juillet	p 107	p 115	130	p 142
Août	p 140	p 150	142	p 143
Septembre	p 156	p 167	149	p 144
Octobre	p 167	p 179	151	p 145
Novembre	p 158	p 170	p 148	
Décembre			p 150	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

Source : I.N.S.

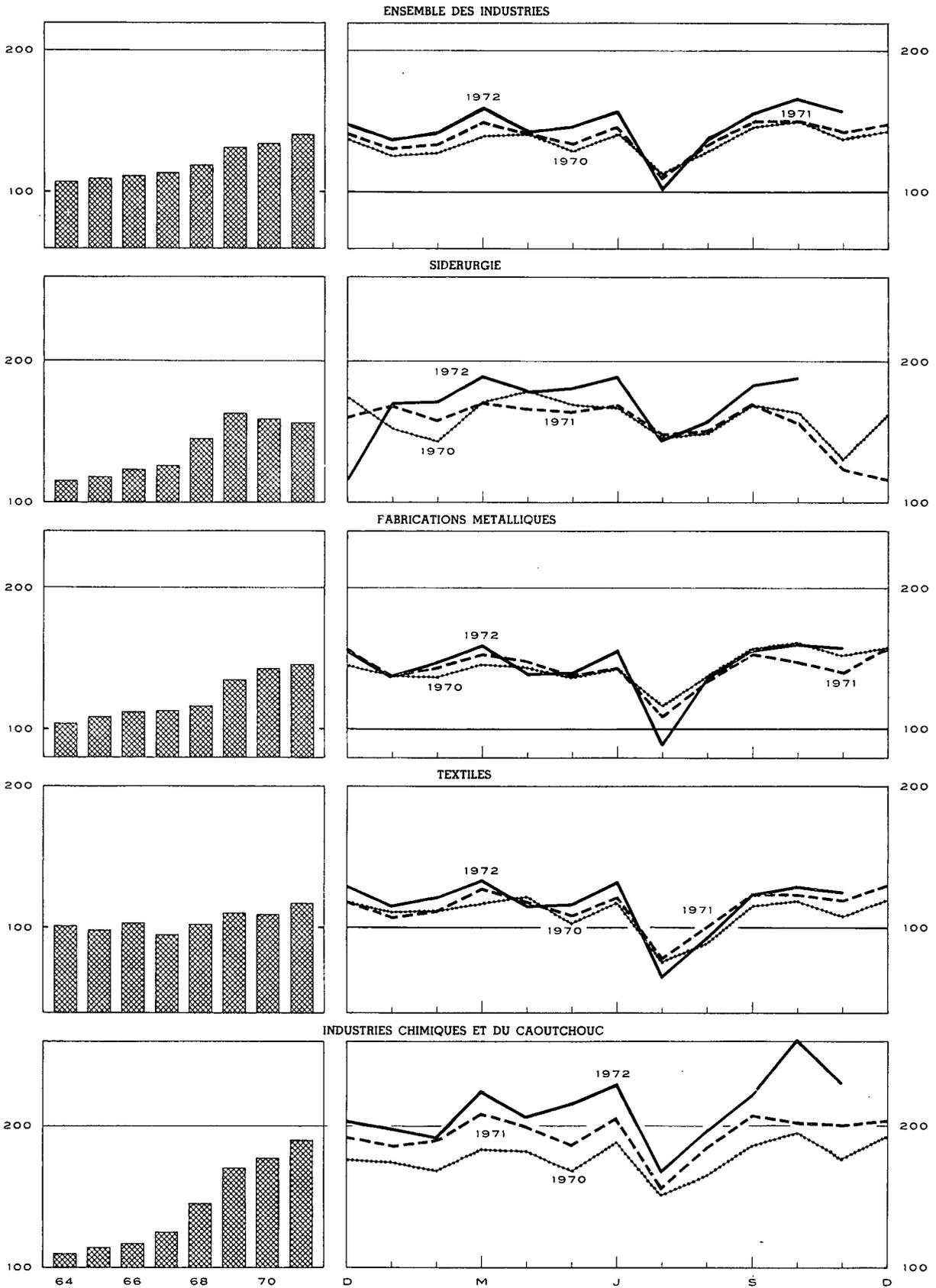
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Fila-ture	Tissage	Bonne-terie	Total	Trans-forma-tion des matières plasti-ques	
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971	139	62	148	131	156	139	142	142	115	104	131	108	194	429	249
1970 3 ^e trimestre	129	60	137	136	155	135	138	141	93	86	104	89	167	319	257
4 ^e trimestre	144	68	152	138	152	149	157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	139	68	147	123	167	133	145	127	116	107	129	111	194	395	248
2 ^e trimestre	140	61	149	140	167	141	144	134	117	105	131	114	197	433	249
3 ^e trimestre	131	55	140	127	157	133	132	145	101	92	117	95	183	413	243
4 ^e trimestre	145	65	155	135	133	148	145	160	125	113	148	111	203	475	256
1972 1 ^{er} trimestre	p 147	65	p 157	123	178	148	p 149	135	124	110	147	114	206	489	271
2 ^e trimestre	p 147	65	p 157	143	184	147	p 145	145	120	108	145	106	219	534	302
3 ^e trimestre	p 134	50	p 144	p 128	163	131	p 128	p 146	p 95	p 81	p 115	p 91	p 199	484	311
1971 Novembre	141	64	150	134	124	145	141	158	120	105	143	108	200	475	235
Décembre	145	65	155	124	117	154	148	154	130	124	154	108	204	477	292
1972 Janvier	140	61	149	114	171	147	143	124	116	107	136	103	199	465	295
Février	p 142	63	p 152	111	172	148	p 145	130	122	109	145	111	193	461	248
Mars	p 160	72	p 170	144	190	150	p 156	151	133	115	159	127	226	541	271
Avril	p 138	62	p 147	137	179	139	p 141	136	115	109	138	105	208	478	303
Mai	p 146	63	p 156	147	182	144	p 140	144	113	97	137	100	218	535	305
Juin	p 157	69	p 167	144	190	156	p 154	156	131	118	159	114	229	589	297
Juillet	p 107	35	p 115	101	146	113	p 90	128	p 66	61	96	48	168	371	307
Août	p 140	54	p 150	135	159	139	p 137	153	p 94	81	103	102	206	496	314
Septembre	p 156	61	p 167	p 146	184	141	p 157	p 157	p 124	p 102	p 146	p 122	p 221	586	312
Octobre	p 167	66	179	155	191	168	161	177	130	109	159	120	262		276
Novembre	p 158	60	170	138			159	175	126				231		320

* Excl. la construction.

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition du mois.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1968 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé ²	Importations de gaz naturel ³
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633	2.520	149	549
1972	p 875	p 478			p 1.609				
1970 4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 ^e trimestre	862	337	384	1.698	1.528	2.456	2.523	158	502
3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920	2.593	131	584
1972 1 ^{er} trimestre	984	595	357	1.675	1.630	3.027	2.748	155	622
2 ^e trimestre	945	677	486	1.890	1.673	2.785	3.056	161	616
3 ^e trimestre	720	600	418	1.578	1.571	2.697	3.145	152	695
4 ^e trimestre	p 850	p 478			p 1.561				
1971 Décembre	965	400	387	1.653	1.614	3.027	2.956	110	606
1972 Janvier	929	441	285	1.506	1.584	3.156	2.990	155	632
Février	969	535	421	1.709	1.657	2.914	2.511	140	592
Mars	1.055	595	365	1.811	1.648	3.010	2.742	170	642
Avril	891	603	401	1.762	1.636	2.789	3.070	163	640
Mai	927	616	525	2.022	1.682	2.808	3.089	163	617
Juin	1.018	677	533	1.887	1.701	2.757	3.008	158	593
Juillet	553	615	350	1.422	1.613	2.435	3.104	156	491
Août	753	588	398	1.605	1.526	2.623	3.176	141	553
Septembre	854	600	507	1.708	1.573	3.033	3.155	159	657
Octobre	919	594			1.603	3.310			743
Novembre	p 857	p 553			p 1.548	3.363			
Décembre	p 775	p 478			p 1.531				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,8 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

² 1 m³ = 4.250 kilocalories.
³ 1 m³ = 8.400 kilocalories.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	9,42	14,24	23,66	23,33
1972	p 1.210					
1970 4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817	9,13	15,00	24,13	21,99
2 ^e trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 ^e trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 ^e trimestre	872	700	9,61	14,11	23,72	25,36
1972 1 ^{er} trimestre	1.189	908	p 9,85	p 15,41	p 25,26	p 25,96
2 ^e trimestre	1.240	923	p 10,72	p 16,21	p 26,93	p 26,82
3 ^e trimestre	1.107	817				
4 ^e trimestre	p 1.306					
1971 Décembre	777	624	10,11	13,36	23,47	26,83
1972 Janvier	1.140	863	p 9,97	p 14,61	p 24,58	p 23,72
Février	1.154	892	p 9,31	p 14,74	p 24,05	p 25,44
Mars	1.272	969	p 10,28	p 16,86	p 27,14	p 28,72
Avril	1.222	883	p 11,21	p 15,31	p 26,52	p 25,72
Mai	1.225	907	p 10,94	p 16,67	p 27,61	p 26,24
Juin	1.272	979	p 10,03	p 16,64	p 26,67	p 28,52
Juillet	1.044	659	p 6,83	p 9,71	p 16,54	p 16,43
Août	1.077	828	p 9,49	p 14,83	p 24,32	p 22,70
Septembre	1.201	965				
Octobre	p 1.277					
Novembre	p 1.295					
Décembre	p 1.345					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1968 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969	123	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971	n.d.	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1970 3 ^e trimestre	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 ^e trimestre	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 ^e trimestre	142	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	141	3.880	2.017	509	2.642	3.908	2.110	515	2.538
4 ^e trimestre	140	4.127	2.115	499	2.415	3.324	1.761	516	2.377
1972 1 ^{er} trimestre	140	5.233	2.707	517	1.983	3.836	2.012	530	2.341
2 ^e trimestre	141	6.412	3.355	624	2.919	4.948	2.644	483	2.237
3 ^e trimestre	140								
1971 Octobre	140	3.970	2.070	524	2.625	3.387	1.881	501	2.872
Novembre	140	3.598	1.806	449	1.685	3.706	1.936	580	2.538
Décembre	140	4.812	2.470	525	2.935	2.879	1.466	468	1.721
1972 Janvier	140	4.206	2.293	462	1.872	3.649	1.636	357	2.527
Février	139	5.353	2.786	501	1.713	3.191	1.872	647	2.335
Mars	141	6.139	3.041	587	2.364	4.668	2.527	586	2.162
Avril	141	7.032	3.535	554	2.557	6.569	3.251	650	2.694
Mai	142	5.732	3.173	632	3.543	4.084	2.466	452	2.514
Juin	141	6.472	3.356	686	2.656	4.192	2.215	346	1.503
Juillet	140	5.227	2.847		3.777	3.329	1.770		1.485
Août	140	5.547	3.022		4.424	4.184	2.346		2.030
Septembre	140								
Octobre	139								

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition du mois et portent sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (6 pays ¹)			Belgique			Allemagne occidentale ²		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	151	156	+ 3,3	132	137	+ 3,2	153	157	+ 2,6
2 ^e trimestre	152	155	+ 2,0	133	137	+ 2,9	155	157	+ 1,3
3 ^e trimestre	152	156	+ 2,6	134	137	+ 1,9	154	156	+ 1,3
4 ^e trimestre	153	157	+ 2,6	135	138	+ 2,0	153	153	—
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	156	161	+ 3,2	137	138	+ 1,3	157	158	+ 0,6
2 ^e trimestre	155	162	+ 4,5	137	141	+ 3,1	157	161	+ 2,5
3 ^e trimestre	156	162	+ 3,8	137	143	+ 4,4	156	160	+ 2,6
4 ^e trimestre	157			138			153		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *	1970	1971	% variat. *
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	150	155	+ 3,3	152	149	— 2,0	171	185	+ 8,2
2 ^e trimestre	150	155	+ 3,3	150	145	— 3,3	174	187	+ 7,5
3 ^e trimestre	149	160	+ 7,4	149	142	— 4,7	178	188	+ 5,6
4 ^e trimestre	151	163	+ 7,9	151	150	— 0,7	181	190	+ 5,0
	1971	1972		1971	1972		1971	1972	
1 ^{er} trimestre	155	166	+ 7,1	149	150	+ 0,7	185	197	+ 6,5
2 ^e trimestre	155	168	+ 8,4	145	149	+ 2,8	187	201	+ 7,5
3 ^e trimestre	160	172	+ 7,5	142	145	+ 2,1	188	201	+ 6,9
4 ^e trimestre	163			150			190		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, Allemagne occidentale, France, Italie et Pays-Bas.
² Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Bulletin de Pobrimité*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin du M.A.E.*

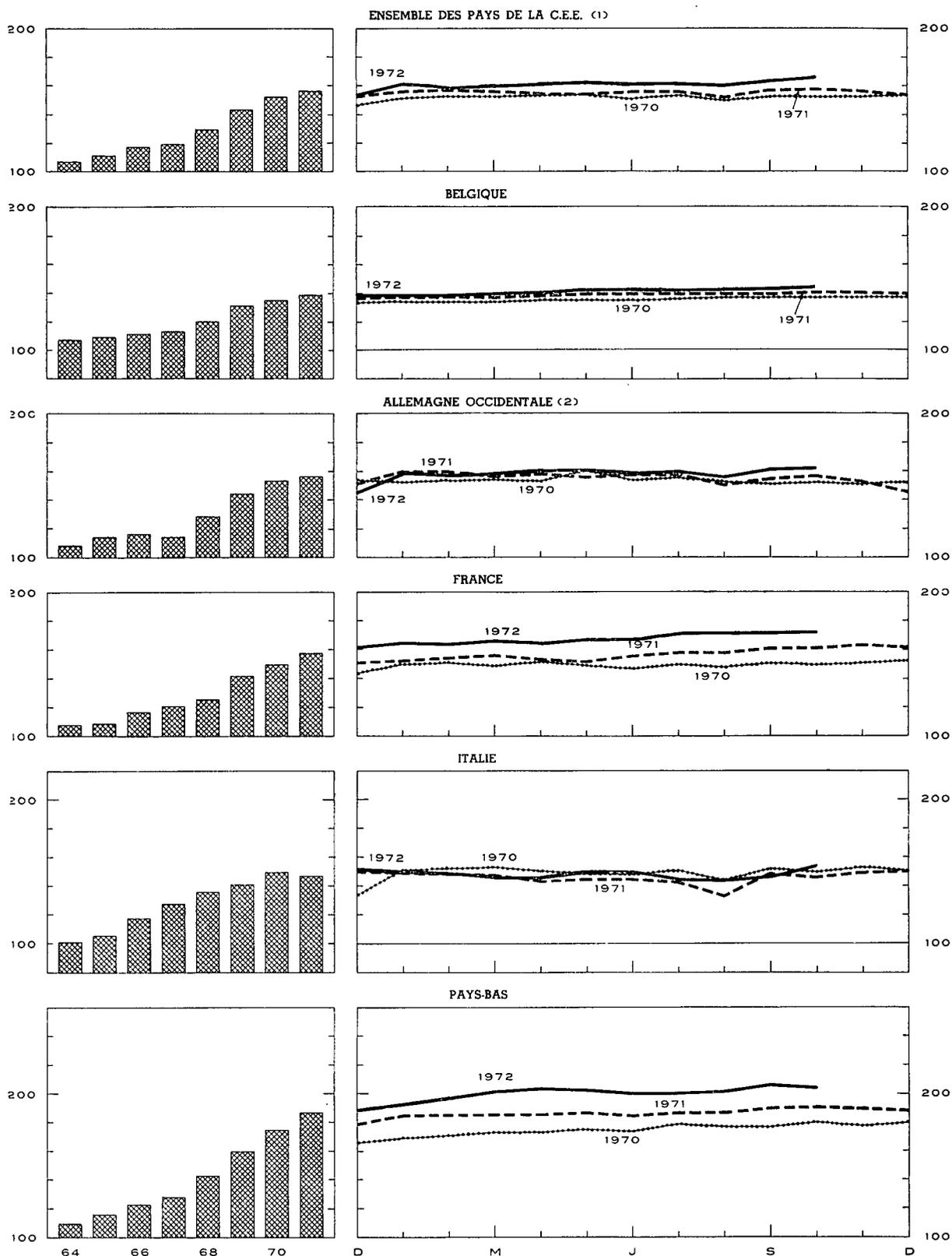
(Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1968 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, Allemagne occidentale, France, Italie et Pays-Bas.

2 Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs-km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :			
				combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	(millions)		(milliers de tonnes)				
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1970 3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
4 ^e trimestre	713	609	5.455	1.437	1.220	202,1	40,9
1972 1 ^{er} trimestre	690	621	5.694	1.464	1.419	197,6	36,1
2 ^e trimestre	695	624	5.849	1.542	1.468	249,1	41,7
3 ^e trimestre	664	548	5.164	1.326	1.327	353,2	50,4
1971 Novembre	724	601	5.322	1.406	1.136	174,1	39,3
Décembre	720	593	5.313	1.415	1.099	203,2	40,2
1972 Janvier	693	594	5.350	1.401	1.302	199,1	35,0
Février	684	598	5.521	1.397	1.352	159,0	32,0
Mars	692	671	6.212	1.595	1.602	234,6	41,3
Avril	669	598	5.559	1.475	1.410	231,3	39,2
Mai	722	627	5.818	1.523	1.460	222,8	39,0
Juin	695	648	6.171	1.627	1.533	293,3	47,0
Juillet	639	494	4.564	1.176	1.193	364,7	51,3
Août	681	543	5.263	1.325	1.383	357,8	50,3
Septembre	672	607	5.665	1.476	1.406	337,1	49,7
Octobre	675	717	6.467	1.613	1.579	264,3	44,0
Novembre	669	707	6.385	1.681	1.517		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1970 3 ^e trimestre	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 ^e trimestre	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945	791	78	7.868	565
1971 1 ^{er} trimestre	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 ^e trimestre	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116	823	50	8.320	588
3 ^e trimestre	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397	522	64	8.117	555
4 ^e trimestre	5.284	3.514	1.907	591	706	195	1.366	536	77	7.896	568
1972 1 ^{er} trimestre	5.417	2.886	2.057	600	493	283	1.386	702	69	7.398	525
2 ^e trimestre	5.607	3.302	2.442	692	580	366				8.557	602
3 ^e trimestre	5.339			699							
1971 Octobre	5.425	3.681	1.985	636	911	140	1.424	550	87	8.453	620
Novembre	4.968	3.738	1.624	589	340	123	1.227	367	81	7.441	544
Décembre	5.459	3.124	2.113	548	866	322	1.446	690	62	7.794	539
1972 Janvier	5.681	2.501	1.939	570	209	130	1.346	769	70	6.797	484
Février	5.020	2.902	2.207	564	666	363	1.383	464	64	7.068	494
Mars	5.551	3.254	2.026	667	604	357	1.428	874	73	8.328	598
Avril	5.324	2.928	2.286	660	531	292	1.535	769	36	8.417	595
Mai	5.776	3.290	2.307	690	454	358	1.363	596	86	8.720	600
Juin	5.720	3.689	2.733	727	756	449				8.534	612
Juillet	5.429			709						7.032	479
Août	5.264			617						8.014	534
Septembre ...	5.324			772							
Octobre				648							

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1970 2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
3 ^e trimestre	5.891	4.563	209	412	207	237	72
4 ^e trimestre	580	339	40	29	31	33	26
1972 1 ^{er} trimestre	505	288	41	22	26	32	24
2 ^e trimestre	1.870	1.286	95	102	123	98	49
1971 Août	6.937	5.553	329	252	245	256	72
Septembre	1.854	1.255	106	60	142	94	61
Octobre	686	373	48	36	48	44	38
Novembre	520	303	39	23	24	30	22
Décembre	535	340	32	28	22	25	19
1972 Janvier	374	185	31	18	24	25	22
Février	375	180	34	22	21	26	23
Mars	767	500	58	25	32	44	26
Avril	1.237	822	92	39	102	54	33
Mai	1.880	1.297	107	103	129	77	53
Juin	2.492	1.740	86	164	139	164	60
Juillet	8.722	6.828	167	903	205	359	73
Août	6.615	5.427	363	260	224	166	62

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1971	132	140	108	251	232	133	137	171	150	143	125
1970 3 ^e trimestre	122	122	100	200	192	127	115	137	137	128	116
4 ^e trimestre	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 ^{er} trimestre	111	118	101	216	201	121	98	126	129	121	107
2 ^e trimestre	137	137	108	248	229	134	153	167	150	147	130
3 ^e trimestre	133	137	104	245	241	133	126	181	153	143	125
4 ^e trimestre	149	170	118	295	255	142	169	210	168	163	140
1972 1 ^{er} trimestre	139	140	107	257	224	137	131	180	163	149	127
2 ^e trimestre	158	155	108	282	242	147	165	208	182	167	142
3 ^e trimestre	152	157	105	287	261	149	143	207	179	164	137
1971 Septembre	139	135	107	251	232	133	135	192	162	148	129
Octobre	142	149	113	286	238	137	170	191	152	155	134
Novembre	137	159	105	263	234	133	150	185	159	149	129
Décembre	167	202	136	336	294	158	187	253	193	184	158
1972 Janvier	128	133	103	245	216	131	116	163	151	138	119
Février	131	130	103	242	215	132	109	176	157	141	120
Mars	157	156	116	285	242	147	169	200	181	167	143
Avril	150	146	105	271	236	142	163	193	167	159	136
Mai	159	153	108	281	241	147	167	209	182	168	143
Juin	165	166	112	293	250	151	166	223	196	175	148
Juillet	145	157	100	273	259	140	151	192	168	157	131
Août	148	145	104	277	250	150	122	202	176	159	133
Septembre	163	170	110	311	274	157	156	227	192	175	146

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 2 ^e semestre ...	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre ...	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre ...	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 ^{er} semestre ...	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54
2 ^e semestre ...	1.753	1.149	175	429	27,13	10,38	9,62	7,13	9,91	3,70	3,23	2,98
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,27	9,91	10,95	8,41	13,03	4,83	4,15	4,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 ^e semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136,2	66,2	16,4	53,6
2 ^e semestre	53	33	2	18	123,5	51,5	12,2	59,8

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel et à usage personnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1969 2 ^e semestre ...	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre ...	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre ...	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 ^{er} semestre ...	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
2 ^e semestre ...	819	3,8	0,8	1,4	54,2	17,5	6,6	249,6	56,9	6,7	418,8	2,5
1972 1 ^{er} semestre ...	879	4,6	0,9	1,2	80,9	22,7	7,3	236,9	84,2	6,8	431,2	2,4
Crédits accordés (millions de francs)												
1969 2 ^e semestre ...	9.291	704	55	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre ...	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre ...	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 ^{er} semestre ...	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
2 ^e semestre ...	9.914	867	77	189	3.767	647	60	340	109	981	2.833	43
1972 1 ^{er} semestre ...	13.028	998	120	162	6.140	908	93	314	146	1.067	3.028	52
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1969 2 ^e semestre ...	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre ...	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.336	1.248	5.339	1.594	1.881	213	7.220	1.807
1970 4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 ^{er} trimestre	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1972 1 ^{er} trimestre	40	3	308	4.915	1.087	4.918	1.395	1.752	207	6.670	1.602
2 ^e trimestre	40	3	330	4.922	1.234	4.925	1.564	1.826	211	6.751	1.775
3 ^e trimestre	40	3	325	5.205	1.211	5.208	1.536	1.782	210	6.990	1.746
4 ^e trimestre	40	4	422	6.303	1.459	6.307	1.882	2.165	224	8.472	2.106
1971 Décembre	40	3	351	5.371	1.037	5.374	1.388	2.190	229	7.564	1.617
1972 Janvier	40	3	297	4.636	1.026	4.639	1.323	1.686	199	6.325	1.522
Février	40	3	290	4.784	1.168	4.787	1.458	1.686	199	6.473	1.657
Mars	40	4	337	5.325	1.067	5.329	1.404	1.884	222	7.213	1.626
Avril	40	3	215	4.564	930	4.567	1.145	1.659	183	6.226	1.328
Mai	40	3	317	5.105	1.355	5.108	1.672	1.909	215	7.017	1.887
Juin	40	3	457	5.096	1.419	5.099	1.876	1.910	236	7.009	2.112
Juillet	40	3	269	5.061	1.260	5.064	1.529	1.771	211	6.835	1.740
Août	40	3	311	5.118	1.175	5.121	1.486	1.785	203	6.906	1.689
Septembre	40	3	395	5.435	1.198	5.438	1.593	1.790	215	7.228	1.808
Octobre	40	4	338	6.491	1.483	6.495	1.821	2.138	221	8.633	2.042
Novembre	40	4	508	6.116	1.394	6.120	1.902	2.060	216	8.180	2.118
Décembre	40	3	421	6.302	1.501	6.305	1.922	2.297	234	8.602	2.156

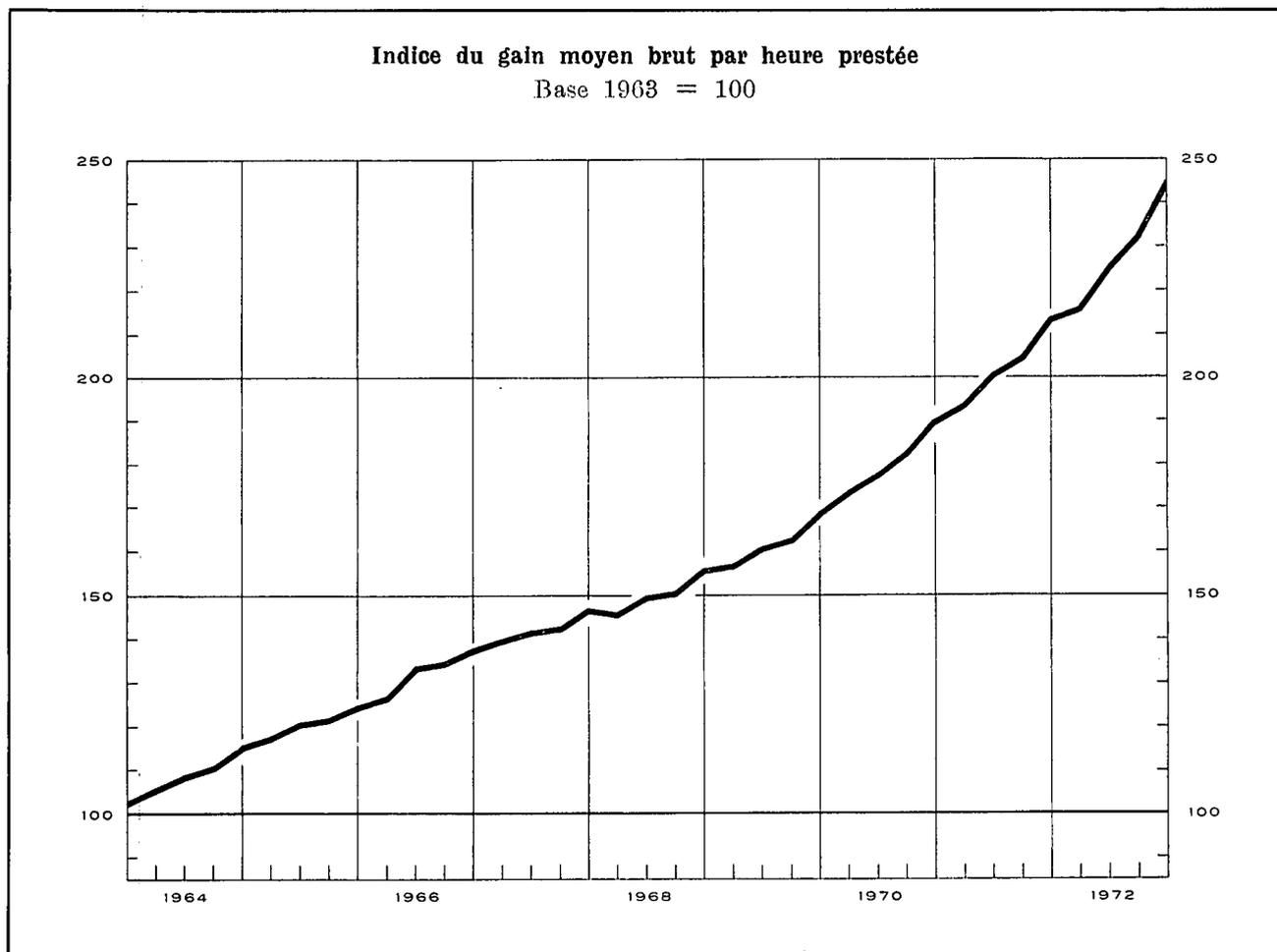
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers.* — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — *Chronique des transports (bimensuel).* — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.).* — *Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).*

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATION DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	203	195	204	192	225
1972 p	231	218	231		259
1970 Déc.	190	180	189		209
1971 Mars p	194	189	197		213
Juin p	201	193	202		221
Sept. p	205	197	206		227
Déc. p	214	200	210		238
1972 Mars ... p	217	209	220		243
Juin ... p	227	215	228		254
Sept. ... p	234	221	235		262
Déc. ... p	245	226	240		274

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1953 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,075; col. (2) : 1,608; col. (3) : 1,624; col. (5) : 1,761.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.E.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	p.c. par rapport aux salaires belges ⁴		
				Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,5
1971	111,16	111,8	n.d.	99,8	78,0	89,8
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre .	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril ...	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre .	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril ...	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre .	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril ...	108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0
Sept.-Octobre .	114,09	111,6	67,7	101,8	76,2	86,8
1972 Mars-Avril ...	123,97	109,1	n.d.	n.d.	n.d.	88,6

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ La F.E.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 avril	1971 octobre	1972 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	70,14	74,02	76,85	97,03	101,32	107,90	115,24
Préparation de charbon (ouvriers surface)	49,13	52,41	55,71	70,97	74,69	78,68	84,65
Carrières	54,01	56,88	61,10	67,05	73,97	77,89	83,52
Total des industries extractives	62,97	66,20	69,35	85,97	90,58	96,02	102,87
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	45,59	48,74	53,30	58,40	63,19	67,95	72,82
Boissons	50,56	54,13	59,15	63,90	67,48	72,77	77,31
Tabac	43,60	47,00	51,93	57,40	62,12	66,30	72,45
Industries textiles	44,32	46,55	51,52	56,05	61,22	63,67	69,79
Chaussures, habillement	37,66	39,90	43,67	49,04	52,17	54,03	58,30
Bois (sauf meubles)	48,00	50,69	55,62	62,88	67,38	70,22	73,89
Industrie du meuble	49,18	53,16	58,19	65,14	67,37	70,48	74,19
Papier, articles en papier	50,88	53,17	59,82	65,91	71,21	74,88	80,51
Impressions et reliures	56,79	61,45	65,12	72,40	76,94	85,15	88,70
Cuir (sauf chaussures, habillement)	43,38	46,62	50,91	55,01	59,39	62,12	65,63
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	51,42	54,05	60,09	66,39	71,86	75,59	83,16
Industries chimiques	59,59	61,49	67,83	75,15	81,88	86,21	95,06
Industrie du pétrole	85,10	88,22	94,01	105,03	117,99	123,38	130,27
Produits minéraux non métalliques	53,46	56,02	61,56	68,36	76,18	77,89	84,83
Industries métallurgiques de base	62,98	66,23	72,94	80,93	89,22	93,55	100,21
L'fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	52,12	54,88	60,08	67,65	72,85	75,62	82,29
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	56,20	59,18	63,93	71,66	77,63	81,42	88,23
Industrie électrotechnique	51,19	54,46	60,11	67,59	73,84	76,89	84,16
Construction de matériel de transport ...	59,53	63,21	69,93	79,46	85,63	88,52	95,55
Total des industries manufacturières	51,36	54,22	59,54	66,16	71,83	75,14	81,23
dont : hommes	55,92	59,04	64,79	71,98	78,09	81,72	88,06
femmes	37,67	39,79	43,82	48,70	53,05	55,41	60,60
<i>Construction</i> ¹	55,71	57,89	62,22	71,90	77,05	78,11	83,95
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	52,84	55,60	60,62	68,39	73,91	76,96	83,05
dont : hommes	56,42	59,34	64,59	73,04	78,83	82,04	88,32

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.E.B.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Croucheou à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	461	1.391	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	546	1.276	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	411	1.209	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	517	1.302	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	611	1.428	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	579	1.503	42,0	3,02
1971	1,74	44,8	72	27,70	143,7	444	1.437	36,8	3,26
1970 3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre	1,79	50,1	69	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
2 ^e trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
3 ^e trimestre	1,76	42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
4 ^e trimestre	1,65	43,3	73	30,60	130,2	412	1.411	34,0	3,33
1972 1 ^{er} trimestre	1,66	44,9	84	34,97	131,5	429	1.433	36,7	3,33
2 ^e trimestre	1,70	46,9	99	38,50	136,7	423	1.474	37,2	3,33
3 ^e trimestre		56,1	119	34,00		428	1.539		3,33
1971 Septembre	1,73	42,5	73	29,30	134,0	428	1.416	36,0	3,27
Octobre	1,66	42,5	73	29,80	130,7	418	1.402	35,0	3,33
Novembre	1,66	43,1	73	30,10	127,7	406	1.413	34,0	3,33
Décembre	1,64	44,4	74	32,00	132,3	411	1.417	33,0	3,33
1972 Janvier	1,66	44,7	79	34,40	133,7	419	1.412	36,0	3,33
Février	1,66	44,4	86	35,20	131,4	427	1.413	38,0	3,33
Mars	1,67	45,5	87	35,30	129,5	442	1.475	36,0	3,33
Avril	1,69	46,1	93	37,70	131,1	433	1.497	35,5	3,33
Mai	1,71	47,1	97	39,70	139,5	423	1.467	37,0	3,33
Juin	1,69	47,4	108	38,10	139,4	412	1.457	36,0	3,33
Juillet	1,70	52,5	106	37,10	146,0	423	1.530	38,5	3,33
Août	1,81	58,9	119	34,90	140,7	427	1.531	40,5	3,33
Septembre		57,0	133	30,00		434	1.557		3,33

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1965	98	103	102	106	96
1966	97	106	103	106	97
1967	94	99	100	102	95
1968	107	98	100	104	93
1969	115	106	103	108	95
1970	120	111	105	108	100
1971	113	101	105	109	100
1972	128	113	116	121	109
1970 4 ^e trimestre	119	105	104	105	102
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1972 1 ^{er} trimestre	119	106	113	118	105
2 ^e trimestre	119	108	115	120	106
3 ^e trimestre	127	115	116	120	108
4 ^e trimestre	147	122	122	125	118
1971 Décembre	113	101	108	112	102
1972 Janvier	118	105	112	116	105
Février	120	106	113	119	105
Mars	120	107	115	120	106
Avril	118	107	115	120	106
Mai	119	109	115	120	106
Juin	119	109	115	120	106
Juillet	122	113	114	120	105
Août	126	115	116	120	108
Septembre	132	117	118	121	112
Octobre	141	119	121	125	115
Novembre	146	121	121	124	116
Décembre	155	127	123	127	122

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1972	122,1	121,6	130,2	114,2	122,3	123,2	116,8	119,8	127,6	114,6	112,5	141,8	114,7	124,1	125,9
1970 4 ^e trimestre .	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre 1	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre .	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre .	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre .	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1972 1 ^{er} trimestre .	119,1	115,9	128,9	104,9	120,0	121,1	114,1	118,6	126,2	111,1	112,3	140,4	111,4	121,0	124,7
2 ^e trimestre .	120,9	119,8	129,8	111,2	121,2	122,2	115,3	119,3	127,2	112,5	111,8	141,8	112,9	123,2	125,2
3 ^e trimestre .	122,3	122,0	128,9	116,0	122,5	123,8	115,4	120,0	128,3	113,9	112,3	142,5	114,0	125,0	126,2
4 ^e trimestre .	126,1	128,7	133,2	124,6	125,6	125,6	122,2	121,4	128,9	121,0	113,5	142,7	120,4	127,3	127,3
1971 Décembre	117,6	114,4	126,2	104,4	118,5	119,5	113,2	118,7	125,0	106,3	111,4	138,8	109,6	118,9	123,8
1972 Janvier	118,3	116,1	129,0	105,1	119,0	120,3	112,9	118,2	125,4	109,1	112,2	139,8	109,6	119,7	124,6
Février	119,3	115,9	129,6	104,4	120,2	121,4	114,0	119,0	126,1	111,7	112,3	140,6	111,7	121,3	124,9
Mars	119,6	115,7	128,2	105,2	120,7	121,6	115,3	118,7	127,0	112,5	112,4	140,7	113,0	122,0	124,7
Avril	120,4	117,6	129,3	107,6	121,2	122,0	115,5	119,2	127,0	112,7	112,4	141,5	113,0	123,2	125,0
Mai	121,0	120,8	133,0	110,4	121,2	122,1	115,4	119,3	126,9	112,9	111,2	142,0	113,0	123,2	125,0
Juin	121,2	120,9	127,2	115,5	121,3	122,5	115,1	119,3	127,7	111,8	111,8	142,0	112,8	123,1	125,7
Juillet	121,2	119,3	124,1	114,9	121,7	123,2	114,3	119,4	128,2	113,0	112,0	142,0	113,4	123,8	125,7
Août	122,4	123,0	131,1	115,8	122,4	123,8	114,7	120,0	128,3	113,3	112,3	142,7	113,4	125,0	126,4
Septembre ...	123,4	123,8	131,4	117,2	123,3	124,3	117,2	120,7	128,3	115,4	112,5	142,7	115,3	126,1	126,6
Octobre	124,8	125,7	131,1	120,9	124,6	125,0	120,2	121,2	128,7	118,5	112,5	142,7	118,0	127,0	127,1
Novembre	126,1	128,7	133,4	124,4	125,6	125,6	122,4	121,5	128,7	120,8	113,8	142,7	120,8	127,3	127,4
Décembre	127,4	131,6	135,1	128,5	126,5	126,3	124,0	121,4	129,3	124,0	114,2	142,7	122,3	127,7	127,5

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

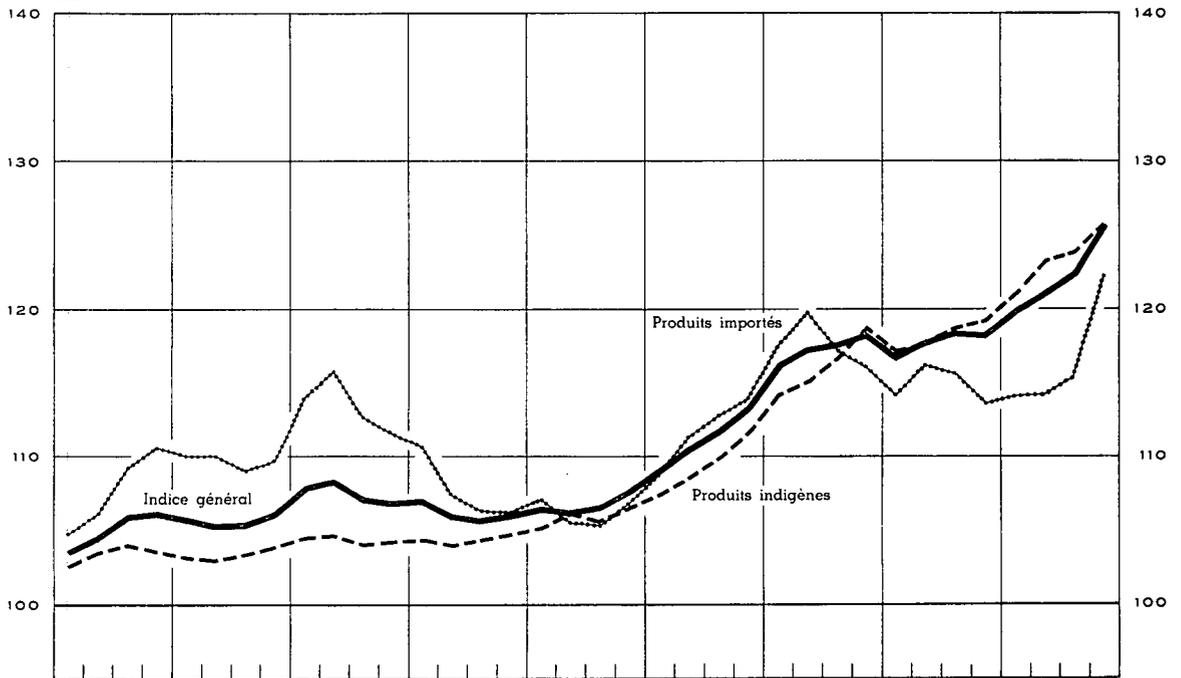
1 Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

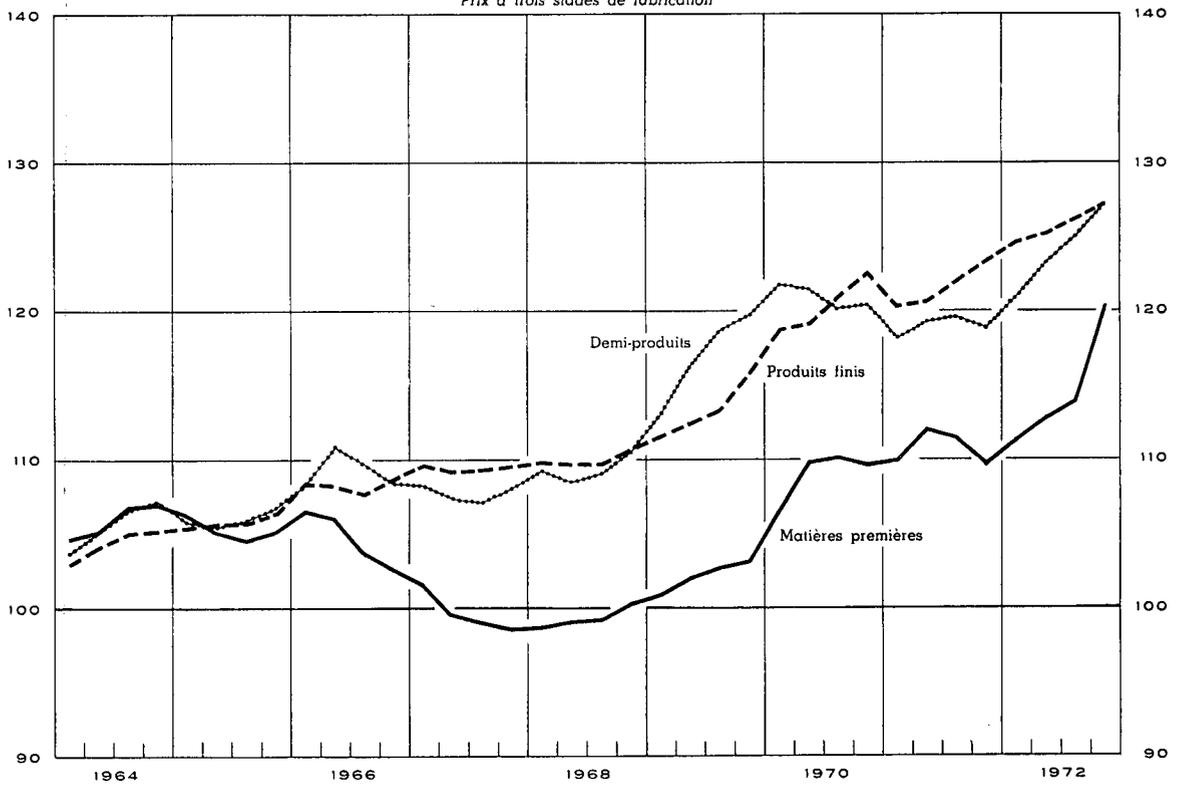
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

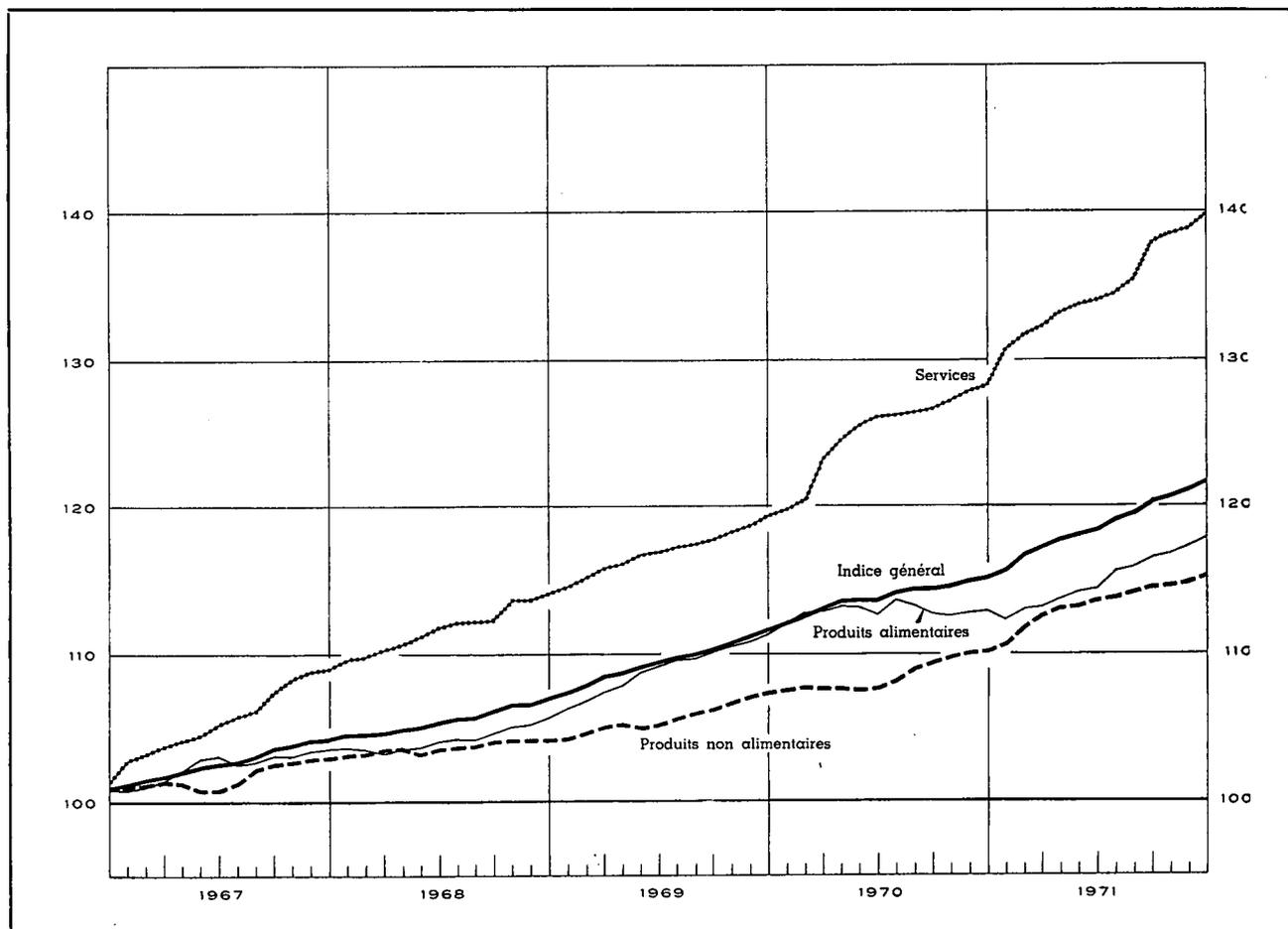
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



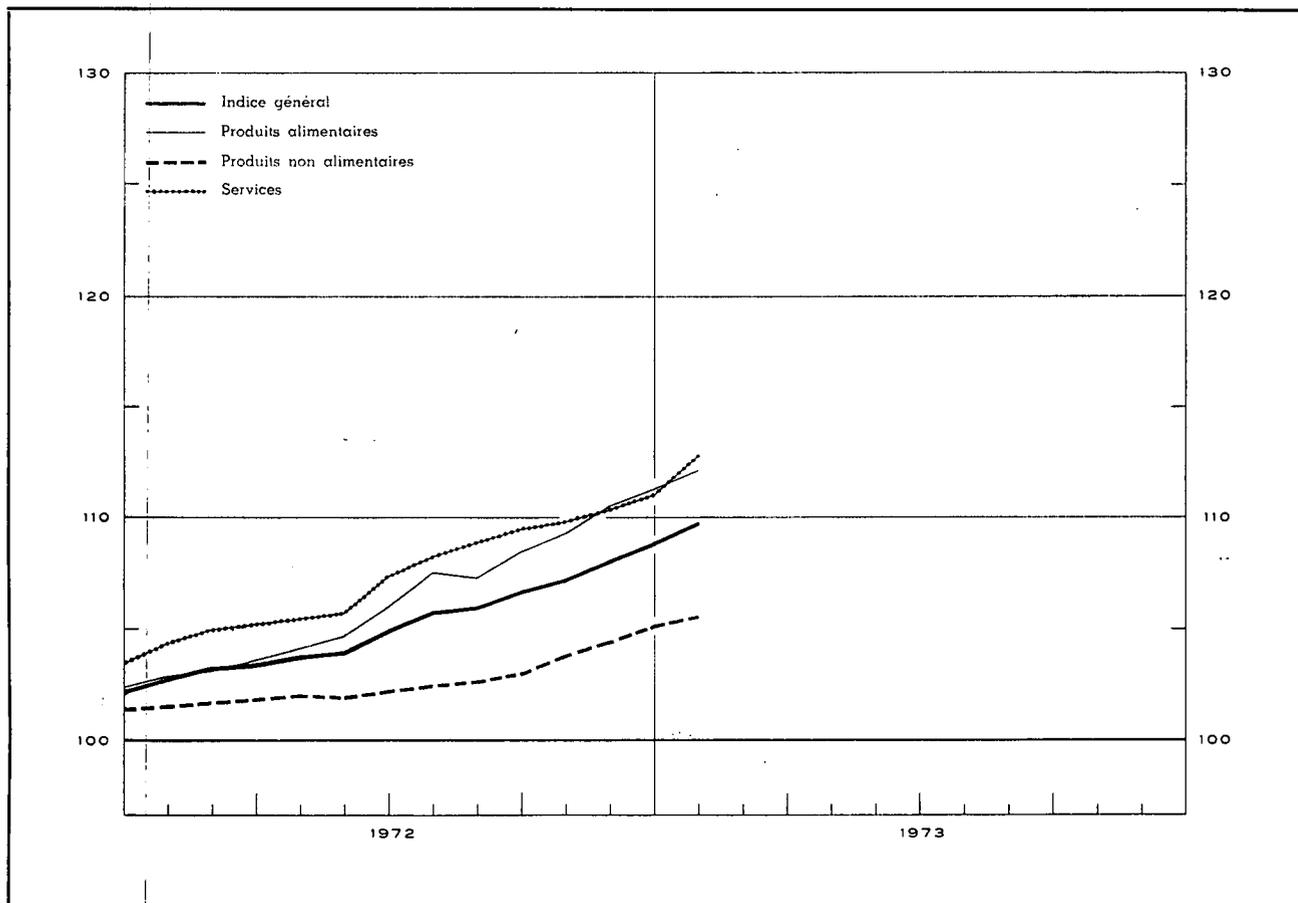
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0.8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1 ^{er} trimestre	103,21		103,25		101,76		104,90	
2 ^o trimestre	104,30		104,96		102,14		106,22	
3 ^o trimestre	106,18		107,82		102,77		108,90	
4 ^o trimestre	108,10		110,40		104,52		110,42	
Janvier	102,80	109,85	102,84	112,15	101,63	105,62	104,41	112,85
Février	103,35		103,25		101,74		105,03	
Mars	103,48		103,65		101,92		105,27	
Avril	103,84		104,19		102,13		105,53	
Mai	104,03		104,71		102,01		105,72	
Juin	105,04		105,97		102,28		107,41	
Juillet	105,82		107,56		102,48		108,28	
Août	106,00		107,36		102,71		108,90	
Septembre	106,71		108,53		103,13		109,52	
Octobre	107,32		109,35		103,91		109,79	
Novembre	108,11		110,52		104,47		110,44	
Décembre	108,87		111,32		105,19		111,03	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

1 A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

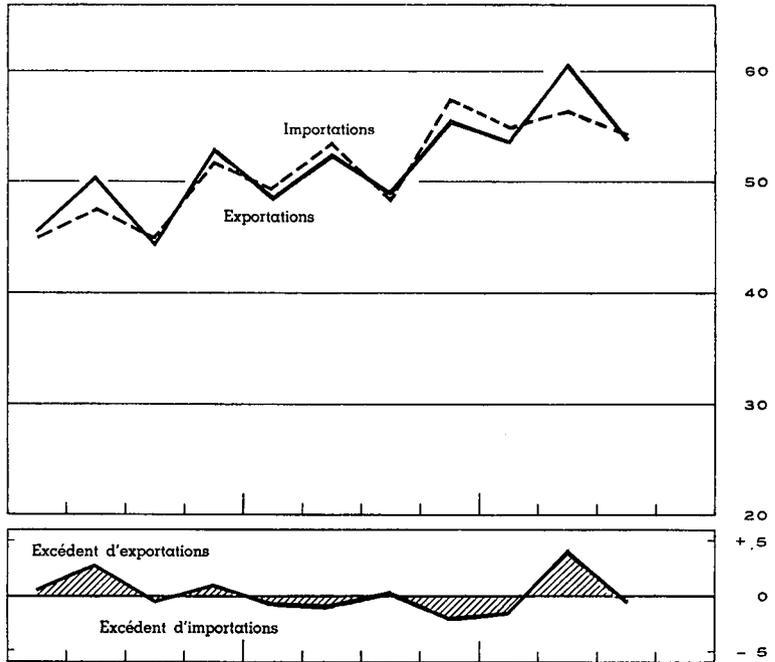
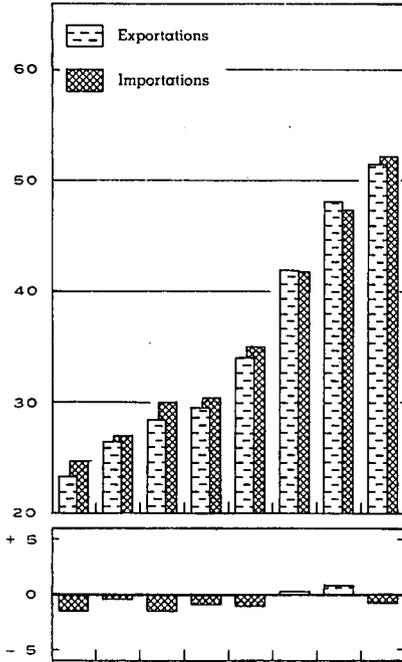
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *I.R.E.S. Der Volkswirtschaft — Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statis-*

lique de l'I.N.S.E.E. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.*

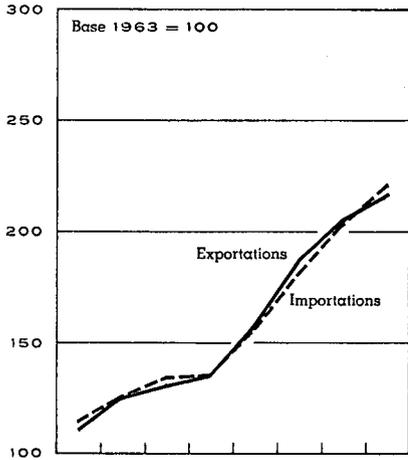
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE
Moyennes mensuelles en milliards de francs

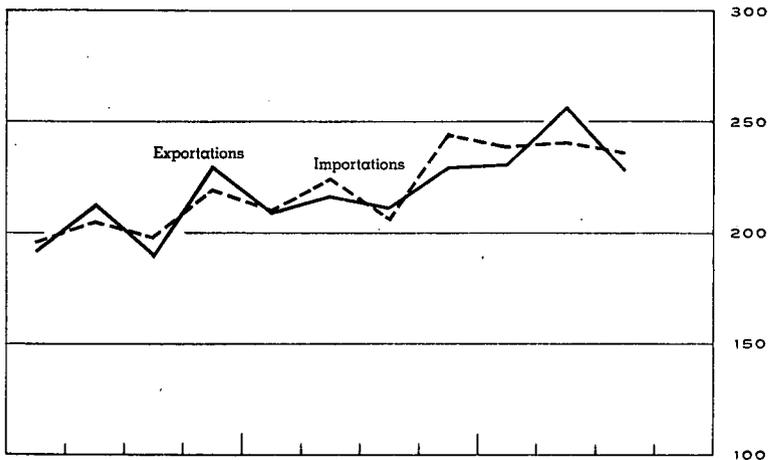
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

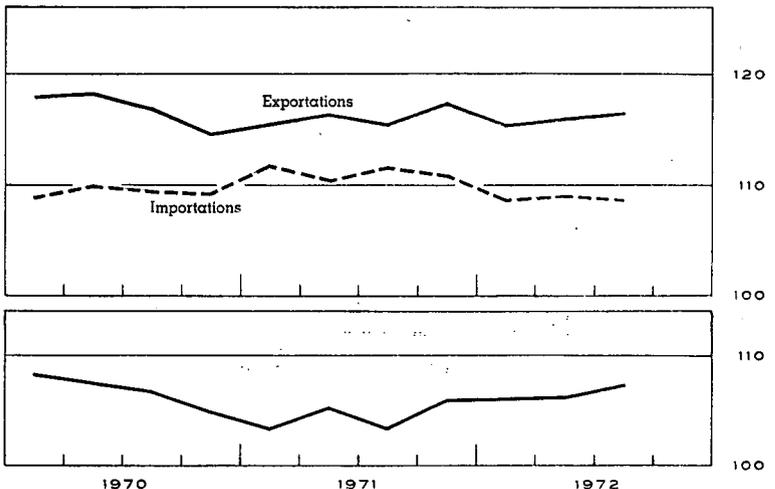
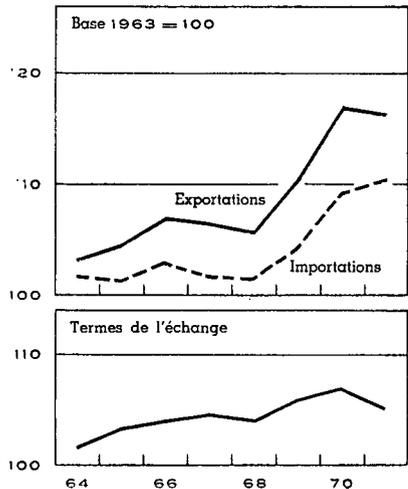


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1963 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,3	48,1	+ 0,8	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971	52,2	51,5	- 0,7	99	222,0	221,0	110,6	116,4	105,2
1970 3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,7	- 0,7	98	210,5	211,6	111,8	115,6	103,4
2 ^e trimestre	53,4	52,6	- 0,8	98	224,6	225,4	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	49,2	+ 0,5	101	206,9	214,7	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre	57,5	55,5	- 2,0	97	244,8	236,5	110,9	117,4	105,9
1972 1 ^{er} trimestre	55,0	53,5	- 1,5	97	239,8	231,7	108,8	115,5	106,2
2 ^e trimestre	56,4	60,7	+ 4,3	108	241,5	256,5	109,2	116,1	106,3
3 ^e trimestre	54,2	54,0	- 0,2	100	236,7	229,0	108,7	116,7	107,4
1971 11 premiers mois	51,7	50,8	- 0,9	99					
12 mois	52,2	51,5	- 0,7	99	222,0	221,0	110,6	116,4	105,2
1972 1 ^{er} mois	47,7	50,8	+ 3,1	107					
2 premiers mois	50,1	50,7	+ 0,6	101					
3 premiers mois	55,0	53,5	- 1,5	97	239,8	231,7	108,8	115,5	106,2
4 premiers mois	54,6	55,1	+ 0,5	101					
5 premiers mois	54,7	56,0	+ 1,3	102					
6 premiers mois	55,7	57,1	+ 1,4	103	240,7	244,1	109,0	115,8	106,2
7 premiers mois	54,8	56,2	+ 1,4	103					
8 premiers mois	54,9	55,1	+ 0,2	100					
9 premiers mois	55,2	56,1	+ 0,9	102	239,3	239,1	108,9	116,1	106,6
10 premiers mois	56,2	57,2	+ 1,0	102					
11 premiers mois	56,7	57,6	+ 0,9	102					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	r15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	r1,53	r51,51
1970 3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	r14,20	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	r1,68	r48,70
2 ^e trimestre	r16,06	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	r1,49	r52,57
3 ^e trimestre	14,47	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,33	49,23
4 ^e trimestre	16,85	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,66	55,53
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
2 ^e trimestre	18,94	7,66	6,80	6,48	3,36	3,29	2,42	1,80	2,13	1,48	1,42	0,99	0,54	0,38	0,30	0,28	0,13	0,10	0,16	0,10	1,92	60,68
3 ^e trimestre	15,08	6,96	5,92	6,55	2,91	3,52	2,44	1,69	1,99	1,35	1,23	0,97	0,47	0,38	0,28	0,26	0,19	0,11	0,16	0,09	1,43	53,98
1971 10 premiers mois ...	15,03	6,83	5,91	5,54	3,18	2,83	1,88	1,22	1,66	1,30	1,11	0,89	0,43	0,39	0,24	0,23	0,13	0,14	0,13	0,09	1,51	50,67
11 premiers mois ...	15,08	6,75	5,95	5,56	3,16	2,86	1,95	1,20	1,66	1,31	1,13	0,90	0,43	0,40	0,24	0,23	0,13	0,13	0,13	0,10	1,50	50,80
12 mois	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972 1 ^{er} mois	14,05	7,14	6,03	5,77	3,08	3,23	1,85	1,05	2,09	1,32	1,17	1,05	0,44	0,42	0,19	0,20	0,15	0,14	0,11	0,07	1,23	50,78
2 premiers mois ...	13,85	7,02	6,30	5,75	2,90	3,13	1,66	1,12	2,04	1,43	1,22	1,01	0,42	0,42	0,21	0,21	0,15	0,12	0,12	0,07	1,55	50,70
3 premiers mois ...	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
4 premiers mois ...	16,09	7,22	6,72	6,18	3,02	3,27	1,95	1,30	2,02	1,47	1,33	1,01	0,48	0,40	0,23	0,22	0,14	0,11	0,14	0,08	1,76	55,14
5 premiers mois ...	16,27	7,37	6,69	6,24	3,11	3,30	2,13	1,41	2,06	1,47	1,34	1,01	0,48	0,41	0,25	0,24	0,14	0,12	0,14	0,09	1,70	55,97
6 premiers mois ...	16,56	7,48	6,80	6,36	3,20	3,32	2,21	1,49	2,09	1,49	1,37	1,02	0,50	0,42	0,26	0,25	0,14	0,11	0,15	0,09	1,77	57,08
7 premiers mois ...	16,06	7,35	6,66	6,37	3,13	3,31	2,31	1,55	2,08	1,46	1,34	1,01	0,49	0,41	0,26	0,24	0,14	0,11	0,15	0,09	1,70	56,22
8 premiers mois ...	15,63	7,30	6,45	6,33	3,05	3,37	2,13	1,55	2,03	1,43	1,30	0,99	0,48	0,40	0,26	0,24	0,15	0,11	0,15	0,09	1,66	55,10
9 premiers mois ...	16,07	7,31	6,50	6,42	3,11	3,39	2,29	1,56	2,06	1,44	1,32	1,00	0,49	0,41	0,27	0,25	0,16	0,11	0,15	0,09	1,65	56,05
10 premiers mois ...	16,50	7,43	6,74	6,53	3,16	3,44	2,21	1,58	2,08	1,48	1,37	1,04	0,51	0,42	0,27	0,26	0,16	0,11	0,16	0,09	1,68	57,22
11 premiers mois ...	16,45	7,43	6,81	6,59	3,15	3,49	2,42	1,60	2,07	1,49	1,39	1,06	0,52	0,42	0,27	0,26	0,16	0,12	0,16	0,10	1,69	57,65

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1971	33.390	11.598	2.015	3.288	2.069	502	299	546	188	1.020	326	2.651	844	1.420	2.972	1.247	2.405	11.186	1.510	2.144	1.106	6.426	7.594	67	52.237
1970 3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
1970 4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
1971 2 ^e trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
1971 3 ^e trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	2.029	1.061	6.307	7.163	69	48.672
1971 4 ^e trimestre	36.899	13.644	2.214	3.549	2.082	579	294	568	197	1.078	319	2.896	1.189	1.277	3.119	1.315	2.579	11.935	1.542	2.350	1.175	6.868	8.532	87	57.453
1972 1 ^{er} trimestre	34.393	11.820	2.267	3.321	1.922	566	368	532	199	923	318	3.122	829	1.419	3.123	1.124	2.540	12.784	1.735	2.051	1.267	7.731	7.793	67	55.037
1972 2 ^e trimestre	35.531	11.657	2.303	3.255	2.490	610	363	536	220	1.124	302	3.140	624	1.609	3.490	1.191	2.617	12.986	1.916	2.285	1.275	7.510	7.796	59	56.372
1972 3 ^e trimestre	34.291	12.362	1.895	2.981	2.093	611	276	542	182	1.041	266	3.509	632	1.460	3.054	1.073	2.314	12.579	1.790	2.206	1.276	7.307	7.306	68	54.244

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1970		1971				1972		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,6	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8	104,2	105,3	103,4
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9	114,1	112,8	116,9
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8	119,0	118,8	120,7
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	110,6	109,5	109,3	111,8	110,6	111,7	110,9	108,8	109,2	108,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6	120,0	121,1	122,8
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4	123,6	124,8	124,6
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8	134,4	140,1	136,5
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7	97,3	96,4	98,2
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8	98,9	98,5	100,4
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	166,9	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0	127,2	128,6	124,8
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7	89,9	94,6	95,6
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	98,6	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7	95,5	96,2	96,6
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6	113,3	116,7	117,3
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8	113,7	118,7	120,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8	120,3	114,2	119,2
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1	122,5	124,7	126,0
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	128,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6	140,9	146,2	148,5
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6	121,9	121,3	121,9
Peaux, cuirs et chaussures ...	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2	101,7	124,0	137,2
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8	110,6	108,0	103,8
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6	121,7	119,8	144,4
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0	102,9	103,3	105,7
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1	111,9	112,1	112,3
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9	166,6	144,2	141,1
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	116,4	116,9	114,7	115,6	116,5	115,5	117,4	115,5	116,1	116,7
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	105,2	106,8	104,9	103,4	105,3	103,4	105,9	106,2	106,3	107,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1970		1971				1972		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	r211,1	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4	226,9	228,2	228,2
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9	292,8	299,5	282,5
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3	237,3	234,5	217,6
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	222,0	197,6	220,0	210,5	224,6	206,9	244,8	239,8	241,5	236,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3	161,3	190,0	197,2	177,0
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	r274,8	202,8	271,9	r256,9	r290,5	r265,7	r285,7	r250,9	r311,6	260,8
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	142,0	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2	149,3	145,0	152,7	136,0
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6	218,4	215,2	216,9	186,4
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7	393,3	393,5	416,1	410,4
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2	44,0	39,1	34,7	39,1
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1	183,3	196,3	285,4	265,5
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7	200,5	217,6	204,3	198,5
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5	351,8	344,9	318,4	352,4
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6	169,1	114,7	131,1	122,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8	201,4	169,4	226,8	200,8
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0	165,0	140,1	176,9	165,0
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6	185,9	167,9	191,9	181,8
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6	379,5	351,4	379,3	326,0
Peaux, cuirs et chaussures ...	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5	197,4	213,6	202,5	157,4
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2	340,2	345,0	353,0	334,3
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	178,0	188,7	150,7	196,4	179,2	245,8	203,6	188,0	229,5
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6	371,2	372,2	390,7	333,1
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9	313,4	329,0	341,6	318,3
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	r134,0	162,0	203,2	168,0	124,8	r126,8	r138,6	137,9	r184,2	141,9
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	r221,0	189,9	229,5	r211,6	r225,4	r214,7	r236,5	r231,7	r256,5	229,0

¹ Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1970 3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,73	- 1,67	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,32	+ 1,74
2 ^e trimestre	12,81	13,15	+ 0,34	9,27	10,30	+ 1,03	8,81	10,24	+ 1,43
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,90	+ 1,25
4 ^e trimestre	14,41	14,30	- 0,11	11,08	11,76	+ 0,68	9,93	10,96	+ 1,03
1972 1 ^{er} trimestre	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
2 ^e trimestre	13,12	16,05	+ 2,93	11,33	12,04	+ 0,71	9,17	11,72	+ 2,55
3 ^e trimestre	13,44	13,44	...	9,73	10,45	+ 0,72	9,02	10,08	+ 1,06
1971 11 premiers mois	13,01	12,97	- 0,04	9,20	10,06	+ 0,86	8,34	9,69	+ 1,35
12 mois	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972 1 ^{er} mois	10,88	12,47	+ 1,59	9,79	10,60	+ 0,81	8,88	8,88	+ 1,55
2 premiers mois	12,19	12,28	+ 0,09	10,36	10,75	+ 0,39	7,33	9,50	+ 1,81
3 premiers mois	13,54	13,21	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	7,69	9,97	+ 1,00
4 premiers mois	13,13	13,94	+ 0,81	11,14	11,48	+ 0,34	8,97	10,50	+ 1,38
5 premiers mois	12,99	14,32	+ 1,33	11,11	11,49	+ 0,38	8,96	10,67	+ 1,71
6 premiers mois	13,33	14,65	+ 1,32	11,26	11,67	+ 0,41	9,07	10,85	+ 1,78
7 premiers mois	13,25	14,40	+ 1,15	11,00	11,55	+ 0,55	8,81	10,46	+ 1,65
8 premiers mois	13,22	14,20	+ 0,98	10,70	11,09	+ 0,39	8,96	10,28	+ 1,32
9 premiers mois	13,37	14,24	+ 0,87	10,75	11,26	+ 0,51	9,06	10,59	+ 1,53
10 premiers mois	13,62	14,53	+ 0,91	10,91	11,58	+ 0,67	9,34	10,69	+ 1,35
11 premiers mois	13,73	14,51	+ 0,78	10,98	11,64	+ 0,66	9,43	10,79	+ 1,36
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,25	+ 0,19	33,01	35,42	+ 2,41	39,51	41,68	+ 2,17
1970 3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,26	+ 0,29	31,42	32,99	+ 1,57	37,43	39,04	+ 1,61
2 ^e trimestre	2,06	2,47	+ 0,41	32,95	36,16	+ 3,21	40,18	42,50	+ 2,32
3 ^e trimestre	2,10	1,91	- 0,19	30,15	33,16	+ 3,01	35,95	39,16	+ 3,21
4 ^e trimestre	2,11	2,35	+ 0,24	37,53	39,37	+ 1,84	44,47	46,02	+ 1,95
1972 1 ^{er} trimestre	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
2 ^e trimestre	2,44	2,50	+ 0,06	36,06	42,31	+ 6,25	43,37	50,38	+ 7,01
3 ^e trimestre	2,32	2,18	- 0,14	34,51	36,15	+ 1,64	41,44	43,49	+ 2,05
1971 11 premiers mois	2,06	2,21	+ 0,15	32,61	34,93	+ 2,32	39,03	41,08	+ 2,05
12 mois	2,06	2,25	+ 0,19	33,01	35,42	+ 2,41	39,51	41,68	+ 2,17
1972 1 ^{er} mois	2,04	2,43	+ 0,39	30,04	34,38	+ 4,34	36,17	40,94	+ 4,77
2 premiers mois	2,13	2,38	+ 0,25	32,37	34,91	+ 2,54	38,54	41,54	+ 3,00
3 premiers mois	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
4 premiers mois	2,31	2,47	+ 0,16	35,70	38,39	+ 2,69	42,36	45,51	+ 3,15
5 premiers mois	2,30	2,42	+ 0,12	35,36	38,90	+ 3,54	42,11	46,17	+ 4,06
6 premiers mois	2,38	2,45	+ 0,07	36,04	39,62	+ 3,58	43,00	47,17	+ 4,17
7 premiers mois	2,35	2,41	+ 0,06	35,41	38,82	+ 3,41	42,38	46,22	+ 3,84
8 premiers mois	2,37	2,33	- 0,04	35,25	37,90	+ 2,65	42,22	45,25	+ 3,03
9 premiers mois	2,35	2,37	+ 0,02	35,53	38,46	+ 2,93	42,48	45,94	+ 3,46
10 premiers mois	2,38	2,53	+ 0,15	36,25	39,33	+ 3,08	43,32	46,98	+ 3,66
11 premiers mois	2,38	2,57	+ 0,19	36,52	39,51	+ 2,99	43,73	47,25	+ 3,52

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,34	3,44	+ 0,10	3,22	1,84	- 1,38	2,36	1,47	- 0,89
1970 3 ^e trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,47	+ 0,05	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 ^e trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 ^e trimestre	3,41	3,73	+ 0,32	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,56	- 0,62
4 ^e trimestre	3,10	2,73	- 0,37	3,41	2,02	- 1,39	2,59	1,69	- 0,90
1972 1 ^{er} trimestre	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
2 ^e trimestre	3,01	3,11	+ 0,10	3,83	2,66	- 1,17	2,61	1,47	- 1,14
3 ^e trimestre	2,90	3,65	+ 0,75	3,36	2,50	- 0,86	2,11	1,41	- 0,70
1971 11 premiers mois	3,33	3,46	+ 0,13	3,20	1,80	- 1,40	2,27	1,43	- 0,84
12 mois	3,34	3,44	+ 0,10	3,22	1,84	- 1,38	2,36	1,47	- 0,89
1972 1 ^{er} mois	2,60	3,46	+ 0,86	3,22	2,24	- 0,98	1,80	1,28	- 0,52
2 premiers mois	2,77	3,03	+ 0,26	3,08	2,10	- 0,98	1,71	1,26	- 0,45
3 premiers mois	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
4 premiers mois	2,91	3,02	+ 0,11	3,32	2,16	- 1,16	1,96	1,33	- 0,63
5 premiers mois	2,90	3,14	+ 0,24	3,44	2,31	- 1,13	2,23	1,38	- 0,85
6 premiers mois	2,99	3,10	+ 0,11	3,56	2,42	- 1,14	2,25	1,41	- 0,84
7 premiers mois	2,93	3,16	+ 0,23	3,53	2,41	- 1,12	2,22	1,40	- 0,82
8 premiers mois	2,95	3,14	+ 0,19	3,52	2,33	- 1,19	2,21	1,35	- 0,86
9 premiers mois	2,96	3,28	+ 0,32	3,49	2,45	- 1,04	2,20	1,41	- 0,79
10 premiers mois	3,02	3,37	+ 0,35	3,55	2,47	- 1,08	2,26	1,39	- 0,87
11 premiers mois	3,09	3,44	+ 0,35	3,61	2,55	- 1,06	2,27	1,41	- 0,86
Moyennes mensuelles	Amérique latine ¹			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1970 3 ^e trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 ^e trimestre	1,49	1,06	- 0,43	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 ^e trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,63	- 0,28
4 ^e trimestre	1,31	1,04	- 0,27	1,24	0,49	- 0,75	0,98	0,74	- 0,24
1972 1 ^{er} trimestre	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
2 ^e trimestre	1,22	1,15	- 0,07	0,98	0,46	- 0,52	0,89	0,84	- 0,05
3 ^e trimestre	1,21	1,14	- 0,07	1,30	0,39	- 0,91	0,89	0,82	- 0,07
1971 11 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,22	0,54	- 0,68	0,86	0,73	- 0,13
12 mois	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972 1 ^{er} mois	0,98	0,96	- 0,02	0,92	0,42	- 0,50	0,87	1,04	+ 0,17
2 premiers mois	1,06	0,96	- 0,10	1,03	0,48	- 0,55	0,90	0,87	- 0,03
3 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
4 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,06	0,54	- 0,52	0,93	0,87	- 0,06
5 premiers mois	1,13	1,08	- 0,05	1,02	0,51	- 0,51	0,91	0,86	- 0,05
6 premiers mois	1,17	1,10	- 0,07	1,03	0,51	- 0,52	0,92	0,88	- 0,04
7 premiers mois	1,14	1,09	- 0,05	1,08	0,50	- 0,58	0,91	0,87	- 0,04
8 premiers mois	1,19	1,10	- 0,09	1,08	0,48	- 0,60	0,90	0,86	- 0,04
9 premiers mois	1,18	1,11	- 0,07	1,12	0,47	- 0,65	0,91	0,86	- 0,05
10 premiers mois	1,19	1,13	- 0,06	1,11	0,46	- 0,65	0,93	0,89	- 0,04
11 premiers mois	1,19	1,12	- 0,07	1,12	0,46	- 0,66	0,94	0,92	- 0,02

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur

(O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 24,7	502,2	481,2	+ 21,0
1.12 Travail à façon	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	18,6	4,7	+ 13,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	6,4	—	+ 6,4
1.2 Or non monétaire	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	0,9	0,8	+ 0,1
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	24,9	21,1	+ 3,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	...	0,8	1,0	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	10,0	9,4	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	18,5	28,7	- 10,2
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	49,1	44,9	+ 4,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	13,4	10,0	+ 3,4
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	7,8	3,6	+ 4,2
1.92 Autres	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	43,0	40,7	+ 2,3
Total 1 ...	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 44,3	695,6	646,1	+ 49,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	16,8	10,0	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,0	- 3,5	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,7	1,3	16,1	- 14,8
Total 2 ...	- 0,5	- 1,7	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 8,1	18,1	26,1	- 8,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	—	2,0	- 2,0
3.112 Autres opérations	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	1,8	9,6	- 7,8
3.12 Avoirs	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,3	0,1	1,3	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,4	1,9	12,9	- 11,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	0,1	0,6	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	0,9	2,1	- 1,2
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	—	23,6	- 23,6
4.312 Investissements directs	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	3,9	12,7	- 8,8
4.313 Immeubles	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	0,9	2,1	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	—	1,3	- 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	5,1	—	+ 5,1
4.322 Investissements directs	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	23,8	2,0	+ 21,8
4.323 Immeubles	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	0,8	0,5	+ 0,3
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	0,1	—	+ 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	35,6	44,9	- 9,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,7	+ 0,1	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 2,0	1,2	—	+ 1,2
Total 1 à 5 ...	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	752,4	730,0	+ 22,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	—	—	- 3,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .....	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	—	—	- 5,2
6.212 Monnaies étrangères	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	—	—	+ 12,6
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	—	—	+ 0,5
6.23 B.N.B.	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	—	—	+ 17,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1970		1971				1972 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,1	+ 5,2	+ 5,2	+ 7,5	+ 6,6	+ 8,3	+ 4,2
1.12 Travail à façon	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1	+ 3,0	+ 3,4	+ 3,6
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3	+ 1,8	- 1,1	+ 2,5
1.2 Or non monétaire .....	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	...	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	...	+ 0,2	- 0,2	...
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,3	- 0,1	- 0,4	- 2,5	- 5,9	- 1,4	- 1,8	- 3,2	- 6,4
1.7 Revenus d'investissements	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,1	- 0,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,6
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,7	+ 0,7	- 1,1	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,8	+ 2,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3
1.92 Autres	+ 0,6	- 0,1	+ 0,6	+ 1,1	...	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0
<i>Total 1 ...</i>	+13,3	+11,9	+10,4	+12,4	+10,7	+16,0	+15,4	+11,9	+12,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,5	+ 1,7
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,4	- 5,6	- 4,1	- 3,8	- 3,4	- 3,5	- 4,5	- 3,8	- 3,5
<i>Total 2 ...</i>	- 1,6	- 4,1	- 2,4	- 2,0	- 1,4	- 2,2	- 2,9	- 2,3	- 1,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 1,2	- 0,7	- 0,3
3.112 Autres opérations	+ 1,2	- 0,7	- 0,6	- 2,4	- 2,3	- 2,5	- 1,1	- 1,5	- 2,6
3.12 Avoirs .....	...	- 0,1	- 0,3	- 0,7	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	+ 0,7	- 1,0	- 1,5	- 3,7	- 2,8	- 3,0	- 2,4	- 2,2	- 3,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation :									
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,3	- 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 4,5	- 4,4	- 6,5	- 4,9	- 5,4	- 6,8	- 9,4	- 7,7	- 7,6
4.312 Investissements directs	- 1,8	- 2,9	+ 0,3	- 4,6	- 2,7	- 1,8	- 4,3	- 0,4	- 2,5
4.313 Immeubles	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres	- 1,7	- 0,1	- 0,2	- 1,4	+ 0,8	- 0,5	- 1,2	- 0,8	+ 0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1
4.322 Investissements directs	+ 3,1	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,3	+ 5,3	+ 4,2	+ 5,3	+ 2,9	+ 4,5
4.323 Immeubles .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,3
4.324 Autres	- 1,1	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 2,2	- 2,4	- 0,9	+ 0,5	+ 2,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	- 5,7	- 3,7	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	- 8,1	-10,9	- 4,8	- 2,0
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	- 0,7	+ 0,7	+ 3,4	- 6,3	+ 3,4	- 2,7	+ 4,4	+ 2,8
Total 1 à 5 ...	+ 7,4	+ 2,4	+ 5,3	+ 9,8	+ 1,2	+ 6,1	- 3,5	+ 7,0	+ 8,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,8	+ 0,3	- 1,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. :	+ 4,6	- 2,3	- 1,9	+ 2,6	- 3,1	- 2,8	+ 1,4	- 2,1	- 7,1
6.212 Monnaies étrangères :	- 3,2	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7	+ 7,2	- 9,3	- 1,0	+ 3,6
6.22 Organismes monétaires divers	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1	- 1,1	+ 0,8	- 2,0
6.23 B.N.B.	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0	+ 6,0	+ 3,7	+ 1,8	+ 4,7	+ 9,0	+15,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	(+3,5)	-	-	-	(+3,5)	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11

* Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1972			1972			1971	1972 P
	2 ^e semestre P			3 ^e semestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	136,7	128,4	+ 8,3	135,2	131,0	+ 4,2	+17,2 ⁶	+27,1 ⁷
1.12 Travail à façon	4,9	1,5	+ 3,4	5,2	1,6	+ 3,6	+12,2	+12,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	1,1	- 1,1	2,5	—	+ 2,5	+ 6,8	+ 4,6
1.2 Or non monétaire	0,6	0,4	+ 0,2	0,5	0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3
1.3 Frets ²	6,2	5,2	+ 1,0	6,8	5,6	+ 1,2	+ 3,4	+ 4,5
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,3	...	0,2	0,2	...	- 0,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	2,1	2,3	- 0,2	2,6	2,6	...	+ 0,5	...
1.6 Déplacements à l'étranger	5,1	8,3	- 3,2	5,1	11,5	- 6,4	- 9,9	-11,9
1.7 Revenus d'investissements	13,0	12,7	+ 0,3	12,5	9,9	+ 2,6	+ 4,2	+ 7,0
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	3,6	1,8	+ 1,8	3,7	1,5	+ 2,2	+ 2,8	+ 7,2
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,3	1,1	+ 1,2	2,3	1,0	+ 1,3	+ 3,8	+ 4,7
1.92 Autres	10,2	10,0	+ 0,2	11,1	10,1	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,8
Total 1 ...	185,0	173,1	+11,9	187,7	175,4	+12,3	+42,7	+56,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	4,0	2,5	+ 1,5	4,1	2,4	+ 1,7	+ 6,5	+ 5,9
2.2 Transferts de l'Etat	0,3	4,1	- 3,8	0,4	3,9	- 3,5	-13,2	-13,7
Total 2 ...	4,3	6,6	- 2,3	4,5	6,3	- 1,8	- 6,7	- 7,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ⁴ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,3	- 0,3	- 1,8	- 2,3
3.112 Autres opérations .....	...	1,5	- 1,5	...	2,6	- 2,6	- 6,6	- 6,4
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,3	- 0,3	- 1,1	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	2,2	- 2,2	...	3,2	- 3,2	- 9,5	-10,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,4	- 0,3	...	0,7	- 0,7	- 0,4	- 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,4	0,3	+ 0,1	0,5	...	+ 0,5	- 1,6	- 0,7
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	7,7	- 7,7	—	7,6	- 7,6	-20,8	-30,3
4.312 Investissements directs	1,3	1,7	- 0,4	0,6	3,1	- 2,5	- 8,4	- 6,9
4.313 Immeubles	0,3	0,7	- 0,4	0,3	0,7	- 0,4	- 1,0	- 1,4
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,8	- 0,8	0,1	—	+ 0,1	- 1,4	- 2,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	1,3	—	+ 1,3	1,1	—	+ 1,1	+ 4,9	+ 3,4
4.322 Investissements directs	3,1	0,2	+ 2,9	4,8	0,3	+ 4,5	+19,1	+15,1
4.323 Immeubles	0,1	0,1	...	0,4	0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,7
4.324 Autres (chiffres nets)	0,5	—	+ 0,5	2,7	—	+ 2,7	+ 1,5	+ 3,2
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	7,1	11,9	- 4,8	10,5	12,5	- 2,0	- 7,8	-20,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	4,4	—	+ 4,4	2,8	—	+ 2,8	- 2,3	+ 1,7
Total 1 à 5 ...	200,8	193,8	+ 7,0	205,5	197,4	+ 8,1	+16,4	+19,6
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,3	—	—	- 1,8	- 2,2	+ 5,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises	—	—	- 2,1	—	—	- 7,1	-10,2	- 6,0
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 1,0	—	—	+ 3,6	+ 8,9	+ 0,2
6.212 Monnaies étrangères	—	—	+ 0,8	—	—	- 2,0	+ 2,1	- 1,1
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 9,0	—	—	+15,4	+17,8	+21,0
6.23 B.N.B. ....	—	—	...	—	—	...	...	...
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris les dépenses de matériel militaire.
⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique insérée dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].
⁵ Autres que les organismes monétaires.
⁶ Exportations = 450,6; importations = 433,4.
⁷ Exportations = 509,7; importations = 482,6.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

(milliards de francs)

	1967	1968	1969	1970	1971	1971	1972 p		
						4e trimestre	1e trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+13,3	+ 5,0	+10,0	+44,3	+49,5	+16,0	+15,4	+11,9	+12,3
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 8,1	- 8,0	- 2,2	- 2,9	- 2,3	- 1,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,4	-11,0	- 3,0	- 2,4	- 2,2	- 3,2
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 4,8	- 0,1	+ 5,9	-11,0	-18,1	+ 0,3	- 5,9	- 0,3	- 0,2
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	-12,3	+ 8,2	-13,5	+ 2,9	+18,3	+ 0,5	+ 6,8	+ 1,3	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	+ 8,1	- 4,4	+14,2	-13,8	- 9,3	- 8,1	-10,9	- 4,8	- 2,0
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 4,5	- 2,3	-14,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,5	- 3,1	+ 1,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-11,8	-14,8	...	+ 3,4	-12,7	+ 2,6	+ 6,2	+ 3,8	-19,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 4,5	+ 0,6	+ 3,0	+ 6,1	+ 7,8	- 1,3	- 1,4	+ 4,3	+ 2,2
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+17,6	+16,2	+ 0,9	- 3,4	+11,0	- 0,3	+ 1,2	+ 2,5	+17,1
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 5,5	- 9,5	- 0,6	- 6,7	- 3,9	- 5,1	- 2,5	- 2,3	+ 3,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 2,9	+ 1,7	- 5,7	+ 5,3	+ 7,7	+ 2,4	+ 3,7	+ 2,2	+ 0,7
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 1,3	- 6,0	+ 2,7	+ 3,1	+ 4,0	- 3,4	- 0,9	- 2,9	+ 1,1
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	- 3,3	- 4,8	+ 3,7	+ 2,8	- 2,3	- 5,1	+12,8	- 0,3	- 2,5
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	+ 1,6	+ 4,2	- 4,2	- 2,1	- 3,2	- 0,1	- 9,3	- 0,3	+ 1,9
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 2,0	+ 1,2	+ 3,4	- 2,7	+ 4,4	+ 2,8
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 0,2	- 1,3	...	+ 1,6	- 1,2	- 1,2	- 0,7	+ 0,6	- 4,7
Total 1 à 7 ...	+ 5,2	-12,4	- 4,1	+23,3	+31,3	- 3,6	+10,0	+12,5	+ 8,7
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 2,2	+ 2,2	- 0,2	- 2,5	+ 3,7	- 1,4	...	+ 0,3	- 1,6
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 2,0	- 1,3	- 7,3	+18,6	+17,0	+ 0,1	- 0,1	- 4,0	+ 1,9
8.3 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.31 Avoirs au comptant	+14,7	-18,0	+17,1	+ 3,4	- 4,4	- 7,4	+ 5,7	+11,4	+ 8,4
8.32 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	-14,4	+17,4	-15,9	- 3,7	+ 2,4	+12,4	+ 4,4	- 7,4	+11,8
8.4 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+ 1,5	- 3,3	+ 0,2	- 0,2	- 2,7	+ 4,9	+ 1,4	+ 0,2	- 0,2
8.42 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+ 7,6	- 9,4	+ 2,0	+ 7,7	+15,3	-12,2	- 1,4	+12,0	-11,6

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des

Références bibliographiques : Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21. — Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVII^e année, vol. II.

paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1971 », XLVIII^e année, vol. I, n° 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 l'Esc. ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaïre
											câble	courrier					
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	{138,65 ² 119,68 ³ }	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{7,17 ² 6,65 ³ }	46,059	46,058	172,87	192,30	{82,89 ² 71,35 ³ }	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	{10,12 ⁴ 8,98 ⁵ }	119,85	13,84	11,63	{12,56 ⁶ 13,47 ⁷ }	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 [*]
1971 ¹¹	49,65	9,00	120,00	{13,80 ¹⁰ 13,99 ¹² }	{11,54 ¹⁰ 12,15 ¹² }	{13,66 ¹⁰ 14,21 ¹² }	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	{191,99 ¹⁰ 199,07 ¹² }	71,38	11,89	100,01
1971 ¹³	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972	44,01	8,73	{114,62 ²⁵ 105,88 ²⁶ }	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,438	44,439	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03
1970 4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 [*]
1971 1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
2 ^e tr. ¹⁵	49,67	8,99	120,12	{13,80 ¹⁶ 13,98 ¹⁷ }	{11,55 ¹⁶ 12,14 ¹⁷ }	{13,66 ¹⁶ 14,10 ¹⁷ }	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	{192,25 ¹⁶ 198,92 ¹⁷ }	71,39	11,88	100,00
3 ^e tr. ¹⁸	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
3 ^e tr. ¹⁹	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
4 ^e tr. ²⁰	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
4 ^e tr. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 1 ^{er} trim.	44,06	8,64	114,44	13,79	11,40	13,79	7,51	9,19	6,63	6,30	43,929	43,929	162,69	189,85	67,16	10,65	88,11
2 ^e tr. ²¹	44,00	8,76	{114,81 ²² 108,31 ²⁴ }	13,72	11,45	13,85	7,56	9,25	6,70	6,31	44,551	44,552	163,44	190,78	68,23	10,65	87,99
3 ^e trim.	43,88	8,77	107,30	13,69	11,62	13,80	7,55	9,28	6,72	6,33	44,642	44,641	163,84	191,08	69,15	10,62	87,76
4 ^e trim.	44,12	8,74	104,35	13,65	11,65	13,78	7,56	9,30	6,69	6,41	44,647	44,647	164,35	190,36	69,51	10,61	88,24
1972 Janv.	44,42	8,59	114,17	13,80	11,42	13,75	7,52	9,21	6,63	6,32	44,174	44,173	163,25	189,54	67,41	10,73	88,84
Févr.	43,83	8,61	114,12	13,79	11,36	13,76	7,47	9,15	6,59	6,27	43,624	43,624	161,63	189,30	66,51	10,60	87,66
Mars	43,92	8,71	115,02	13,79	11,41	13,85	7,54	9,21	6,66	6,31	43,988	43,989	163,20	190,70	67,56	10,62	87,84
Avril	44,10	8,76	115,10	13,74	11,43	13,88	7,56	9,22	6,68	6,31	44,291	44,291	163,50	190,88	68,33	10,67	88,20
Mai	43,97	8,77	114,87	13,69	11,39	13,83	7,55	9,25	6,69	6,31	44,473	44,475	163,26	190,40	68,13	10,65	87,91
Juin ²¹	43,94	8,77	{114,40 ²³ 108,31 ²⁴ }	13,74	11,54	13,85	7,57	9,28	6,73	6,33	44,894	44,895	163,56	191,08	68,22	10,63	87,88
Juill.	43,82	8,76	107,09	13,78	11,64	13,87	7,54	9,26	6,74	6,30	44,537	44,538	163,47	191,64	69,06	10,61	87,64
Août	43,86	8,77	107,47	13,67	11,60	13,77	7,55	9,28	6,73	6,34	44,654	44,653	163,86	190,85	69,11	10,62	87,72
Sept.	43,96	8,78	107,32	13,62	11,61	13,77	7,56	9,30	6,69	6,37	44,734	44,733	164,20	190,73	69,27	10,63	87,91
Oct.	44,17	8,79	105,84	13,64	11,63	13,77	7,58	9,31	6,69	6,39	44,958	44,958	164,24	190,50	69,58	10,65	88,34
Nov.	44,09	8,74	103,64	13,65	11,61	13,76	7,54	9,29	6,68	6,40	44,676	44,676	164,18	190,02	69,46	10,59	88,17
Déc.	44,11	8,68	103,45	13,66	11,70	13,79	7,56	9,30	6,70	6,44	44,274	44,273	164,64	190,56	69,49	10,58	88,21
1973 Janv.	44,12	8,68	103,93	13,71	11,82	13,80	7,54	9,31	6,67	6,42	44,173	44,174	164,96	190,89	69,52	10,58	88,24

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

¹² Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.

¹³ Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

¹⁵ Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai 1971.

¹⁶ Moyenne du 1^{er} avril au 4 mai 1971.

¹⁷ Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

¹⁸ Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août 1971.

¹⁹ Moyenne du 23 août au 30 septembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

²¹ Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin 1972.

²² Moyenne du 1^{er} avril au 22 juin 1972.

²³ Moyenne du 1^{er} au 22 juin 1972.

²⁴ Moyenne du 28 au 30 juin 1972.

²⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.

²⁶ Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

**X - 2. — PARITES OU TAUX CENTRAUX DU FRANC BELGE
ET DES MONNAIES COTEES EN BOURSE DE BRUXELLES**

à la date du 31 janvier 1973

Pays	Parités ou taux centraux par rapport au dollar des Etats-Unis	Cours extrêmes d'intervention en dollars des Etats-Unis		Cours-pivot exprimés en francs belges	
		acheteur	vendeur	pour :	
Belgique	44,8159 FB	43,8075	45,8250	44,8159	1 \$ U.S.A.
France	5,1157 FF	5,0005	5,2310	8,76046	1 FF
Royaume-Uni	2,60571 £ ^{1 2}	—	—	116,7772 ²	1 £
Pays-Bas	3,2447 Fl.	3,1720	3,3175	13,812032	1 Fl.
Suisse	3,84 F.S. ³	—	—	11,6708 ³	1 F.S.
Allemagne	3,2225 DM	3,1500	3,2950	13,907184	1 DM
Italie	581,50 Lires	568,40	594,60	7,70695	100 Lires
Espagne	64,4737 Pesetas	63,0231	65,9243	69,5104	100 Pesetas
Suède	4,8129 C.S.	4,7050	4,9200	9,3116	1 C.S.
Norvège	6,64539 C.N.	6,4950	6,7950	6,7439	1 C.N.
Danemark	6,98 C.D.	6,8230	7,1370	6,420616	1 C.D.
Canada	Cours flottant				
Portugal	27,25 Esc.	26,637	27,863	164,462	100 Esc.
Autriche	23,30 Sch.	22,78	23,82	192,3429	100 Sch.
Finlande	4,10 M.F.	4,008	4,192	10,9307	1 M.F.
Zaïre	0,50 Zaïre	—	—	89,6318	1 Z.

¹ Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

² En date du 29 juin 1972 la Bank of England a adopté le régime du cours flottant pour la livre sterling.

³ A partir du 23 janvier 1973, la Banque Nationale Suisse a renoncé temporairement à toute intervention sur le marché des changes.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION
APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E.
à la date du 31 janvier 1973

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark		100 liras italiennes		1 couronne danoise	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	13,6065	14,0210	13,5980	14,2235	7,5355	7,8825	6,2775	6,5665
Banque de France (en francs français) .	11,1610	11,6745	—	—	1,54155	1,6125	1,5522	1,6236	0,86015	0,89975	0,7166	0,7496
Nederlandsche Bank (en florins)	7,1320	7,3490	0,62015	0,64870	—	—	0,9845	1,0298	0,5456	0,5707	0,4545	0,47545
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	7,031	7,354	0,6159	0,64425	0,97105	1,01575	—	—	0,5418	0,5668	0,4514	0,4722
Banca d'Italia (en liras)	1268,65	1327,00	111,14	116,26	175,23	183,29	176,43	184,55	—	—	81,45	85,20
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,1033	2,2002	2,11775	2,21535	1,1737	1,22775	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					
Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)					
1965	49,64	49,89	49,86	+ 0,20	—
1966	49,83	50,76	50,71	- 0,27	—
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1970 4 ^e trimestre	49,64	49,73	49,70	- 0,18	- 0,16
1971 1 ^{er} trimestre	49,64	49,64	49,63	+ 0,40	+ 0,54
2 ^e trimestre ⁶	49,67	49,55	49,48	- 1,76	- 1,77
3 ^e trimestre ⁷	49,66	49,46	49,67	- 1,91	- 1,90
3 ^e trimestre ⁸	47,96	47,97	47,86	- 4,23	- 4,24
4 ^e trimestre ⁹	46,36	46,42	46,31	- 0,64	- 0,64
4 ^e trimestre ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972 1 ^{er} trimestre	44,06	43,96	43,94	- 0,54	- 0,47
2 ^e trimestre	44,00	43,95	43,94	- 0,87	- 0,74
3 ^e trimestre	43,88	43,70	43,66	- 2,44	- 1,43
4 ^e trimestre	44,12	44,23	44,20	- 0,88	- 0,63
1972 Janvier	44,42	44,44	44,40	+ 0,10	+ 0,10
Février	43,83	43,80	43,78	+ 0,14	+ 0,14
Mars	43,92	43,65	43,63	- 1,86	- 1,66
Avril	44,10	44,02	44,00	- 1,60	- 1,34
Mai	43,97	43,97	43,98	- 0,23	- 0,12
Juin	43,94	43,84	43,84	- 0,77	- 0,77
Juillet	43,82	43,51	43,46	- 2,80	- 1,88
Août	43,86	43,66	43,62	- 2,48	- 1,38
Septembre	43,96	43,94	43,89	- 2,03	- 1,04
Octobre	44,17	44,19	44,15	- 1,45	- 0,81
Novembre	44,09	44,21	44,18	- 0,32	- 0,23
Décembre	44,11	44,29	44,28	- 0,88	- 0,84
1973 Janvier	44,12	44,31	44,31	- 0,39	- 0,27

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai 1971.

7 Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août 1971.

8 Moyenne du 23 août au 30 septembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

9 Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970 9 premiers mois	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
12 mois	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 3 premiers mois	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
6 premiers mois	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
9 premiers mois	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
10 premiers mois	268,9	265,8	+ 3,1	0,4	38,8	- 38,4	- 35,3
11 premiers mois	296,3	285,5	+ 10,8	0,4	43,7	- 43,3	- 32,5
12 mois	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 1 ^{er} mois	32,8	31,3	+ 1,5	...	5,7	- 5,7	- 4,2
2 premiers mois	58,1	64,9	- 6,8	0,1	8,9	- 8,8	- 15,6
3 premiers mois	81,0	96,3	- 15,3	0,1	15,8	- 15,7	- 31,0
4 premiers mois	106,0	125,5	- 19,5	0,1	19,5	- 19,4	- 38,9
5 premiers mois	132,3	158,5	- 26,2	0,1	25,2	- 25,1	- 51,3
6 premiers mois	159,7	192,4	- 32,7	0,2	31,5	- 31,3	- 64,0
7 premiers mois	217,2	223,3	- 6,1	0,2	36,2	- 36,0	- 42,1
8 premiers mois	244,3	246,6	- 2,3	0,2	39,4	- 39,2	- 41,5
9 premiers mois	266,4	278,8	- 12,4	0,2	46,6	- 46,4	- 58,8
10 premiers mois	301,0	307,8	- 6,8	0,2	50,2	- 50,0	- 56,8
11 premiers mois	331,0	336,1	- 5,1	0,2	55,8	- 55,6	- 60,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante										Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes ³ et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges							en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	République du Zaïre, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13							
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4		
1970 9 premiers mois .	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9		
12 mois	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1971 3 premiers mois .	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
6 premiers mois .	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0		
9 premiers mois .	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	...	+16,4	+12,9	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6		
11 premiers mois .	-32,5	+ 3,4	-15,3	-44,4	+77,4	...	+77,4	...	+ 5,2	+ 5,5	...	+ 0,3	- 4,7	-26,3	-20,0	-13,3	+ 0,3	+44,4		
12 mois	-39,3	+ 6,4	-16,8	-49,7	+77,1	...	+77,1	...	+ 6,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7		
1972 1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,6	- 1,2	- 4,8	...	...	...	...	+ 1,2	+10,6	...	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+12,5	- 4,9	- 2,8	+ 4,8
2 premiers mois .	-15,6	- 0,6	- 2,3	-18,5	+33,1	...	+33,1	...	- 2,3	+11,1	...	- 0,6	- 2,6	- 2,1	+ 3,5	- 4,9	-13,2	+18,5		
3 premiers mois .	-31,0	- 3,5	- 3,3	-37,8	+32,6	...	+32,6	...	+ 2,9	+16,1	...	- 0,6	- 1,0	- 7,0	+10,4	- 4,9	- 0,3	+37,8		
4 premiers mois .	-38,9	- 3,3	- 4,5	-46,7	+32,6	...	+32,6	...	+ 5,3	+14,4	...	- 0,6	+ 6,6	- 7,4	+18,3	- 4,7	+ 0,5	+46,7		
5 premiers mois .	-51,3	- 3,3	- 5,8	-60,4	+50,4	...	+50,4	...	+ 4,5	+11,3	...	- 0,6	+ 1,9	- 8,3	+ 8,8	+ 0,1	+ 1,1	+60,4		
6 premiers mois .	-64,0	+ 2,6	- 7,0	-68,4	+50,0	...	+50,0	...	+12,3	+ 1,7	...	- 0,6	+ 5,1	- 9,1	+ 9,4	+ 8,0	+ 1,0	+68,4		
7 premiers mois .	-42,1	- 1,8	- 8,3	-52,2	+50,0	...	+50,0	...	+ 5,1	+ 6,3	...	- 0,6	+ 5,3	- 9,1	+ 7,0	- 4,9	+ 0,1	+52,2		
8 premiers mois .	-41,5	- 3,8	- 9,5	-54,8	+50,0	...	+50,0	...	+11,0	+ 6,7	...	- 0,7	+ 1,1	- 9,5	+ 8,6	- 4,9	+ 1,1	+54,8		
9 premiers mois .	-58,8	- 1,5	-10,5	-70,8	+86,2	...	+86,2	...	- 1,6	+ 1,3	...	- 0,6	+ 2,6	-10,7	- 9,0	- 4,9	- 1,5	+70,8		
10 premiers mois .	-56,8	- 1,7	-11,7	-70,2	+85,5	...	+85,5	...			...	- 8,2	+ 8,4	-11,2	- 1,4	- 4,9	- 9,0	+70,2
11 premiers mois .	-60,7	+ 0,1	-12,5	-73,1	+92,3	...	+92,3	...			...	- 8,2	+ 0,6	-11,9	-12,8	- 4,9	- 1,5	+73,1

¹ Cf. tableau XI-1.

² Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

³ Augmentation : (-); diminution : (+).

⁴ Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impasse.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financés par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

⁵ Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 8
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagement à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 8,0	- 36,8	+ 14,7	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 14,7	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 8,1	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,1	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 37,8	- 12,2	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	9 prem. mois 12 mois	- 9,6 - 12,7	- 31,7 - 44,2	+ 15,3 + 20,4	- 16,4 - 23,8	+ 14,7 + 20,7	- 2,8 - 1,4	+ 9,8 + 14,9	+ 21,7 + 34,2	- 5,3 - 10,4
1971	3 prem. mois 6 prem. mois 9 prem. mois 11 prem. mois 12 mois	- 2,3 - 2,3 - 8,6 - 13,3 - 13,7	- 18,7 - 39,7 - 41,3 - 45,8 - 53,0	+ 5,3 + 10,4 + 14,6 + 17,8 + 19,2	- 13,4 - 29,3 - 26,7 - 28,0 - 33,8	+ 15,7 + 31,4 + 28,1 + 63,5 + 62,1	+ 1,5 + 1,2 + 1,4 + 0,9 + 0,9	+ 6,3 + 18,1 + 23,5 - 6,7 - 0,1	+ 23,5 + 50,7 + 53,0 + 57,7 + 62,9	- 10,1 - 21,4 - 26,3 - 29,7 - 29,1
1972	1 ^{er} mois 2 prem. mois 3 prem. mois 4 prem. mois 5 prem. mois 6 prem. mois 7 prem. mois 8 prem. mois 9 prem. mois 10 prem. mois 11 prem. mois	+ 0,4 - 5,9 - 8,5 - 8,4 - 9,7 - 4,4 - 11,6 - 14,1 - 14,0 - 16,5 - 14,6	- 3,8 - 21,5 - 39,5 - 47,3 - 61,0 - 68,6 - 53,7 - 55,6 - 72,8 - 73,3 - 75,3	+ 2,2 + 3,9 + 4,5 + 6,9 + 8,2 + 10,1 + 11,7 + 12,2 + 14,3 + 15,4 + 17,3	- 1,6 - 17,6 - 35,0 - 40,4 - 52,8 - 58,5 - 42,0 - 43,4 - 58,5 - 57,9 - 58,0	- 2,0 + 30,9 + 30,3 + 27,6 + 44,8 + 42,3 + 41,6 + 41,4 + 76,0 + 74,8 + 79,5	+ 0,6 + 0,9 + 0,7 + 1,7 + 1,7 + 3,8 + 3,5 + 4,2 + 4,9 + 4,8 + 4,4	+ 3,5 - 11,5 + 12,3 + 19,6 + 15,6 + 23,6 + 8,2 + 9,7 - 8,4 - 7,0 - 10,4	+ 2,1 + 20,1 + 43,3 + 49,2 + 62,5 + 69,4 + 53,3 + 55,0 + 72,5 + 72,6 + 73,5	- 0,5 - 2,5 - 8,3 - 8,8 - 9,7 - 10,9 - 11,3 - 11,6 - 14,0 - 14,7 - 15,5

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financés par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-8b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1972	175,1	+ 2,8	49,4	+ 1,6	132,1	+ 1,6	356,6	+ 6,0
1970 4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1972 1 ^{er} trimestre	35,5	+ 0,4	12,1	+ 0,3	27,4	- 1,4	75,0	- 0,7
2 ^e trimestre	34,2	- 0,8	11,7	- 0,2	31,7	- 1,2	77,6	- 2,2
3 ^e trimestre	62,9	+ 4,8	11,6	- 0,1	30,8	+ 0,6	105,3	+ 5,3
4 ^e trimestre	42,7	- 1,4	13,9	+ 1,4	39,8	+ 1,4	96,4	+ 1,4
1971 Décembre	13,7	+ 1,4	5,2	+ 0,9	8,7	- 0,1	27,6	+ 2,2
1972 Janvier	15,3	...	3,8	- 0,1	11,8	- 0,4	30,9	- 0,5
Février	11,1	+ 0,2	3,9	+ 0,2	9,7	- 0,1	24,7	+ 0,3
Mars	9,1	+ 0,2	4,4	+ 0,2	8,1	+ 1,3	21,6	+ 1,7
Avril	9,4	- 0,6	3,7	- 0,4	11,4	- 1,1	24,5	- 2,1
Mai	11,2	+ 0,3	3,8	- 0,1	11,0	- 0,4	26,0	- 0,2
Juin	13,6	- 0,5	4,2	+ 0,3	9,3	+ 0,3	27,1	+ 0,1
Juillet	40,5	+ 4,4	4,1	+ 0,1	12,5	+ 0,3	57,1	+ 4,8
Août	11,9	+ 0,5	3,7	- 0,3	11,2	+ 0,4	26,8	+ 0,6
Septembre	10,5	- 0,1	3,8	+ 0,1	7,1	- 0,1	21,4	- 0,1
Octobre	16,3	+ 1,0	4,5	+ 0,4	13,2	+ 0,9	34,0	+ 2,3
Novembre	12,5	- 0,2	4,4	+ 0,3	12,6	+ 0,9	29,5	+ 1,0
Décembre	13,9	- 2,2	5,0	+ 0,7	14,0	- 0,4	32,9	- 1,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

² Y compris le produit des versements anticipés.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1972		Exercice 1971 : décembre		Exercice 1972 : décembre	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	175,1	172,3	13,7	12,3	13,9	16,1
précompte immobilier	1,3	1,3	0,3	0,3	0,2	0,2
précompte mobilier	16,4	18,5	1,5	1,2	1,0	1,6
précompte professionnel	83,7	79,2	5,2	5,4	6,5	6,1
versements anticipés	37,4	34,0	0,2	0,3	0,4	0,3
impôts des personnes physiques (rôles)	24,0	25,6	2,5	2,1	2,5	3,5
impôts de sociétés (rôles)	5,6	6,2	1,0	0,3	0,6	0,9
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,5	4,9	2,5	2,4	2,4	2,8
divers ²	2,2	2,6	0,5	0,3	0,3	0,7
II. Douanes et accises	49,4	47,8	5,2	4,3	5,0	4,3
dont : douanes	4,8	4,7	0,9	0,6	0,6	0,4
accises	42,6	{ 42,9	4,0	{ 3,7	4,2	{ 3,8
taxes spéciales de consommat.	1,7		0,2		0,2	
III. Enregistrement	132,1	130,5	8,7	8,8	14,0	14,4
dont : enregistrement	9,2	7,7	0,9	0,9	1,2	0,9
successions	4,6	4,9	0,4	0,4	0,3	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	116,6	116,5	7,3	7,3	12,4	13,0
Total ...	356,6	350,6	27,6	25,4	32,9	34,8
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 6,0		+ 2,2		- 1,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1972	14,6	4,1	11,0	29,7	3,12
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1972 3 premiers mois	11,8	4,0	9,2	25,0	0,97
6 premiers mois	11,4	3,9	10,6	25,9	0,88
9 premiers mois	14,7	3,9	10,3	28,9	3,79
1971 Décembre	13,7	5,2	8,7	27,6	0,23
1972 Janvier	15,3	3,8	11,8	30,9	2,78
Février	11,1	3,9	9,7	24,7	-0,02
Mars	9,1	4,4	8,1	21,6	0,17
Avril	9,4	3,7	11,4	24,5	1,22
Mai	11,2	3,8	11,0	26,0	0,21
Juin	13,6	4,2	9,3	27,1	1,22
Juillet	40,5	4,1	12,5	57,1	28,25
Août	11,9	3,7	11,2	26,8	0,04
Septembre	10,5	3,8	7,1	21,4	0,21
Octobre	16,3	4,5	13,2	34,0	2,93
Novembre	12,5	4,4	12,6	29,5	0,09
Décembre	13,9	5,0	14,0	32,9	0,36

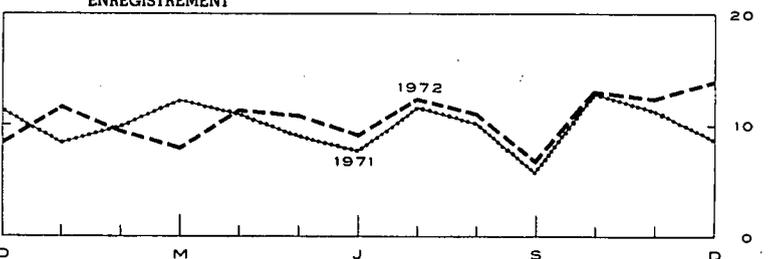
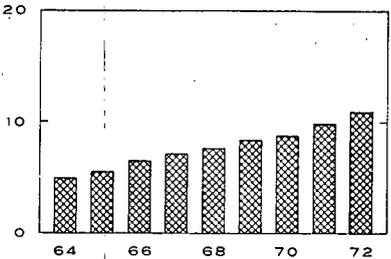
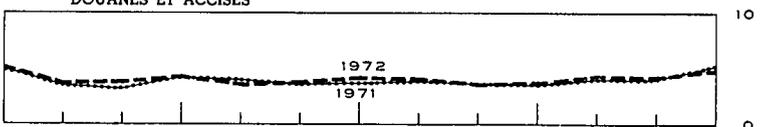
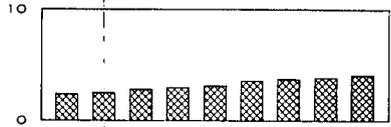
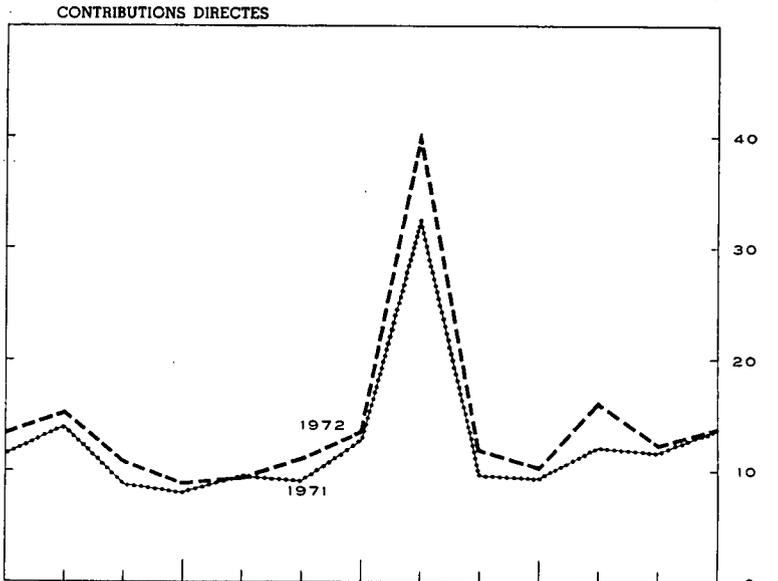
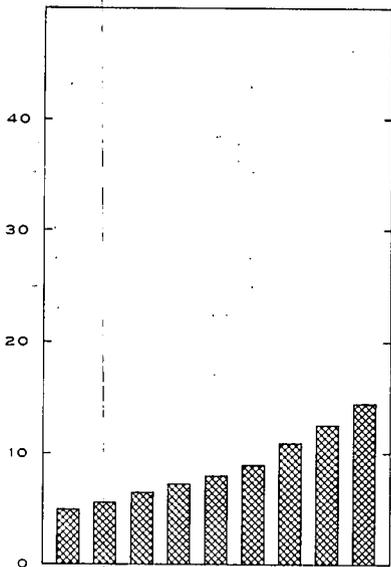
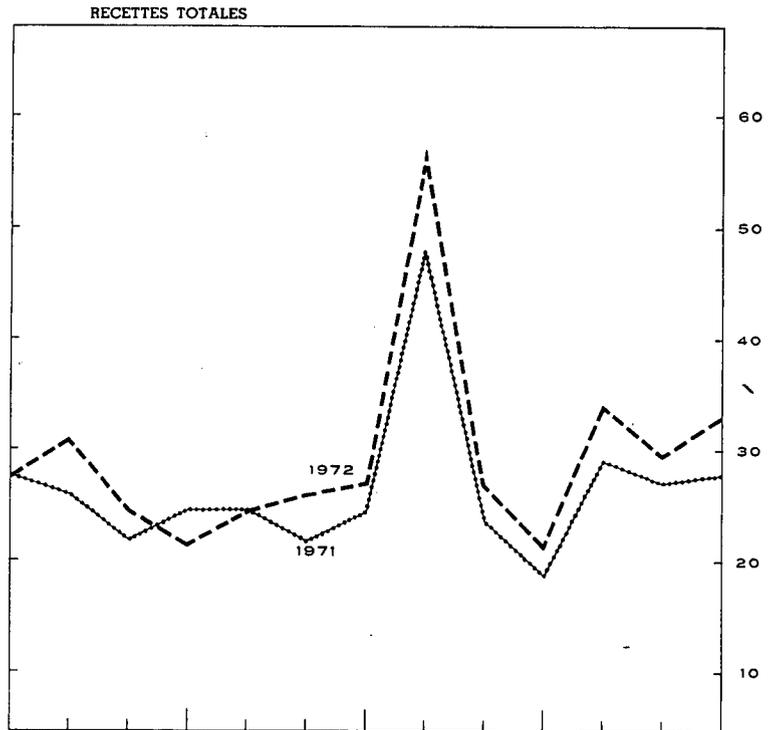
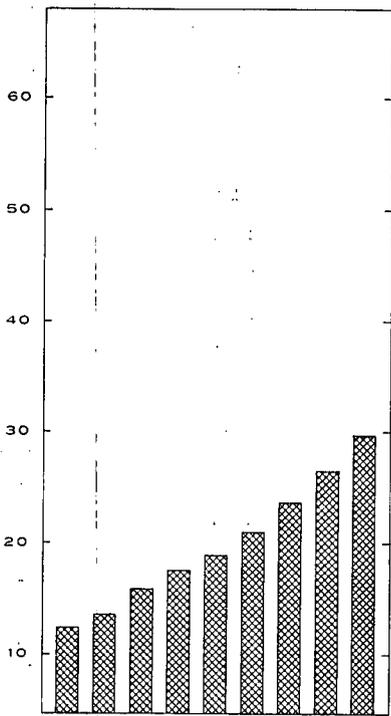
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI

« Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Parastatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	97,2	—	6,2	...	4,6	1,1	109,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	11,2	...	...	...	...	98,2	—	0,3	...	1,4	...	...	111,1
			Obligations	20,7	...	...	...	...	0,2	—	2,0	19,0	...	...	...	41,9
			Autres emprunts à plus d'un an	...	0,1	...	...	0,4	...	—	181,3	49,3	179,2	...	...	410,4
			Divers	...	2,6	2,2	0,2	27,7	...	—	...	1,1	14,6	1,3	...	49,7
	(Actions et parts)	(292,4)	(1,8)	(...)	...	(...)	...	(1,3)	(—)	(0,3)	(5,4)	(...)	(...)	(...)	(301,2)	
	Total ...	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	1,1	...	722,1	
	Secteurs nationaux non financiers	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	...	—	...	...	0,6	—	0,2	...	0,4	...	...	1,6
			Engagements en comptes courants ou d'avances	0,2	...	...	...	...	1,3	1,4	—	...	0,3	...	...	3,1
			Obligations accessibles à tout placeur	21,5	0,7	...	...	...	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	...	43,2
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	...	0,2	...	1,8	5,6	...	2,2	5,2	0,8	0,5	16,6
			Autres emprunts à plus d'un an	...	...	...	0,1	...	1,5	...	—	...	0,2	19,9	...	21,6
			Divers	8,4	0,1	6,8	0,6	...	2,2	...	—	...	...	...	1,9	20,1
	(Actions et parts)	(1,0)	...	(17,3)	(9,2)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(29,6)		
	Total ...	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,4	...	106,3	
	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,6	...	—	1,7	...	...	50,7	...	...	...	0,3	6,6	64,9
			Certificats à un an au plus	...	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	...	2,2	...	104,8
			Obligations accessibles à tout placeur	156,4	2,9	—	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	1,7	348,7
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	...	...	12,6	66,5	...	3,6	1,6	6,1	0,6	91,1
Divers			...	1,0	—	...	0,9	0,8	...	...	...	1,4	0,2	...	4,3	
Total ...	162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	8,9	...	613,8		
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	11,4	—	...	...	...	...	11,4	
		Obligations accessibles à tout placeur	27,7	0,5	...	0,3	...	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	...	54,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	0,4	1,6	...	14,7	1,8	...	0,4	18,9	
		Autres emprunts à plus d'un an	...	6,9	...	...	...	...	...	...	6,3	...	91,6	...	104,8	
Divers	2,6	0,7	1,7	...	...	...	...	...	...	...	0,2	2,9	8,1			
Total ...	30,2	8,1	1,7	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	...	197,3		
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4		
		Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2		
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,6	17,5	...	0,3	18,8	
		Divers	29,2	...	0,4	...	0,2	...	1,0	...	0,5	2,8	0,7	9,1	44,0	
Total ...	36,7	...	0,4	...	0,2	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	9,4	70,4			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	4,8	...	...	...	...	...	4,8		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	—	...	...	...	26,0	—	2,1	...	4,7	2,2	35,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	18,1	—	0,1	...	...	...	18,2		
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	...	234,8	—	...	...	...	...	234,8		
	Obligations	8,8	...	...	...	0,1	...	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	...	22,1		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	18,3	—	—	...	7,8	—	—	—	—	—	26,0		
	Divers	...	2,5	8,5	...	0,4	...	0,4	...	...	0,5	0,2	...	12,5		
	(Actions et parts)	...	(0,2)	(0,5)	...	...	(—)	(2,7)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(5,1)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	1,3	2,0	0,9	...	386,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	0,2	...	9,9
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	201,6
	Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,7
	Dépôts sur livrets des résidents	73,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73,2
	Dépôts à terme des résidents	75,5	—	—	—	—	—	—	—	...	0,7	...	76,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	29,7	...	—	...	...	29,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	—	—	—	—	—	—	...	0,5	...	...	21,0
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	25,7	26,2
	(Actions et parts)	(18,6)	...	(0,2)	...	...	...	(1,4)	...	(0,3)	...	...	(20,8)
Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	0,1	0,6
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	...	0,2	8,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	—	...	2,1	0,2	...	12,6
	Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	233,8
	Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	2,4	...	...	...	2,4	0,5	3,0	11,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,1	...	38,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	1,1	—	—	—	—	...	...	...	—	—	...	1,1
	Divers	7,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	3,5	11,2
(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	...	...	(0,2)	...	...	(3,8)	
Total ...	288,0	1,4	...	0,5	5,1	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	6,5	308,5
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2
	Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	233,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,3
	Divers	14,7	...	0,8	...	1,3	0,2	...	...	...	...	2,1	19,1
Total ...	260,6	...	0,8	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	5,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	4,6
	Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	12,8
	Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	18,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	4,4
	Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	206,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	54,0
	Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	31,8
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			4,5	...	...	4,6	...	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	57,9
	Total des créances	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	298,9	871,3	13,3	327,1	249,5	340,7	74,0	3.902,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	104,1	—	7,7	7,8	— 0,3	119,4
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	10,4	113,7	—	0,3	1,8	...	126,3
			Obligations	19,6	0,6	—	3,2	45,8
			Autres emprunts à plus d'un an	0,1	—	198,2	50,9	198,6	...	448,4
			Divers	2,9	2,7	0,1	32,4	—	1,3	17,7	2,6	...	59,6
	(Actions et parts)	(323,2)	(2,1)	(0,5)	.....	(...)	.....	(1,5)	(—)	(0,6)	(6,2)	(...)	(...)	(334,1)
	Total ...	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	— 0,3	799,5	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	0,6	0,6	—	0,2	1,0	...	2,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,2	0,6	1,1	—	1,9
Obligations accessibles à tout placeur		21,8	0,6	...	...	0,1	3,1	7,2	0,7	6,0	6,0	1,3	...	46,8
Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	...	0,2	...	0,7	6,9	...	2,2	5,0	1,9	1,6	18,9	
Autres emprunts à plus d'un an .....	...	...	...	0,1	.....	2,1	...	...	0,3	0,2	23,9	...	26,6	
Divers	10,3	0,1	5,7	0,6	.....	2,5	0,7	—	...	...	...	2,1	22,0	
(Actions et parts)	(1,0)	.....	(17,8)	(9,9)	(...)	.....	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(31,0)	
Total ...	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	3,8	118,4		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	2,6	...	—	2,4	...	...	55,4	...	...	...	0,1	13,1	73,6
	Certificats à un an au plus .....	...	1,7	—	0,2	...	25,5	50,7	4,2	14,1	0,6	10,3	...	107,4
	Obligations accessibles à tout placeur	163,5	2,7	—	2,3	2,6	6,7	80,5	3,5	39,1	50,6	13,9	2,6	367,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	...	...	10,2	67,8	...	3,5	1,6	3,5	0,8	87,6
	Divers .....	.....	0,7	—	.....	1,3	1,1	...	...	...	0,7	0,2	...	4,0
Total ...	166,0	5,4	—	4,9	3,9	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	16,5	640,5		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	14,5	—	.....	.....	.....	.....	14,5
	Obligations accessibles à tout placeur	31,0	0,5	...	0,3	...	0,4	9,9	1,2	6,4	11,3	1,8	...	62,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	2,3	...	15,3	1,6	...	0,4	19,6
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	7,1	.....	.....	.....	.....	.....	—	7,0	...	102,7	...	116,8
Divers	2,6	0,9	1,7	.....	.....	.....	.....	—	...	...	0,4	0,9	6,4	
Total ...	33,6	8,5	1,7	0,3	...	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	1,3	220,2		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	16,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,4	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	0,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	0,2	...	0,7	21,2	...	0,1	22,1
	Divers	27,6	...	0,7	...	0,2	...	1,9	...	0,4	1,4	0,1	11,8	44,2	
	Total ...	44,0	...	0,7	...	0,2	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	11,9	82,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	5,6	...	...	...	...	...	5,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	—	29,4	—	2,8	.....	6,9	4,1	43,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	...	.....	.....	—	43,1	—	...	.....	...	...	43,1
	Autres emprunts à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	...	...	.....	.....	—	281,0	—	.....	.....	...	...	281,0
	Obligations	8,9	...	...	.....	0,1	—	14,6	0,9	0,6	4,7	0,2	...	29,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	18,2	—	—	—	19,6	—	—	—	—	—	37,8	
	Divers .....	.....	2,7	8,8	.....	0,5	—	0,8	—	...	0,6	0,2	...	13,6
(Actions et parts) .....	.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	(—)	(3,4)	(—)	(0,3)	(1,4)	(—)	(...)	(5,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs indésinés et ajustements (12)							
		Organismes monétaires (7)												Fonds des Rentas (8)		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)	
	Monnaie	378,8	2,4	5,3	25,7	1,6	—	—	—	1,5	1,9	1,4	...	418,6							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	7,3	4,4	1,1	0,4	...	0,5	...	13,7					
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	282,0	—	—	—	—	—	—	282,0							
	Dépôts en devises des résidents	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,4							
	Dépôts sur livrets des résidents	76,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	76,0							
	Dépôts à terme des résidents	89,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	...	89,9							
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	37,6	...	—	—	...	...	37,6					
	Obligations (y compris les bons de caisse)	24,7	—	—	—	—	—	—	—	...	0,8	...	...	25,6					
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31,2		
	(Actions et parts)	(18,8)	...	(0,2)	...	...	...	(1,8)	...	(0,4)	(0,3)	...	...	31,6		
	Total ...	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	31,2	986,3							
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	6,4	—	2,1	—	0,2	—	8,7							
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9				
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	6,4	—	2,1	...	0,2	0,1	11,7				
	Dépôts à vue	8,0	...	...	...	3,3	...	...	—	...	4,0	0,5	...	15,8		
	Dépôts sur livrets	250,3	...	—	0,6	...	...	...	—	...	...	...	...	250,9		
	Dépôts à terme	3,4	1,1	—	1,2	3,3	...	...	—	0,1	3,0	0,3	0,6	13,0					
	Obligations (y compris les bons de caisse)	48,1	...	...	...	...	...	...	—	0,3	0,8	...	...	49,2		
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1							
	Divers	8,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	4,8	12,9		
	(Actions et parts)	(3,8)	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	...	(3,9)		
	Total ...	318,9	1,1	...	1,8	6,6	...	0,1	...	0,5	7,8	0,8	5,4	342,9							
	Réserves de sécurité sociale	35,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,5							
	Réserves mathématiques	225,4	—	—	—	—	20,6	—	—	—	—	—	—	246,0							
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	17,9	...	0,7	...	1,0	0,2	...	...	...	...	...	2,5	22,2		
	Total ...	278,8	...	0,7	...	1,0	20,8	...	...	...	...	...	2,5	303,7		
	Dépôts à vue	5,2	...	...	0,3	...	...	0,1	—	...	0,1	...	...	5,6		
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,6	0,2	...	1,8	...	0,1	0,2	4,8					
	Dépôts sur livrets	13,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	13,5		
	Dépôts à terme	5,1	1,8	...	4,1	4,2	1,7	1,8	—	0,2	1,1	...	0,7	20,8							
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	1,3	—	3,5	...	0,3	...	5,1		
	Obligations accessibles à tout placeur	161,3	0,4	...	0,3	4,1	...	27,9	0,5	17,4	27,8	2,1	...	241,9							
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,8	14,1	6,9	...	8,1	24,1	...	3,0	58,0				
	Divers	7,3	...	16,6	...	...	...	...	—	0,1	...	0,3	11,8	36,1			
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)							
	Total ...	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	15,6	385,7							
			4,2	...	...	3,7	...	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	—	55,6					
	Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	92,1	4.401,5							

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non-monnaïres (11)				
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions opérations non effectuées	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	+ 6,9	—	+ 1,5	...	+ 3,2	- 1,3	+ 10,3	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	- 0,7	...	...	...	...	+ 15,5	—	+ 0,1	...	+ 0,4	...	+ 15,2
			Obligations ...	- 1,0	...	...	...	...	+ 0,4	—	+ 1,2	+ 3,5	...	...	+ 4,0
			Autres emprunts à plus d'un an ...	...	...	...	...	+ 0,2	...	—	+ 16,9	+ 1,6	+ 19,3	...	+ 38,0
			Divers	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,7	+ 14,0 ²	...	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 1,3	...	+ 23,9
			(Actions et parts) ...	(+ 9,4)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	...	(+ 1,3) ³	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(+ 12,7)	
			Total ...	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+ 14,0	+ 22,8	—	+ 19,8	+ 8,1	+ 24,2	- 1,3	+ 91,4
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		...	...	—	...	...	...	...	—	- 0,1	...	+ 0,5	...	+ 0,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	- 0,7	- 0,3	—	...	...	- 0,3	...	- 1,3
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 0,3	- 0,1	...	...	...	- 0,2	+ 2,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,4	...	+ 3,6
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	- 1,0	+ 1,3	...	+ 0,1	- 0,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,4
			Autres emprunts à plus d'un an ...	...	...	...	...	+ 0,6	...	—	+ 0,3	...	+ 4,0	...	+ 5,0
			Divers ...	+ 1,9	...	- 1,1	...	+ 0,2	+ 0,7	—	...	...	...	+ 0,2	+ 1,9
			(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,6)	(+ 0,7)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,5)	
			Total ...	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 1,4	+ 12,1
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 3,0	...	—	+ 0,6	...	+ 4,7	...	...	...	- 0,2	+ 6,5	+ 8,7
	Certificats à un an au plus ...		...	- 0,3	—	...	- 0,5	+ 3,0	- 13,4	- 0,4	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	...	+ 3,1
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 7,0	- 0,2	—	...	+ 0,2	- 1,3	+ 9,8	- 0,1	+ 1,7	+ 1,4	- 0,3	+ 0,9	+ 19,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	+ 0,1	—	...	...	- 2,3	+ 1,3	...	- 0,1	...	- 2,6	+ 0,3	- 3,4
Divers ...	...		- 0,2	—	...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	- 0,7	- 0,1	...	- 0,3	
		Total ...	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 7,6	+ 27,2	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	+ 3,1	—	...	...	...	+ 3,1	
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 3,4	...	...	...	...	...	+ 4,6	- 0,5	+ 0,6	+ 1,2	- 0,4	...	+ 8,9	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,6	...	+ 0,6	- 0,2	...	...	+ 0,7	
Autres emprunts à plus d'un an ...		...	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	+ 0,7	...	+ 11,1	...	+ 12,0	
		Divers ...	...	+ 0,1	...	...	...	...	—	...	...	+ 0,2	- 2,0	- 1,7	
		Total ...	+ 3,4	+ 0,3	...	...	...	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+ 10,8	- 2,0	+ 22,9
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,0		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,1	+ 3,7	...	- 0,3	+ 3,3	
Divers ...		- 1,6	...	+ 0,3	...	...	...	+ 0,9	...	- 0,1	- 1,4	- 0,5	+ 2,7	+ 0,2	
Total ...		+ 7,3	...	+ 0,3	...	...	...	- 0,1	+ 0,8	...	...	+ 2,3	- 0,5	+ 2,4	+ 12,5
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	+ 0,8	...	...	...	...	+ 0,8	
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		...	...	—	...	...	...	—	+ 3,4	—	+ 0,7	...	+ 2,2	+ 1,9	+ 8,2
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	—	+ 25,0	—	- 0,1	...	...	...	+ 25,0
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	—	+ 42,6	—	...	...	...	...	+ 42,6
Obligations ...		+ 0,1	...	...	...	...	...	—	+ 7,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	...	+ 7,9
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	+ 0,5	—	—	—	—	+ 11,9	—	—	—	—	...	+ 12,4	
Divers ...		+ 11,4 ⁴	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,1	...	—	+ 0,4	—	...	+ 0,1	...	...	+ 12,5
(Actions et parts) ...		(+ 15,2) ⁵	(...)	(...)	...	...	...	(—)	(+ 0,7)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 15,9)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+30,1	+ 0,1	+ 1,2	- 0,4	+ 0,6	—	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	...	+ 32,2	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 3,3	- 1,3	+ 1,1	+ 0,4	...	+ 0,3	+ 3,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+80,4	—	—	—	—	—	+ 80,4	
	Dépôts en devises des résidents	- 3,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 3,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Dépôts à terme des résidents	+13,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,2	+ 13,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+7,9	...	—	...	...	+ 7,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,3	—	...	—	—	—	—	...	...	+ 0,3	...	+ 4,6
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,9
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	...	(...)	...	...	...	(+0,4)	...	(+ 0,1)	(...)	...	(+ 0,7)
Total ...	+47,7	+ 0,1	+ 1,1	- 0,4	+ 0,6	+83,7	+6,6	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,9	+143,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,3	...	—	- 0,2	...	...	- 0,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	+1,0	—	- 0,6	—	...	—	+ 0,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	- 0,3	+1,0	—	- 0,8	...	...	- 0,1	- 0,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,7	...	...	- 0,2	+ 0,6	...	—	...	+ 1,9	+ 0,2	...	+ 3,2
	Dépôts sur livrets	+16,7	...	—	+ 0,4	...	...	—	...	...	...	...	+ 17,1
	Dépôts à terme	+ 1,7	- 0,3	...	+ 1,1	+ 0,9	...	—	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	- 2,3	+ 1,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+11,3	...	...	...	...	...	—	- 0,3	- 0,2	...	...	+ 10,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,2	+ 1,7
(Actions et parts)	(+ 0,2)	...	...	...	...	...	...	(- 0,1)	...	...	...	(+ 0,1)	
Total ...	+30,9	- 0,3	...	+ 1,3	+ 1,5	...	...	...	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	- 1,1	+ 34,4
Organi. d'assur.-vie et acci. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,3	
	Réserves mathématiques	+11,8	—	—	—	—	+ 1,0 ^e	—	—	—	—	—	+ 12,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	- 0,3	...	...	- 0,3
	Divers	+ 3,2	...	- 0,1	...	- 0,3	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,3	+ 3,1
Total ...	+18,2	...	- 0,1	...	- 0,3	+ 1,1	...	...	...	- 0,3	...	+ 0,3	+ 18,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	—	...	...	...	+ 0,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,6	- 0,4	...	- 0,3	...	+ 0,1	+ 0,2
	Dépôts sur livrets	+ 0,7	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,7
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,9	...	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	—	- 0,2	- 0,2	- 0,1	+ 2,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	...	...	...	...	+ 0,3	—	+ 0,3	...	+ 0,1	+ 0,7
	Obligations accessibles à tout placeur	+25,4	...	...	- 0,1	+ 0,5	...	+7,6	- 0,2	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,2	+ 35,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,5	- 0,3	+2,4	...	+ 1,4	...	...	+ 4,1
	Divers	+ 0,4	...	+ 0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,3
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	+27,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,2	+ 2,0	+ 0,7	+10,0	- 0,2	+ 3,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 3,5	+ 48,7	
Secteurs indirects et ajustements (12)		—	- 0,2	...	...	- 0,8	...	- 3,4	...	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,2	- 2,4
	Total des créances	+151,3	+ 0,7	+ 2,2	+ 1,2	+ 8,0	+97,3	+144,1	- 0,2	+34,3	+16,7	+48,5	+14,6	+518,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 5, mai 1966; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, no 4, octobre 1970; pour l'année 1969, cf. le même bulletin, XLVI^e année, vol. II, no 5, novembre 1971.
 2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.
 3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)
 4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.
 5 Cf. rubriques 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)
 6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	65,0	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	656,0	1,1	722,1
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	39,3	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,4	106,3
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	384,7	8,9	613,8
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,7	0,3	...	40,3	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,3
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	23,5	9,4	70,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	291,2	17,8	11,1	5,6	32,1	357,8	55,5	479,5	10,9	276,1	178,1	326,8	1.271,4	25,1	1.709,9
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,7	4,9	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	5,1	295,0	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	6,5	308,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,8	...	1,3	262,7	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	195,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,1	4,9	24,0	31,6	15,5	1.322,1	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	46,6	1.781,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	4,6	9,1	.....	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	48,8	—	57,9
15. Total des créances	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	1.727,5	298,9	871,3	13,3	327,1	249,5	340,7	1.801,9	74,0	3.902,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 823,9	— 76,6	— 552,0	— 160,0	— 17,7	+ 17,6	— 54,6	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,6	— 35,3	+ 3,7	+ 20,8	+ 16,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	68,8	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	730,9	— 0,3	799,5
2. Paraétatiques d'exploitation	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	40,4	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	65,1	3,8	118,4
3. Etat (Trésor)	166,0	5,4	—	4,9	3,9	180,2	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	400,3	16,5	640,5
4. Secteur public non compris ailleurs	33,6	8,5	1,7	0,3	...	44,1	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	174,4	1,3	220,2
5. Sécurité sociale	44,0	...	0,7	...	0,2	44,9	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	25,9	11,9	82,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	306,3	17,9	10,8	6,2	37,2	378,4	53,2	518,0	9,6	305,8	191,3	371,9	1.396,6	33,2	1.861,5
7. Etranger	8,9	2,7	27,0	.....	0,5	39,1	—	394,0	0,9	3,4	5,3	7,3	410,9	4,1	454,2
8. Organismes monétaires	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	615,7	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	50,1	31,2	986,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	6,4	—	2,1	...	0,2	8,7	0,1	11,7
10. Caisses d'épargne, société hypo- thécaires et de capitalisation	318,9	1,1	...	1,8	6,6	328,4	.....	0,1	...	0,5	7,8	0,8	9,2	5,4	342,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	278,8	...	0,7	...	1,0	280,5	20,8	...	...	...	...	...	...	2,5	303,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	226,0	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	125,7	15,6	385,7
13. Total des intermédiaires financiers	1.370,6	5,6	25,6	32,3	19,3	1.453,4	328,5	86,7	1,6	35,6	63,6	6,2	193,7	54,8	2.030,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,2	...	...	3,7	7,9	.....	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	47,7	—	55,6
15. Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	1.878,9	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	2.048,9	92,1	4.401,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 886,4	— 88,0	— 577,1	— 181,7	— 22,2	+ 17,4	— 72,6	+ 32,7	+ 1,4	+ 18,5	— 37,5	+ 3,5	+ 18,6	+ 36,5	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1970

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+ 3,8	+ 14,0	+ 22,8	—	+ 19,8	+ 8,1	+ 24,2	+ 74,9	- 1,3	+ 91,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	...	...	+ 1,1	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,1
3. Etat (Trésor)	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 4,2	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 15,6	+ 7,6	+ 27,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,4	+ 0,3	...	...	...	+ 3,7	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+ 10,8	+ 21,6	- 2,0	+ 22,9
5. Sécurité sociale	+ 7,3	...	+ 0,3	...	...	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	...	+ 2,3	- 0,5	+ 2,6	+ 2,4	+ 12,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 15,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,6	+ 5,0	+ 20,4	+ 12,1	+ 38,4	- 1,2	+ 29,7	+ 13,2	+ 45,2	+ 125,3	+ 8,2	+ 166,1
7. Etranger	+ 11,6	+ 0,2	+ 0,8	.....	+ 0,1	+ 12,7	—	+ 91,5	...	+ 0,7	+ 0,3	+ 2,2	+ 94,7	+ 1,9	+ 109,3
8. Organismes monétaires	+ 47,7	+ 0,1	+ 1,1	- 0,4	+ 0,6	+ 49,1	+ 83,7	+ 6,6	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 9,1	+ 1,9	+ 143,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,3	+ 1,0	—	- 0,8	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,2
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 30,9	- 0,3	...	+ 1,3	+ 1,5	+ 33,4	.....	...	...	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	+ 2,2	- 1,1	+ 34,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 18,2	...	- 0,1	...	- 0,3	+ 17,8	+ 1,1	...	...	...	- 0,3	...	- 0,3	+ 0,3	+ 18,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 27,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,2	+ 2,0	+ 31,0	+ 0,7	+ 10,0	- 0,2	+ 3,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 13,6	+ 3,5	+ 48,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 124,5	+ 0,7	+ 1,6	+ 0,7	+ 3,8	+ 131,3	+ 85,2	+ 17,6	+ 0,9	+ 2,6	+ 2,7	+ 1,0	+ 24,8	+ 4,5	+ 245,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	- 0,2	...	...	- 0,8	- 1,0	...	- 3,4	...	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 151,3	+ 0,7	+ 2,2	+ 1,2	+ 8,0	+ 163,4	+ 97,3	+ 144,1	- 0,2	+ 34,3	+ 16,7	+ 48,5	+ 243,4	+ 14,6	+ 518,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 59,9	- 11,4	- 25,0	- 21,7	- 4,5	- 2,7	- 12,0	+ 0,2	...	- 0,1	- 2,2	- 0,2	- 2,3	+ 17,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1963	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	264,5	28,5	235,2	246,0	4,4	40,3	- 29,6	- 24,7
Décembre (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
Décembre (Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	...	693,6	136,8	271,9	31,7	261,0	270,2	6,8	38,9	- 31,9	- 21,6
Juin	516,9	217,3	9,1	...	743,3	146,4	300,7	35,4	271,7	283,3	6,1	40,4	- 33,2	- 24,2
Septembre	503,1	230,8	8,4	...	742,3	146,8	p 297,5	p 37,9	276,1	291,8	2,4	p 39,1	- 34,6	p - 22,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII. — Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	75,4
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	25,9
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	26,1
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	0,2	0,8	0,2	5,8	3,5	4,6	11,5	16,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	42,2	37,1	42,4	35,0	40,7	52,1	60,5	52,4
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	154,0	160,8	171,4	168,3	175,0	183,8	199,4	196,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	6,6	15,8	13,5	4,9	...	13,0	...	1,1
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	1,9	2,1	2,0	2,0	2,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	...	...	...	4,5	1,9	2,2	3,3	6,3
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	2,6	1,3	1,2	4,8	3,9	3,2	4,6	10,6
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,2
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	51,6	45,5	58,6	41,9	37,6	45,6	34,3	30,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) — XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5	2,1	1,9	2,1	1,7
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8	2,4	2,2	2,4	2,0
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	5,4	5,4	5,5	6,3	5,3	5,8
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	177,9	193,3	190,7	196,4	194,7	214,5	210,2	216,8
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,9	...	4,2	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	63,6	57,8	72,0	55,5	53,4	62,4	51,6	46,4
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	236,7	249,7	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-1-72	29-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72	31-7-72	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,5	77,5	77,5	77,0	75,9	75,3	75,6	75,4
2. F.M.I. — Participation	30,0	30,0	30,0	29,9	25,7	25,7	25,7	27,3	27,0	26,0	25,7	25,7	25,9
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	20,3	23,7	23,7	23,7	23,7	23,9	23,9	25,5	25,5	25,5	25,5	26,1	26,1
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	5,8	5,3	0,6	3,5	9,1	10,5	4,6	8,6	9,1	11,5	6,6	8,1	16,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères	35,0	36,1	41,9	40,7	43,4	39,2	52,1	56,2	59,7	60,5	59,3	55,5	52,4
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	168,3	172,3	173,4	175,0	179,1	176,8	183,8	195,1	198,3	199,4	192,4	191,0	196,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	...	0,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ³ :													
a) à un an au plus	4,9	...	...	...	0,2	5,0	13,0	...	...	...	...	...	1,1
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	4,5	1,8	...	1,9	2,6	3,7	2,2	3,4	2,8	3,3	4,7	4,1	6,3
b) effets commerciaux	4,8	3,8	3,3	3,9	5,2	5,1	3,2	3,9	3,8	4,6	5,5	6,4	10,6
c) avances	0,3	0,3	0,2	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,2
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,9	41,7	44,4	37,6	37,1	33,2	45,6	32,7	34,7	34,3	35,5	31,6	30,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1	273,4	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963). Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année.

vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-71	31-1-72	29-2-72	31-3-72	30-4-72	31-5-72	30-6-72	31-7-72	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,5	2,0	1,9	2,1	1,9	1,7	1,9	1,8	2,3	2,1	2,1	1,8	1,7
Total des engagements envers l'étranger	3,8	2,3	2,2	2,4	2,2	2,0	2,2	2,1	2,6	2,4	2,4	2,1	2,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	5,4	5,7	5,7	5,5	5,3	6,2	6,3	6,3	5,8	5,3	5,9	5,8	5,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	3,8	10,2	9,9	9,8	5,2	7,7
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	1,0	0,1	...	0,3	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	1,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	196,4	190,9	190,5	194,7	201,5	203,2	214,5	210,4	207,4	210,2	206,5	206,8	216,8
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
b) détenu par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	3,1
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,9
D. Autres	55,5	58,8	60,7	53,4	53,1	50,0	62,4	50,1	51,2	51,6	52,3	49,5	46,4
TOTAL DU PASSIF ...	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5	262,1	286,1	273,4	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...	...	1,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	42,9	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	59,5	62,8	60,0	64,8	70,5	71,5	70,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	6,8	7,4	7,1	7,1	7,6	7,7	7,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	9,5	11,3	11,9	16,0	12,7	15,3	17,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,3	...	0,2	0,1	0,3	1,3	0,6
b) effets commerciaux	0,6	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	1,5	1,1	1,3	2,2	2,0	1,6	1,2
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	2,0	2,0	...	...	0,1	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	...
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,0	2,4	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	5,4	5,5	4,5	8,2 ³	9,0	9,4	9,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	86,1	94,0	89,4	102,9 ³	104,6	110,5	109,3

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0, et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,1	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,0	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	7,5	7,7	7,9	8,1	8,0	8,3	8,3
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	33,0	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	46,7	52,2	49,5	51,3	53,4	61,2	59,6
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	25,5	30,1	28,2	33,9 ⁵	37,2	34,5	36,9
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	0,6	...	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	1,6
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	86,1	94,0	89,4	102,9⁵	104,6	110,5	109,3

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7, et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	2,7	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,2	17,3	15,9	13,9	16,9	16,3	12,0
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	23,4	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	218,4	227,4	221,2	235,3	226,0	248,8	254,2
b) en francs belges	4,5	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,8	24,8	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	272,2	287,6	283,8	296,3	295,4	326,5	321,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	2,8	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,4	5,7	5,3	5,3	5,5	6,2	5,3
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	0,8	2,5	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	3,0	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1
c) sur les banques de dépôts	4,7	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	22,7	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	25,9	22,7	28,1	17,8	15,8	23,6	p 14,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	78,4	86,2	87,3	103,3	112,5	117,3	p 136,6
— autres	23,9	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	32,1	31,0	32,5	29,7	29,5	31,6	p 32,4
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,2	0,4	0,9	1,1	p 1,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	10,8	10,6	11,8	12,6	14,4	14,5	p 14,9
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,3	p 3,4
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	2,4	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	10,7	12,5	12,3	8,6	11,3	11,5	8,8
b) effets commerciaux	37,7	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	89,7	91,2	90,7	93,7	95,3	94,5	96,9
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	119,2	125,2	129,6	141,6	146,2	157,4	160,6
d) à un an au plus ² .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	p 0,1
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	6,8	7,2	7,2	8,9	8,7	9,4	p 9,5
— autres	1,0	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	6,8	7,4	7,5	7,1	7,8	9,3	p 10,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,8	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	5,8	6,5	8,6	4,4	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	4,4	3,0	5,8	3,2	1,9	2,6	p 2,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	29,0	30,6	31,8	31,8	31,9	32,3	p 32,2
— autres	0,5	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	6,2	6,5	3,6	4,6	6,0	5,6	p 5,6
D. Autres	31,7	36,2	43,8	49,0	50,1	59,6	62,4	71,4	72,2	80,3	78,6	86,8	92,7	103,8	p 89,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	255,8	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5
b) en francs belges ¹	16,9	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	56,6	61,0	63,6	64,0	66,6	73,3	74,8
Total des engagements envers l'étranger	51,3	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	312,4	320,6	317,6	331,0	332,7	364,1	372,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...	...	1,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,6	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	78,5	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	159,2	167,6	170,0	174,7	179,1	197,8	187,7
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,0	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,3	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,4	102,2	112,4	113,3	122,1	117,9	132,7	121,3
TOTAL DU PASSIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	
3. Obligations	0,7	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,0	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	14,3	18,1	17,0	22,9	22,4	23,6	24,2	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	44,9	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	260,6	264,5	263,6	270,3	266,7	300,9	314,7	
b) en francs belges	6,0	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,9	24,9	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9	
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	427,1	448,4	456,1	467,8	472,4	513,0	521,8	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	2,2	2,5	1,1	1,0	0,3	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	3,1	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	5,1	3,0	3,1	8,8	5,1	4,6	2,2	
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,8	29,8	32,4	34,4	47,0	49,5	57,0	55,5	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	74,9	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	92,0	101,3	101,6	87,5	86,3	108,1	p 84,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	87,4	95,7	96,3	112,3	122,2	127,0	p 146,3	(7)
— autres	57,9	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	66,1	65,0	66,5	63,7	63,5	65,6	p 66,4	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	11,1	12,9	13,1	16,4	13,6	16,4	p 18,5	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	11,5	11,5	12,8	13,3	15,5	15,6	p 16,0	(8)
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,3	p 3,4	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,6	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	11,0	12,5	12,5	13,1	13,4	15,0	12,2	(9)
b) effets commerciaux	41,8	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	93,8	93,6	93,2	100,8	101,3	99,3	103,2	(9)
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	119,2	125,5	129,6	141,9	146,2	157,4	160,7	(9)
d) à un an au plus ⁴ .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	p 0,1	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	7,3	7,6	7,7	9,4	9,2	9,9	p 10,0	(14)
— autres	1,2	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	6,8	9,4	9,5	7,4	7,8	9,4	p 10,5	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	7,4	7,8	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	5,8	6,5	8,6	4,4	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	1,0	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	4,4	3,1	5,8	3,5	1,9	2,9	p 2,0	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	29,3	30,9	32,0	32,1	32,2	32,6	p 32,5	(12)
— autres	0,6	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	6,3	6,5	3,7	4,7	6,1	5,7	p 5,7	(12)
D. Autres	71,1	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	123,3	129,2	131,3	141,7	136,9 ⁶	139,3	158,8	p 133,5	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.280,6 ⁶	1.294,7	1.408,5	1.401,0	

Colonne du tableau XIII.1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).
² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.
³ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968).

⁴ Autres que des effets commerciaux.
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 137,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-8-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	255,9	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5	
b) en francs belges ¹	20,6	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	58,5	62,6	72,3	68,0	69,1	75,5	77,2	
Total des engagements envers l'étranger ...	55,2	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	314,7	322,5	326,6	335,3	335,5	366,6	375,0	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,8	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	0,8	0,3	0,4	1,5	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...
— autres	10,0	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	37,1	35,1	31,8	37,3	56,0	54,6	61,3	56,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	153,7	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	185,4	201,0	198,6	204,5	202,7	222,8	218,5	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	112,0	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	206,4	220,3	220,0	226,6	232,9	259,6	247,7	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	25,5	30,1	28,2	33,9 ⁶	37,2	34,5	36,9	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9	(2)
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	0,1	...	0,2	...	...	1,1	1,9	0,6	4,2	...	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(12)
— autres	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,0	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,1	—	0,1	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(12)
D. Autres	84,5	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,5	165,8	170,2	185,3	177,6	171,3	196,3	174,5	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.280,6⁶	1.294,7	1.408,5	1.401,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C6a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

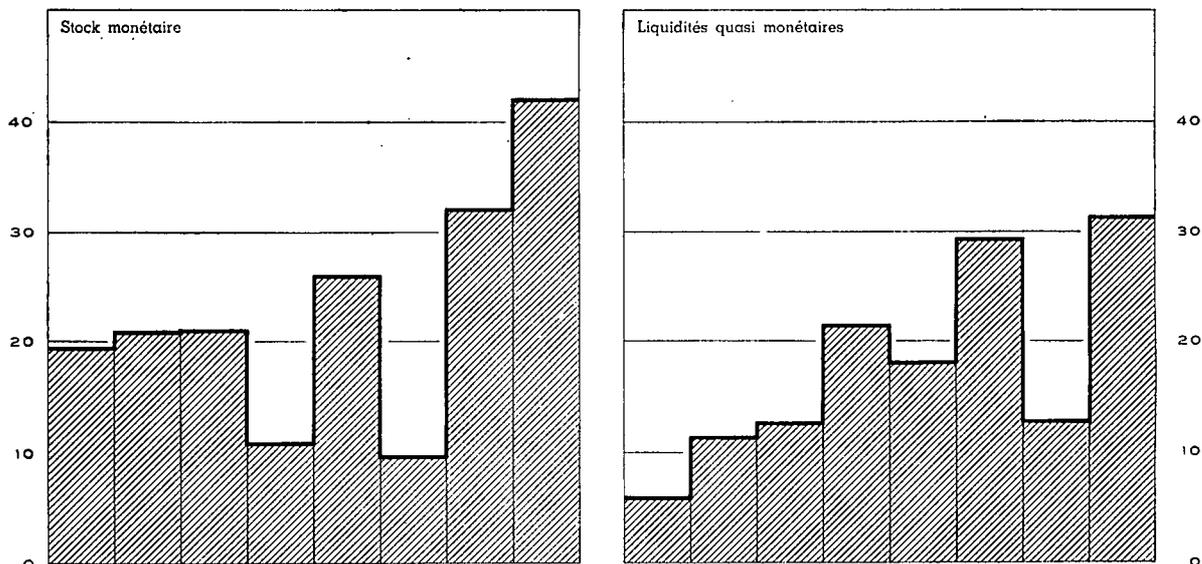
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

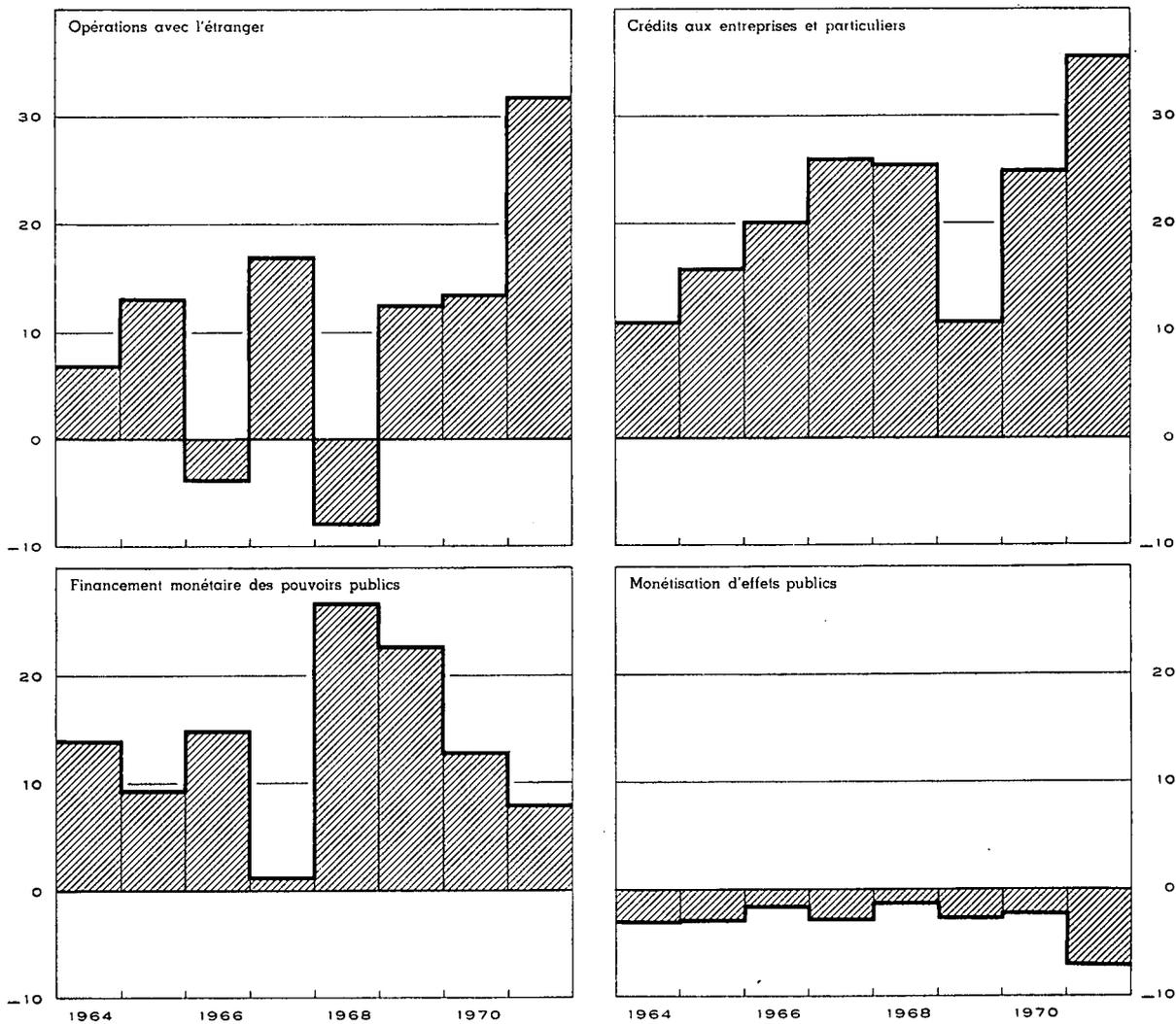
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1964	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1970 3 ^e trimestre	- 11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 ^e trimestre	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,3	- 1,4	- 3,3
1971 1 ^e trimestre	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	- 2,5	+ 1,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,9	- 1,2	- 4,8
4 ^e trimestre	+ 13,9	+ 7,3	+ 21,2	+ 4,5	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	...	+ 3,7	- 0,1	- 3,7	- 1,5	- 0,8	- 3,6
1972 1 ^{er} trimestre	+ 7,8 ⁵	+ 12,4	+ 20,2 ⁵	+ 4,0	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	+ 8,0	- 0,8	- 1,9	+ 2,4	...	- 1,6	+ 5,6 ⁵
2 ^e trimestre	+ 44,1	+ 5,6	+ 49,7	+ 11,7	+ 13,1	- 0,3	- 2,3	+ 26,6	+ 3,7	- 0,8	+ 0,5	+ 1,3	- 1,3	- 2,5
3 ^e trimestre	- 13,7	+ 12,8	- 0,9	p+ 1,8	+ 8,5	+ 1,8	- 4,2	p- 10,1	p+ 2,5	p ...	- 0,1	p- 1,2	- 1,3	p+ 1,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir du 1^{er} trimestre 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (5) + (6) + (7)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1963	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Novembre	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,0	166,6	216,0	244,4	441,2	44,6
Déc. (Anc. série) ...	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
Déc. (Nouv. série) ⁴	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Janvier	8,1	196,6	199,0	34,5	0,4	54,2	169,5	224,1	258,6	457,6	43,5
Février	8,0	196,2	198,6	35,4	0,5	50,9	166,6	218,0	253,4	452,0	43,9
Mars	8,0	200,2	202,7	37,2	0,4	51,5	181,0	232,9	270,1	472,8	42,9
Avril	8,1	206,8	209,5	35,0	0,5	60,7	180,7	241,9	276,9	486,4	43,1
Mai	8,2	209,4	211,4	32,1	0,6	55,3	185,6	241,5	273,6	485,0	43,6
Juin	8,3	220,8	222,8	34,5	0,7	58,7	200,2	259,6	294,1	516,9	43,1
Juillet	8,3	216,7	218,7	37,5	0,5	59,2	187,2	246,9	284,4	503,1	43,5
Août	8,4	213,2	215,8	33,2	0,5	55,0	188,8	244,3	277,5	493,3	43,7
Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Octobre	8,3	212,5	214,8	34,8	0,4	62,4	188,6	251,4	286,2	501,0	42,9
Novembre	8,4	212,6	215,1	34,7	0,4	54,5	193,3	248,2	282,9	498,0	43,2

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements (col. (12)) et celles des organismes monétaires (col. (6)) 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1964	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	+ 1,5	+25,4
1970 3 ^e trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁶	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ⁸	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	+ 0,5	+ 4,6
2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	- 0,2	+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	- 2,9	...	- 1,6	+ 8,1	- 4,0	- 0,4
4 ^e trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	- 3,6	...	+ 2,2	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,3
1972 1 ^{er} trimestre .	172,6	-35,8	136,8	+ 4,7 ⁸	- 3,9	+ 0,8	- 2,3	- 0,1	- 0,8	+ 4,0	p- 5,1	p- 4,3
2 ^e trimestre .	181,6	-35,2	146,4	+ 9,0	+ 0,6	+ 9,6	- 1,8	...	- 0,3	+11,7	p- 2,9	p+ 6,7
3 ^e trimestre .	197,0	-50,2	146,8	+15,4	-15,0	+ 0,4	p- 3,2	p ...	+ 1,8	p+ 1,8	p+ 9,5	p+ 9,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6,2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1960).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (8)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1963	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9
Septembre	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	40,8	53,4	1,2	95,4	340,1
Décembre	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	46,0	57,7	1,8	105,5	370,4
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	49,0	55,5	1,8	106,3	373,4
Juin	31,2	18,3	28,4	24,7	178,7	281,3	50,8	58,6	2,0	111,4	392,7
Septembre	33,1	18,8	32,9	24,3	181,2	290,3	48,5	55,9	1,3	105,7	396,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1960 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série depuis mars 1969.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 ^s	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ^s	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970												
Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971												
Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
Décembre	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972												
Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1
Juin	21,3	102,6	157,4	281,3	9,9	8,2	18,1	11,4	94,4	157,4	263,2	0,1
Septembre	21,2	108,5	160,6	290,3	12,4	11,7	24,1	8,8	96,8	160,6	266,2	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ^s	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ^s	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970												
Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971												
Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
Décembre	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972												
Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	—
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	10,2	9,0	19,2	16,3	16,7	59,2	92,2	—
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	11,4	10,8	22,2	12,0	14,7	56,8	83,5	—
C. Total												
1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ^s	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ^s	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970												
Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971												
Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
Décembre	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972												
Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1
Juin	47,8	128,3	216,6	392,7	20,1	17,2	37,3	27,7	111,1	216,6	355,4	0,1
Septembre	44,6	134,0	217,4	396,0	23,8	22,5	46,3	20,8	111,5	217,4	349,7	0,1

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*. XLIIe année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
Juin	1,9	...	1,9	2,3	1,2	3,5	2,3	3,1	...	5,4
Septembre	1,4	0,1	1,5	3,3	2,7	6,0	3,3	4,1	0,1	7,5

B. Crédits à l'étranger

1963	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	—	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	—	3,5
Juin	...	—	...	3,3	1,3	4,6	3,3	1,3	—	4,6
Septembre	...	—	...	8,5	3,0	11,5	8,5	3,0	—	11,5

C. Total

1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3
Juin	1,9	...	1,9	5,6	2,5	8,1	5,6	4,4	...	10,0
Septembre	1,4	0,1	1,5	11,8	5,7	17,5	11,8	7,1	0,1	19,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENGOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—	
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—	
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—	
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2	
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2	
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6	
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5	
1970													
Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2	
Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2	
Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2	
1971													
Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1	
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...	
Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1	
Décembre	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1	
1972													
Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1	
Juin	21,3	104,5	157,4	283,2	6,3	5,3	11,6	15,0	99,2	157,4	271,6	0,1	
Septembre	21,2	109,9	160,7	291,8	8,5	7,8	16,3	12,7	102,1	160,7	275,5	0,1	

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—	
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1	
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1	
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1	
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1	
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1	
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...	
1970													
Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...	
Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...	
Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...	
1971													
Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...	
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...	
Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...	
Décembre	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...	
1972													
Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...	
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	4,9	7,0	11,9	21,6	18,7	59,2	99,5	...	
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	2,4	7,6	10,0	21,0	17,9	56,8	95,7	...	

C. Total

1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—	
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1	
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1	
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3	
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3	
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7	
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5	
1970													
Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2	
Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2	
Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2	
1971													
Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1	
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...	
Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1	
Décembre	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1	
1972													
Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1	
Juin	47,8	130,2	216,6	394,6	11,2	12,3	23,5	36,6	117,9	216,6	371,1	0,1	
Septembre	44,6	135,4	217,5	397,5	10,9	15,4	26,3	33,7	120,0	217,5	371,2	0,1	

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonnes (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. 11, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4
Fonds Monétaire International :									
Participation						7,8	19,6	30,0	25,9
Prêts .....						...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....						...	10,2	20,3	26,1
Total des éléments de couverture ¹ ...	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4
Monnaies étrangères	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4
Monnaies étrangères et or à recevoir	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges.....	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :									
Participation	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3				
Prêts ²	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0				
Autres accords .....	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6
Effets de commerce	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4
Avances sur nantissement	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5
Effets publics :									
Effets publics belges	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	0,2	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1
PASSIF									
Billets en circulation	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6
Comptes courants :									
} compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} de conjunct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7
Autres accords	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7
Total des engagements à vue ...	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5
Réserve monétaire ³	1,3	...	...	...	...	...	...	...	11,8
Monnaies étrangères et or à livrer	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5
Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

³ Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1971 8 novembre	1972 6 novembre	1971 6 décembre	1972 4 décembre	1972 10 janvier	1973 8 janvier	1972 7 février	1973 5 février
ACTIF								
Encaisse en or	78,2	76,0	78,2	75,4	77,2	74,7	77,2	74,6
Fonds Monétaire International :								
Participation	30,0	25,7	30,0	25,7	30,0	25,9	30,0	25,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	20,3	26,1	23,7	26,1	23,7	26,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	128,5	127,8	128,5	127,2	130,9	126,7	130,9	126,4
Monnaies étrangères	36,1	56,6	38,3	55,5	35,1	53,8	37,5	73,5
Monnaies étrangères et or à recevoir	2,9	...	2,9	...	0,2	...	0,2	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	39,9	23,4	40,7	22,4	33,8	21,9	35,7	33,5
Effets de commerce	12,5	20,3	12,1	20,8	9,9	30,6	6,8	16,2
Avances sur nantissement .....	...	...	0,1	...	0,1	1,9	...	1,6
Effets publics :								
Effets publics belges .....	...	...	...	...	4,2	0,8	2,6	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1	4,1	4,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,4	3,8	3,4	3,8	3,5	3,9	3,7	4,2
Divers	2,6	3,4	2,5	2,8	2,8	3,4	1,6	1,0
Compte d'ordre :	266,3	276,0	268,8	273,2	260,8	283,6	259,7	297,3
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	0,3	0,6	1,0	2,3	2,3	2,0	2,0	1,8
PASSIF								
Billets en circulation	194,4	213,3	197,0	214,7	199,1	219,4	198,0	216,2
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	0,7	0,3	0,4	0,1	...	...	...	0,1
{ taxe exceptionnelle de conjoint. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	0,6	0,7	1,0	0,7	0,7	0,6	0,5
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	1,9	1,5	6,5
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	0,7	0,9	0,7	0,7	1,0	1,2	1,1	1,0
Autres accords	5,7	0,6	4,5	0,5	0,8		0,5	
<i>Total des engagements à vue</i> ...	203,4	216,8	204,5	218,0	202,7	223,2	201,7	224,3
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	7,0	10,5	7,0	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Réserve monétaire ² :								
Belgique .....	...	10,0	...	6,7	...	12,1	...	14,8
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	0,6	—	0,5
Monnaies étrangères et or à livrer	43,2	24,5	44,3	23,6	34,8	22,9	36,8	34,7
Caisse de Pensions du Personnel	3,4	3,8	3,4	3,8	3,5	3,9	3,7	4,2
Divers	5,5	6,3	5,8	6,5	5,5	6,3	2,9	4,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,4	3,7	3,4	3,7	3,4	3,7	3,7	3,9
Compte d'ordre :	266,3	276,0	268,8	273,2	260,8	283,6	259,7	297,3
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	0,3	0,6	1,0	2,3	2,3	2,0	2,0	1,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.068	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1970 4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1972 1 ^{er} trimestre	1.061	84,9	53,1	159,7	281,2	161,1	281,2	883,1	95
2 ^e trimestre	1.063	90,7	59,1	175,1	289,1	170,9	289,1	924,2	94
3 ^e trimestre	1.069	91,9	56,1	167,2	280,5	169,3	280,5	897,4	94
4 ^e trimestre	1.077	92,3	57,5	177,1	297,4	173,0	297,4	944,8	94
1971 Décembre	1.060	82,9	50,8	176,1	334,3	165,2	334,3	1.009,9	95
1972 Janvier	1.060	87,2	53,3	157,9	267,5	157,3	267,5	850,2	94
Février	1.061	83,9	52,5	158,4	291,3	164,3	291,3	905,3	95
Mars	1.062	83,6	53,4	162,9	284,7	161,7	284,7	893,9	95
Avril	1.062	82,0	55,3	148,3	245,2	139,8	245,2	778,4	94
Mai	1.064	90,5	57,7	178,7	310,4	182,0	310,4	981,5	94
Juin	1.064	99,5	64,2	198,2	311,7	191,0	311,7	1.012,6	94
Juillet	1.066	108,5	57,3	188,4	300,5	190,8	300,5	980,1	94
Août	1.068	89,6	55,5	153,5	274,0	160,8	274,0	862,3	94
Septembre	1.072	77,6	55,4	159,6	266,9	156,4	266,9	849,9	94
Octobre	1.075	93,1	57,4	179,5	297,0	173,9	297,0	947,2	94
Novembre	1.077	90,9	56,3	166,3	295,9	173,7	295,9	931,9	95
Décembre	1.080	92,8	58,9	185,4	299,3	171,3	299,3	955,4	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubrique	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,5	12,3	10,1	11,8	6,1	17,2	7,2	12,5
Prêts au jour le jour	4,9	11,9	11,0	9,9	4,5	8,5	12,6	9,5
Banquiers	72,6	111,8	138,9	163,8	155,4	209,8	160,0	230,6
Maison-mère, succursales et filiales	13,1	15,6	38,8	55,5	42,2	43,7	48,7	47,5
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	21,1	30,9	24,9	27,1	34,5	18,3	37,0	20,1
Portefeuille-effets	119,0	142,2	156,7	147,4	148,1	144,6	146,4	149,4
a) Effets publics	37,7	46,8	41,0	25,2	34,5	20,9	32,0	21,3
b) Effets commerciaux ³	81,3	95,4	115,7	122,2	113,6	123,7	114,4	128,1
Reports et avances sur titres	1,6	1,4	1,8	1,9	1,5	2,4	1,5	2,4
Débiteurs par acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	42,2	45,6	42,4	47,7
Débiteurs divers	110,3	116,0	156,2	198,0	187,0	221,9	191,1	221,6
Valeurs mobilières	4	141,4	175,7	224,4	220,0	279,0	218,6	280,0
a) Fonds publics belges	4	133,0	159,7	197,4	196,4	241,8	194,8	241,7
b) Autres titres d'emprunt	4	8,2	15,8	26,7	23,3	36,8	23,5	37,7
c) Actions et parts de sociétés	4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4
d) Autres valeurs mobilières	4	—	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	4	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
Participations	4	6,6	7,9	8,4	8,5	8,9	8,5	9,0
a) Filiales	4	2,3	2,4	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9
b) Autres participations	4	4,3	5,5	5,7	5,7	6,0	5,7	6,1
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Immeubles	3,7	4,2	5,0	5,9	5,3	6,6	5,3	6,6
Participations dans les filiales immobilières	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Matériel et mobilier	0,5	0,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Divers	5,6	7,3	9,6	12,6	11,3	14,2	11,2	15,3
Total de l'actif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	869,4	1.023,5	893,3	1.055,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques

(milliards de francs)

1968 31 décembre	32,9	1970 31 décembre	19,8	1971 31 octobre	19,3	1971 30 novembre	20,4
1969 31 décembre	21,2	1971 31 décembre	21,8	1972 31 octobre	26,3	1972 30 novembre	26,2

4 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

81-12-68

Portefeuille-titres	132,2
a) Valeurs de la réserve légale	0,9
b) Fonds publics belges	119,2
c) Fonds publics étrangers	6,1
d) Actions de banques	3,1
e) Autres titres	2,9

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

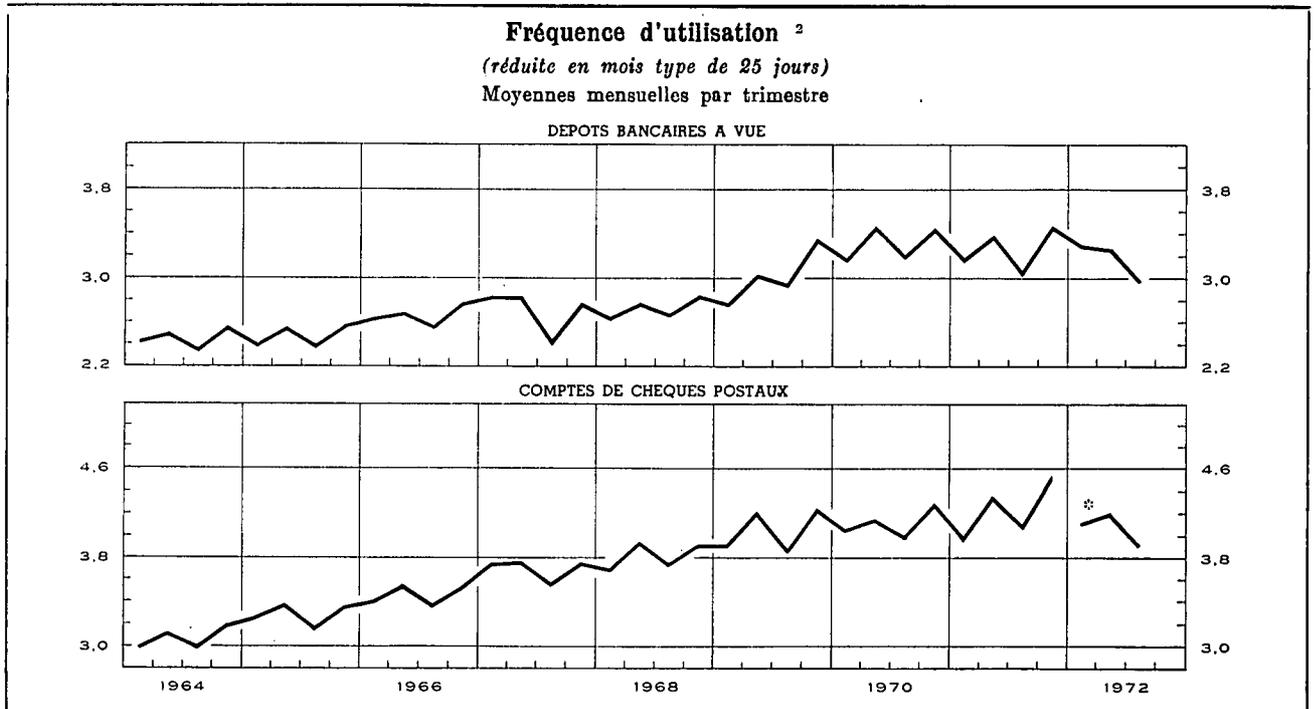
Passif

Rubriques	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,3	0,9	1,0	1,4	0,7	2,0	0,7	0,8
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,5	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	0,6	0,6
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,8	0,3	0,3	0,5	0,1	1,3	0,1	0,2
Emprunts au jour le jour	8,7	6,9	10,0	13,2	11,7	18,3	14,3	17,4
a) Couverts par des sûretés réelles	2,4	1,6	1,3	2,6	5,3	5,0	1,6	2,5
b) Non couverts par des sûretés réelles	6,3	5,3	8,7	10,6	6,4	13,3	12,7	14,9
Banquiers	120,0	164,5	243,3	286,4	266,8	339,0	281,1	358,1
Maison-mère, succursales et filiales	9,9	12,4	17,3	34,1	25,8	30,3	24,5	31,9
Acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	42,2	45,6	42,4	47,7
Autres valeurs à payer à court terme ²	14,0	22,5	18,0	17,0	23,6	8,7	27,8	9,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,0	1,9	1,8	1,7	1,5	1,6	1,6	1,7
Dépôts et comptes courants	281,4	322,6	365,8	422,7	403,9	473,2	408,2	483,5
a) A vue	122,4	124,0	140,6	164,0	153,4	180,1	154,8	182,2
b) A un mois au plus	18,5	26,3	33,0	36,8	32,7	32,2	34,8	35,1
c) A plus d'un mois	56,3	85,1	96,5	96,9	100,5	101,2	99,4	104,8
d) A plus d'un an	7,4	6,1	8,5	15,0	14,4	19,3	14,7	19,2
e) A plus de deux ans	5,0	7,4	10,7	11,2	10,8	12,8	11,0	13,1
f) Carnets de dépôts	69,8	71,9	74,6	96,6	90,1	125,2	91,5	126,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	1,8	1,9	2,2	2,0	2,4	2,0	2,3
Obligations et bons de caisse	16,5	18,7	23,3	28,4	27,8	33,3	28,0	33,6
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,2	1,2	1,5	1,5	1,4	1,5	1,4
Divers	13,3	17,4	19,3	23,3	24,0	28,1	23,4	27,5
Total de l'exigible ...	500,3	598,3	738,2	875,2	829,5	981,5	853,5	1.013,1
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	2,4	3,9	3,7	3,9	3,6	3,9	3,6
Non exigible :								
Capital	17,8	20,4	21,1	21,7	21,6	22,6	21,6	22,6
Fonds indisponibles par prime d'émission	2,9	4,3	4,3	4,1	4,2	4,2	4,1	4,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
Réserve disponible	5,6	6,4	7,3	8,4	8,4	9,7	8,3	9,7
Provisions	0,3	0,3	0,4	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6
Total du non exigible :	27,5	32,4	34,2	36,1	36,0	38,4	35,9	38,4
Total du passif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	869,4	1.023,5	893,3	1.055,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)			réduite en mois type de 25 jours			
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1970 3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
1970 4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
1971 2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
1971 3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
1971 4 ^e trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1972 1 ^{er} trimestre	401,4	253,5	654,9	3,37	3,29	4,12
1972 2 ^e trimestre	438,5	281,3	719,8	3,23	3,27	4,20
1972 3 ^e trimestre	418,3	251,6	669,9	3,07	2,99	3,92
1971 Novembre	395,4	242,1	637,5	3,28	3,41	4,57
1971 Décembre	452,9	258,4	711,3	3,89	3,74	4,77
1972 Janvier	408,8	242,3	651,1	3,37	3,37	3,93
1972 Février	394,5	273,1	667,6	3,26	3,26	4,48
1972 Mars	400,9	245,2	646,1	3,49	3,23	3,96
1972 Avril	422,0	241,8	663,8	3,15	3,28	3,80
1972 Mai	464,4	309,6	774,0	3,33	3,46	4,74
1972 Juin	429,1	292,6	721,7	3,20	3,08	4,05
1972 Juillet	444,9	259,0	703,9	3,14	3,14	3,91
1972 Août	393,8	248,9	642,7	2,96	2,85	3,94
1972 Septembre	416,2	247,0	663,2	3,10	2,98	3,91
1972 Octobre	453,4	266,3	719,7	3,39	3,26	4,08
1972 Novembre	477,9	287,1	765,0	3,34	3,48	4,62

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

* A partir de janvier 1972 : nouvelle série en raison de l'amélioration du matériel statistique.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

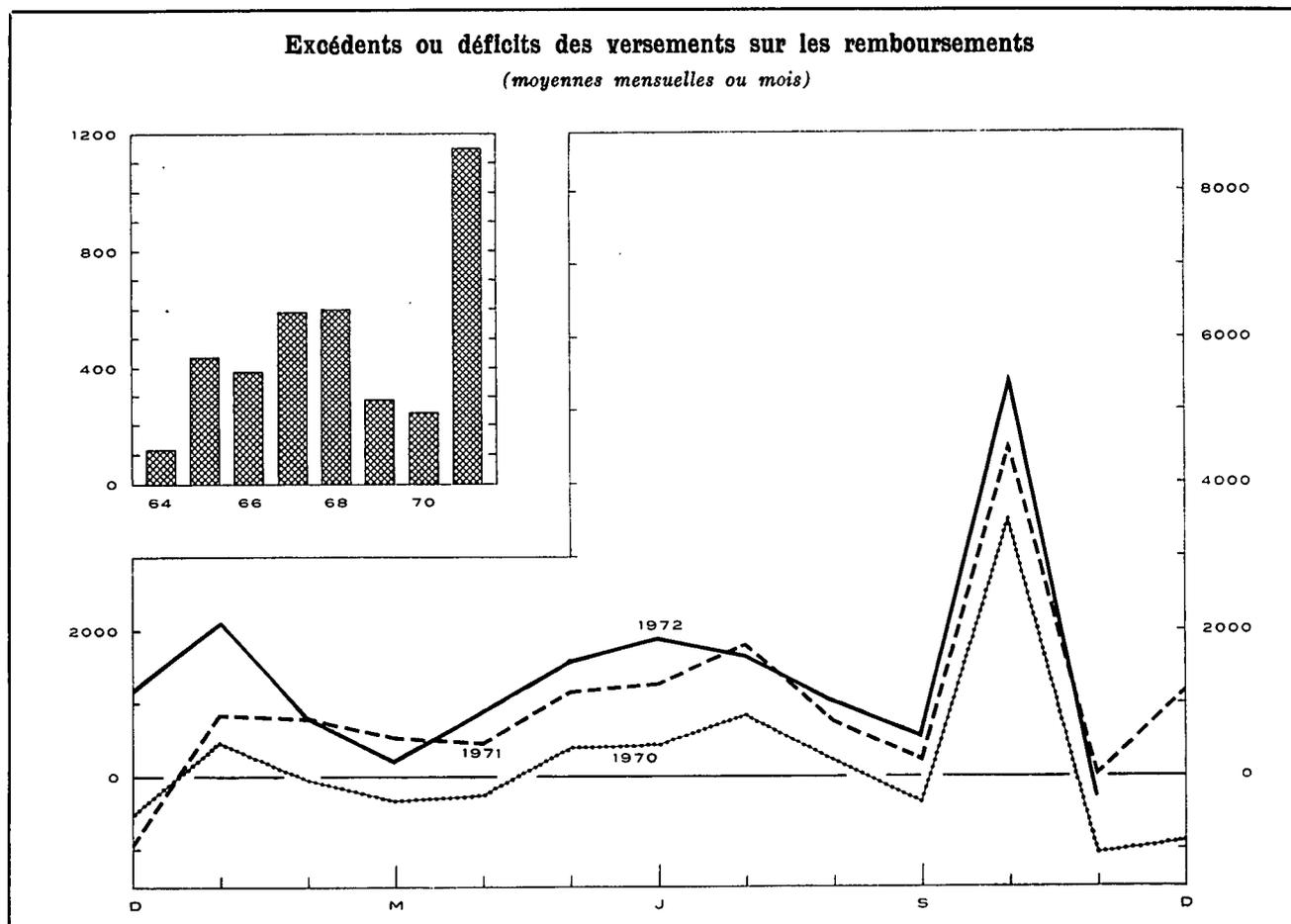
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1963	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Septembre	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Mars	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Juin	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971 Janvier	7,6	4,2	...	...	1,0	9,4	...	...
Février	7,0	4,0	...	0,2	2,0	9,8	...	...
Mars	7,4	4,5	...	1,9	...	10,3	...	...
Avril	7,6	4,6	...	...	3,3	11,8	...	...
Mai	8,2	4,2	...	...	1,3	10,3	...	...
Juin	8,0	4,2	2,0	...	0,6	11,3	...	...
Juillet	8,0	4,2	...	...	1,8	10,5	...	...
Août	7,7	4,2	...	...	4,2	12,6	...	...
Septembre	8,8	3,9	...	4,2	...	13,2	...	...
Octobre	9,4	...	...	...	3,9	9,8	...	...
Novembre	9,1	2,7	...	...	3,1	11,4	...	...
Décembre	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements 1	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2	Montant en circulation à fin de période (5)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1964	28,2	26,7	1,5	102,4	—
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,2
1970 2 ^e trimestre	17,5	16,9	0,6	151,1	5,5
1970 3 ^e trimestre	17,5	16,8	0,7	151,8	6,3
1970 4 ^e trimestre	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 ^{er} trimestre	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
1971 2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
1971 3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
1971 4 ^e trimestre	27,2	21,4	5,8	178,2	12,3
1972 1 ^{er} trimestre	26,8	23,6	3,2	181,4	12,0
1972 2 ^e trimestre	29,2	25,8	3,4	184,8	13,1
1971 Novembre	6,9	6,8	0,1	171,3	11,9
1971 Décembre	8,7	7,5	1,2	178,2	12,3
1972 Janvier	9,2	7,0	2,2	180,4	11,8
1972 Février	8,7	7,9	0,8	181,2	12,3
1972 Mars	8,9	8,7	0,2	181,4	12,0
1972 Avril	8,6	7,7	0,9	182,3	12,5
1972 Mai	9,7	8,1	1,6	183,9	12,8
1972 Juin	11,0	9,1	1,9	185,8	13,1
1972 Juillet	9,6	7,9	1,7	187,5	13,4
1972 Août	8,7	7,7	1,0	188,5	13,7
1972 Septembre	9,2	8,6	0,6	189,1	14,0
1972 Octobre	15,5	10,0	5,5	194,6	14,2
1972 Novembre	9,3	9,6	— 0,3	194,3	14,5

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.
2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965,

la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1971, les intérêts capitalisés s'élevèrent à 5,7 milliard de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2
Placements provisoires ² :									
Effets sur la Belgique	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3
Placements définitifs ^{2 3} :									
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3
Ouverture de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :									
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7	190,3
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6
<i>Non exigible ³ :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	⁵
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3	⁵
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	23,3

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁵ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ² ...	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la S.N.C.I.*

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------

ACTIF

En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3
2° garantis par banques et organismes financiers .	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Crédits de warrautages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6

PASSIF

Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1971 30 juin	1972 30 juin	1971 30 sept.	1972 31 oct.
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,9
2. Prêts au jour le jour	0,6	0,5	0,5	0,7	0,3	0,4	0,1	0,1
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	2,5	4,2	2,9	5,6	4,8	8,0	5,4	5,9
4. Créances à court terme	0,3	0,7	1,0	1,1	0,9	1,0	0,9	1,1
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,8	1,8	1,6	1,9	2,4	1,2	2,2	1,2
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	6,9	6,6	7,5	8,2	7,4	8,4	7,9	9,0
7. Portefeuille-titres et participations	38,4	41,3	49,2	63,8	56,1	73,2	59,9	81,7
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,3)	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,7)	(0,3)	(1,0)	(0,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées 1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge 2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(17,5)	(17,8)	(20,4)	(24,2)	(22,5)	(27,4)	(22,2)	(29,6)
c) Obligations de sociétés belges	(0,9)	(2,0)	(2,2)	(3,6)	(2,7)	(5,2)	(3,3)	(6,5)
d) Actions de sociétés belges	(0,4)	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(1,0)	(1,4)	(1,1)	(1,5)
e) Autres titres et participations	(...)	(0,2)	(1,1)	(1,6)	(1,2)	(1,8)	(1,4)	(1,9)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires ...	59,5	69,1	76,7	83,5	79,7	87,2	81,4	90,5
9. Actionnaires ou sociétaires	0,5	0,6	0,8	1,1	0,9	1,1	0,8	1,1
10. Débiteurs divers	0,7	1,1	1,4	1,5	1,5	1,8	1,6	1,7
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(n.d.)	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,1)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(n.d.)	(...)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(...)	(0,1)
autres	(n.d.)	(0,4)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,5)	(0,9)
11. Divers	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles .....	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Terrains et immeubles	0,9	1,3	1,9	2,2	1,9	2,3	2,0	2,4
3. Matériel et mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
III. Comptes transitoires ¹	1,3	1,8	2,3	2,9	2,1	2,6	2,3	1,6
Total de l'actif ...	115,3	130,8	147,6	174,3	159,8	189,1	166,2	198,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1971 30 juin	1972 30 juin	1971 30 sept.	1972 31 oct.
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	59,1	65,6	72,8	89,1	79,1	98,3	82,0	105,3
Dépôts à 2 ans et plus	19,0	20,7	22,7	25,2	23,9	26,7	24,6	27,4
Obligations et bons de caisse	24,3	29,4	35,7	41,8	39,3	44,4	40,7	45,8
	102,4	115,7	131,2	156,1	142,3	169,4	147,3	178,5
II. Réserves techniques	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0
III. Fonds de reconstitution	1,1	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	...	...
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	0,1	...	...	0,3
auprès d'intermédiaires financiers	0,7	...	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4
autres emprunts .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I.8 de l'actif .....	...	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
4. Autres engagements à court terme	0,2	0,3	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2	0,2
5. Créiteurs divers	1,1	0,9	1,0	0,9	1,0	0,8	1,1	0,6
6. Provisions pour charges	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
7. Divers	1,1	1,2	1,2	1,1	1,2	1,1	1,2	1,1
	3,4	3,5	3,6	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
V. Fonds propres :								
1. Capital	2,8	3,1	3,5	4,1	3,6	4,1	3,7	4,4
2. Réserve légale	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
3. Autres réserves	2,7	3,1	3,5	4,1	3,7	4,5	3,8	4,2
	5,8	6,5	7,3	8,5	7,6	9,0	7,8	9,0
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
VII. Comptes transitoires ¹	1,5	2,0	2,4	3,0	3,4	4,2	4,6	4,3
Total du passif ...	115,3	130,8	147,6	174,3	159,8	189,1	166,2	198,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1964	4,4	8,8	2,1	1,4	12,3	0,3	12,1	12,4	4,3	66,7	5,0	1,8	2,7	31,8	
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1970 4 ^e trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6	
1971 1 ^{er} trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0	
2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,9	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1972 1 ^{er} trimestre	10,3	6,0	0,9	1,5	8,4	0,1	8,0	8,1	10,6	144,6	13,2	5,1	8,1	32,8	
2 ^e trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3	
3 ^e trimestre	10,7	5,6	1,0	1,3	7,9	0,1	7,0	7,1	11,5	152,7	15,8	5,8	9,5	25,3	
4 ^e trimestre	11,5	5,7	1,0	1,8	8,5	0,3	8,6	8,9	11,1	157,3	15,2	7,1	8,9	25,4	
1971 Décembre	10,7	1,9	0,2	0,6	2,7	0,1	3,0	3,1	10,3	140,2	15,3	5,6	7,1	7,9	
1972 Janvier	10,3	2,3	0,3	0,5	3,1	...	2,6	2,6	10,8	140,5	13,2	4,6	8,7	13,5	
Février	10,8	1,6	0,3	0,4	2,3	...	2,4	2,4	10,7	142,4	13,5	4,8	8,4	7,8	
Mars	10,7	2,1	0,3	0,6	3,0	0,1	3,0	3,1	10,6	144,6	13,2	5,8	7,2	11,5	
Avril	10,6	1,1	0,2	0,5	1,8	...	1,7	1,7	10,7	144,5	14,8	5,1	7,8	9,0	
Mai	10,7	1,9	0,2	0,4	2,5	0,1	2,3	2,4	10,8	146,6	15,2	4,7	8,6	6,6	
Juin	10,8	1,8	0,2	0,7	2,7	0,1	2,7	2,8	10,7	148,5	15,0	7,2	7,9	7,7	
Juillet	10,7	1,9	0,5	0,4	2,8	...	2,6	2,6	10,9	149,2	15,6	5,2	9,7	12,7	
Août	10,9	1,6	0,2	0,5	2,3	...	2,2	2,2	11,0	150,8	16,5	6,8	9,2	7,5	
Septembre	11,0	2,1	0,3	0,4	2,8	0,1	2,2	2,3	11,5	152,7	15,8	5,5	9,6	5,1	
Octobre	11,5	2,4	0,4	0,6	3,4	0,1	3,2	3,3	11,6	153,6	14,4	5,4	10,0	10,0	
Novembre	11,6	1,9	0,3	0,4	2,6	0,1	2,6	2,7	11,5	155,7	15,2	7,9	8,6	6,5	
Décembre	11,5	1,4	0,3	0,8	2,5	0,1	2,8	2,9	11,1	157,3	15,2	8,1	8,2	8,9	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3
Titres des organismes parastataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2		
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5		
Titres des provinces et communes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9		
Valeurs étrangères	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3		
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5
Actions de sociétés belges	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1

Sociétés étrangères

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
Immeubles	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3
Prêts hypothécaires	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9
Prêts sur police	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9
Titres des organismes parastataux de crédit	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5		
Titres des autres organismes parastataux	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1		
Titres des provinces et communes	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4		
Valeurs étrangères	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8		
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
I. Particuliers :							
A. Thésaurisation ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. Epargne-dépôts ² :							
Caisses d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4	21,7	17,7	17,9
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7	19,9	26,5	20,6
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0	2,1	3,0	2,0
Mutualités	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total ...	19,2	36,4	32,0	42,3	43,9	47,4	40,6
Doubles emplois ³ ...	- 1,5	- 10,2	- 7,4	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3	34,7	23,5	30,3
C. Epargne-réserves ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,6	1,3	1,7	2,1	1,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,7
Caisses de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,5	0,7	0,6	0,8
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,8	6,5	7,1	7,4	7,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9	2,4	3,0	3,0
Total ...	10,8	10,7	12,2	11,7	13,2	14,5	15,2
D. Epargne hypothécaire et immobilière :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,3	14,7	16,0	14,9	15,4	16,0
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	10,5	11,8	15,3	19,0	10,2
Total ...	24,0	32,7	25,2	27,9	30,2	34,4	26,2
E. Emissions de capitaux :							
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8	44,6	49,5	47,1
F. Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers	- 1,8	- 2,0	- 1,3	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1
Epargne nette totale ...	72,5	87,2	87,3	107,6	117,7	117,5	118,7
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8	14,8	16,0	18,6
Epargne brute totale ...	83,1	99,0	99,9	121,4	132,5	133,5	137,8
II. Entreprises : ⁵							
A. Entreprises privées :							
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0			
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6			
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6			
B. Entreprises publiques autonomes :							
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8			
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5			
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3			
Total général particuliers et entreprises ...							
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3			
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2			

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

⁵ Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 1968 et suivantes.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970 et 1971 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard, 2,2 milliards, - 2,8 milliards, 8,9 milliards et 8,7 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » : 0,6 milliard, 1,9 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards, 5,9 milliards et 4,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards; en 1971 : - 11,4 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont

émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intéret et amortissements non remboursés à leur échéance).

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur	
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2 ^e s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50
							91.200		
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	7,25
							147.000		
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	6,96
							141.240		
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²	
	en francs belges					en monnaies étrangères								
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	totale ²					Total de la dette directe ²
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0			
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1			
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0	
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4	
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9	
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3	
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4	
1970 Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6	
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9	
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7	
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9	
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2	
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9	
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7	
1972 Janvier	424,7	14,0	73,1	57,9	569,7	8,2	13,8	22,0	591,7	56,4	648,1	1,8	649,9	
Février	457,7	14,3	69,1	54,1	595,2	8,2	11,8	20,0	615,2	56,3	671,5	1,7	673,2	
Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6	
Avril	454,2	15,1	83,7	62,7	615,7	7,3	6,6	13,9	629,6	56,5	686,1	1,6	687,7	
Mai	472,5	15,1	84,5	57,7	629,8	7,2	5,7	12,9	642,7	55,4	698,1	1,6	699,7	
Juin	470,9	17,2	88,5	60,6	637,2	7,0	4,9	11,9	649,1	54,5	703,6	1,6	705,2	
Juillet	469,9	16,9	71,7	60,6	619,1	6,9	4,8	11,7	630,8	54,8	685,6	1,6	687,2	
Août	469,7	17,6	77,6	57,2	622,1	6,9	4,4	11,3	633,4	54,8	688,2	1,5	689,7	
Septembre	504,5	18,2	59,9	58,5	641,1	6,7	3,3	10,0	651,1	54,6	705,7	1,5	707,2	
Octobre	503,5	18,2	62,6	64,1	648,4	6,6	2,7	9,3	657,7	54,3	712,0	1,5	713,5	
Novembre	496,3	17,8	60,2	57,8	632,1	6,6	2,1	8,7	640,8	66,3	707,1	1,4	708,5	
Décembre	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6	

¹ Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ⁷	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale ⁶	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) - (4) à (8)	(10)	
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 4,1	...	- 0,2	+ 0,5 ¹⁰	...	+ 63,5	...

¹ Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

² Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

³ Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

⁵ La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

⁶ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministère de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

⁷ Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-8.

⁸ Réévaluation du Deutsche Mark.

⁹ B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

¹⁰ B.I.R.D. : - 0,5.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zafrois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971 p	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,4

Titres non accessibles à tout placeur

1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—
1971 p	72,2	20,1	25,2	22,0	47,8	187,3	—

Total

1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	10,6
1971 p	494,5	70,0	25,2	98,6	337,6	1.025,9	10,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 3	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4					

Titres accessibles à tout placeur ¹

1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	386,2	4,1	3,0	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,6
1971	433,2	3,7	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	99,5	29,6	838,6

Titres non accessibles à tout placeur

1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,5	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,5	158,2
1970	8,1	0,4	0,2	1,9	67,8	—	29,8	53,6	5,0	166,8
1971	9,2	0,4	0,3	2,1	72,3	—	38,2	56,6	8,2	187,3

Total

1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,7	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,2	801,5
1970	394,3	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	149,0	23,4	882,4
1971	442,4	4,1	2,9	8,4	242,5	8,2	123,5	156,1	37,8	1.025,9

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paratétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

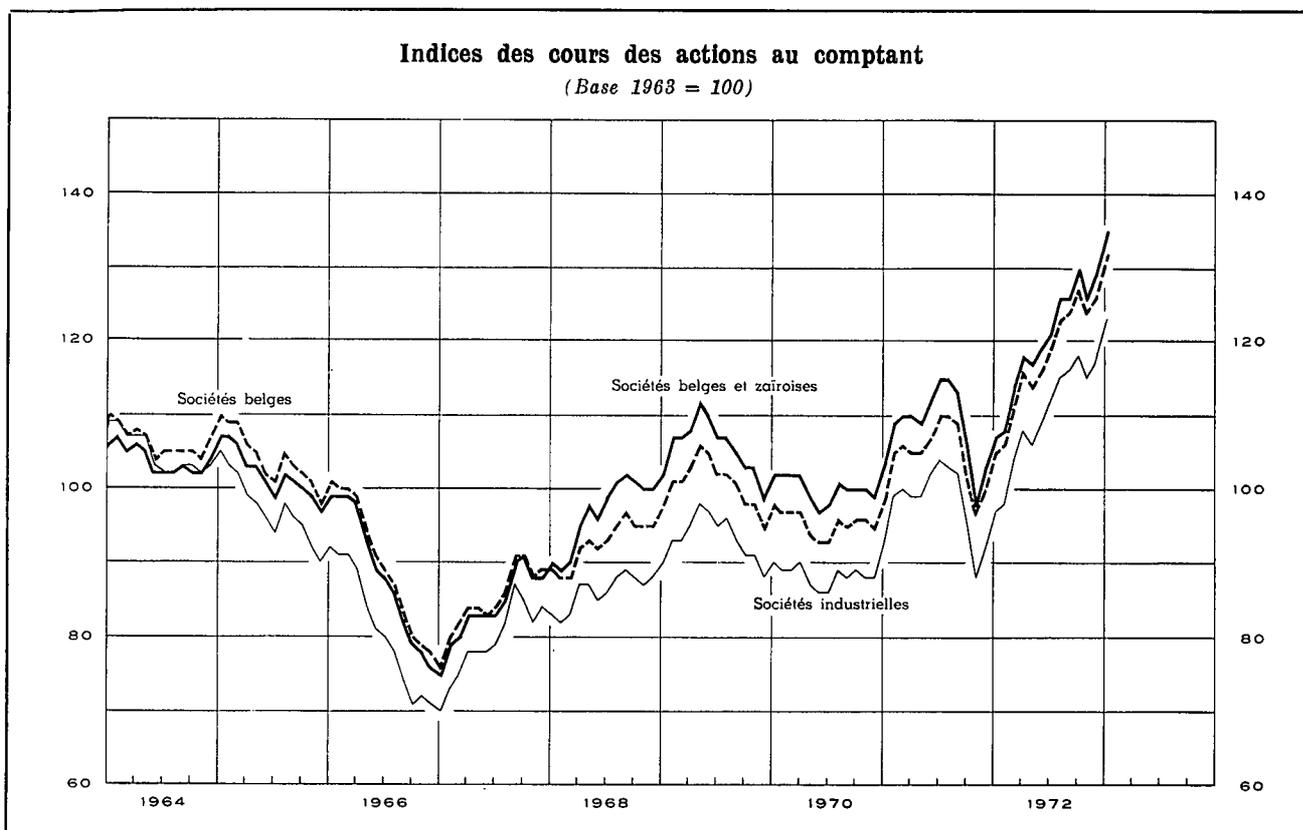
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Valeurs belges et zairoises	Au comptant		A terme	Valeurs belges	
			Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1963 = 100) 2 4						en %	
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁶	3,8 ⁶
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2
1971	169	109	105	98	133	5,2	5,9
1972	199	121	118	110	147	4,1	3,9

	1971	1972	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973
Janvier	208	152	107	135	105	132	97	123	132	163	5,2	3,5	5,9	3,0
Février	210	152	108		106		98		132		4,9		5,3	
Mars	173	191	114		111		104		138		4,7		5,1	
Avril	205	214	118		116		108		142		4,2		3,9	
Mai	183	224	117		114		106		143		3,9		3,6	
Juin	181	190	119		116		109		148		4,0		3,6	
Juillet	187	186	121		119		112		149		3,8		3,4	
Août	150	214	126		123		115		153		3,8		3,4	
Septembre	156	229	126		124		116		154		3,7		3,4	
Octobre	134	229	130		127		118		155		3,7		3,3	
Novembre	130	196	126		124		115		151		3,7		3,3	
Décembre	110	211	129		126		117		154		3,6		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende noté annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés reconues	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	24,7	1,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,4	2,2

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,4	0,1

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,8	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...

Electricité

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	23,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0

Industrie du charbon

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁶

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	103,2	5,3

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,8	0,3

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,0	5,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations brutes ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 ^{er} mois	104	1,4	1,1	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7
11 premiers mois	11.624	251,2	130,0	33,2	5,5	15,2	4,2
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
7 premiers mois	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
8 premiers mois	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
10 premiers mois	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1
11 premiers mois	192	16,7	10,0	1,4	0,3	1,1	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 1 ^{er} mois	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
4 premiers mois	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
5 premiers mois	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
7 premiers mois	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
8 premiers mois	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
10 premiers mois	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8
11 premiers mois	11.816	267,9	140,0	34,6	5,8	16,3	4,3
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(5)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	n.d.	29,8
1970	44,0	n.d.	p 5,1	p 3,3	p 1,8	p 5,3	p 7,1	n.d.	p 40,7

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	0,5	0,1	0,4	...	0,4	n.d.	0,4
1970	1,7	n.d.	p ...	p 0,4	p -0,4	p ...	p -0,4	n.d.	p -0,4

Total général

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	n.d.	30,2
1970	45,7	n.d.	p 5,1	p 3,7	p 1,4	p 5,3	p 6,7	n.d.	p 40,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Source : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1970 9 premiers mois	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
12 mois	44,0	15,7	p 5,1	p 20,8	1,7	...	...	...
1971 3 premiers mois	3,1	1,5	5,3	6,8	1,2	...	...	...
6 premiers mois ... p	12,5	6,4	8,6	15,0	4,0	2,6	...	2,6
9 premiers mois ... p	16,1	7,8	10,8	18,6	4,0	2,6	...	2,6
12 mois	27,1	11,4	12,7	24,1	4,1	2,6	...	2,6
1972 3 premiers mois ... p	5,8	4,0	0,5	4,5	...	...	1,1	1,1
6 premiers mois ... p	12,7	6,4	8,1	14,5	...	...	1,1	1,1
9 premiers mois ... p	21,6	11,6	11,6	23,2	...	...	1,1	1,1
1971 Octobre	2,5	0,4	...	0,4	...	...	...	...
Novembre	3,5	0,8	0,9	1,7	...	...	...	...
Décembre	4,9	2,4	1,0	3,4	...	...	...	...
1972 Janvier	0,6	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Février	1,2	0,6	0,5	1,1	...	...	1,1	1,1
Mars	4,0	3,1	...	3,1	...	...	...	...
Avril	1,9	0,7	1,1	1,8	...	...	...	...
Mai	2,2	0,7	2,9	3,6	...	...	...	...
Juin	2,8	1,0	3,6	4,6	...	...	...	...
Juillet	4,3	3,2	3,4	6,6	...	...	...	...
Août	2,4	1,2	0,1	1,3	...	...	...	...
Septembre	2,2	0,8	...	0,8	...	...	...	...
Octobre	1,2	0,7	1,0	1,7	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	R.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
Décembre	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
Décembre	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars	267,1	3,0	270,1	188,1	67,6	142,9	92,8	491,4	761,5
Juin	281,3	1,9	283,2	189,7	69,9	150,6	95,4	505,6	788,8
Septembre	290,3	1,5	291,8	194,0	71,7	156,9	98,5	521,1	812,9

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1971	5,60
1972	7,36
1970 4 ^e trimestre	5,10
1971 1 ^{er} trimestre	5,30
2 ^e trimestre	5,21
3 ^e trimestre	5,87
4 ^e trimestre	6,03
1972 1 ^{er} trimestre	6,19
2 ^e trimestre	6,28
3 ^e trimestre	7,68
4 ^e trimestre	9,29

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1965	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 ⁴
1966	1,9	0,8	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1970 4 ^e trimestre	3,4	2,3	3,3	1,6	...	6,8	0,6	9,0
1971 1 ^{er} trimestre	4,1	0,5	3,4	1,5	0,3	5,8	0,4	8,0
2 ^e trimestre	4,8	0,6	3,1	1,9	0,2	5,8	0,6	8,5
3 ^e trimestre	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
4 ^e trimestre	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 ^{er} trimestre	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
2 ^e trimestre	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
3 ^e trimestre	5,5	0,3	3,8	2,2	1,6	5,2	0,6	9,6
4 ^e trimestre	5,1	0,9	4,0	2,5	2,2	4,6	0,7	10,0
1972 Janvier	4,5	...	3,4	1,6	1,8	4,0	0,5	7,9
Février	5,2	0,6	2,8	1,9	0,1	6,1	0,5	8,6
Mars	5,3	2,5	2,4	1,9	...	7,6	0,7	10,2
Avril	3,4	0,7	2,9	2,4	...	4,3	0,3	7,0
Mai	5,5	0,5	3,4	1,9	0,2	7,0	0,3	9,4
Juin	6,2	1,5	3,6	2,9	0,1	7,4	0,9	11,3
Juillet	5,1	0,6	3,0	2,3	0,5	4,9	1,0	8,7
Août	4,8	...	4,3	2,0	2,7	4,1	0,3	9,1
Septembre	6,5	0,2	4,4	2,5	1,7	6,6	0,3	11,1
Octobre	2,3	1,7	3,3	3,2	0,1	3,2	0,8	7,3
Novembre	7,2	0,6	4,6	1,8	3,0	6,9	0,7	12,4
Décembre	5,9	0,4	4,1	2,4	3,6	3,9	0,5	10,4
1973 Janvier	10,7	...	5,1	1,5	8,5	5,3	0,5	15,8

* Du 17 novembre 1969 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

⁴ Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972		3,4		12,6	
1970 4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 ^e trimestre	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3
1972 1 ^{er} trimestre	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7
2 ^e trimestre	131,8	4,6	20,6	12,9	169,9
3 ^e trimestre	132,0	3,4	21,6	13,7	170,7
4 ^e trimestre		3,0		18,2	

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parastatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970 Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6				
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3				
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0				
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Janvier	9	43,9	19,3	7,2	17,4				
Février	9	45,6	19,7	10,5	15,4				
Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0				
Avril	9	45,6	19,2 ⁴	8,0 ⁴	18,4				
Mai	9	48,0	20,7	11,1	16,2				
Juin	9	48,0	20,0	8,3	19,7				
Juillet	8	42,7	19,5	8,3	14,9				
Août	8	44,4	19,3	8,0	17,1				
Septembre	8	44,4	18,4	11,4	14,6				
Octobre	8	44,4	19,1	13,0	12,3				
Novembre	8	46,1	20,1	11,8	14,2				
Décembre	8	46,2	20,4	14,6	11,2				

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1968 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire

en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1		Fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
			1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
1964	3,35										
1965	3,17										
1966	3,88	1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1967	3,19	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1968	2,84	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1969	5,40	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1970	6,25	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1971	3,70	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1972	2,48	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 4 ^e trimestre	6,03	1970 1 ^{er} trim.	7,25	7,65	8,10	8,35	8,52	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971 1 ^{er} trimestre	4,00	2 ^e trim.	7,15	7,55	8,00	8,25	8,27	1971 14 sept.	5,45	5,75	6,25
2 ^e trimestre	2,67	3 ^e trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	12 oct.	5,35	5,65	6,15
3 ^e trimestre	4,07	4 ^e trim.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,46	9 nov.	5,25	5,55	6,05
4 ^e trimestre	4,00	1971 1 ^{er} trim.	4,15	4,50	4,85	5,25	6,29	14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972 1 ^{er} trimestre	2,45	2 ^e trim.	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	1972 11 janv.	5,35	5,65	6,15
2 ^e trimestre	2,08	3 ^e trim.	3,95	4,30	4,60	4,90	5,17	8 févr.	5,20	5,50	6,00
3 ^e trimestre	2,23	4 ^e trim.	4,10	4,45	4,80	5,15	4,87	14 mars	4,00	4,30	5,10
4 ^e trimestre	3,07	1972 Janv.	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	11 avril	3,90	4,20	5,00
1972 Janvier	3,70	Févr.	3,00	3,50	4,00	4,50	4,80	9 mai	3,90	4,20	5,00
Février	2,22	Mars	2,95	3,20	3,45	3,65	3,83	13 juin	4,00	4,30	5,00
Mars	1,69	Avril	3,00	3,25	3,50	3,75	3,69	11 juill.	4,10	4,40	5,10
Avril	2,58	Mai ..	3,00	3,25	3,50	3,80	3,78	8 août	4,20	4,50	5,20
Mai	1,79	Juin ..	3,00	3,25	3,50	3,80	3,87	12 sept.	4,20	4,50	5,20
Juin	2,00	Juillet	3,00	3,25	3,50	3,90	3,87	10 oct.	4,20	4,55	5,25
Juillet	2,42	Août .	3,10	3,35	3,65	4,05	4,02	14 nov.	4,50	4,90	*
Août	2,61	Sept. .	3,10	3,35	3,65	4,05	4,05	12 déc.	4,85	5,25	5,85
Septembre	1,73	Oct. ...	3,25	3,55	3,85	4,25	4,17	1973 9 janv.	5,15	5,35	6,15
Octobre	3,42	Nov. ...	3,45	3,75	4,05	4,45	4,40	13 févr.	5,65	6,00	6,25
Novembre	2,23	Déc. ..	3,90	4,20	4,50	4,85	4,73				
Décembre	3,67	1973 Janv. ..	4,60	4,90	5,20	5,50	5,36				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixe par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	4,00
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	4,20
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80	4,20
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,50
13 août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,20
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	4,70
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	4,70
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	4,70
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	4,20
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00	4,50
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50	4,75
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25	5,50
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50	5,75
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1964	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1972 du 1 ^{er} janvier au 15 mars	3,50	0,75	2,50	0,75
à partir du 16 mars	3,25	0,75	2,25	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{er} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1964	—	—	5,98	5,95	1	5,98
1965	—	—	6,43	6,55	1	6,47
1966	—	—	6,45	6,54	1	6,49
1967	—	—	6,76	6,81	1	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1970 Octobre	7,10	7,87	8,05	8,19	9,77	8,07
1971 Janvier	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
Avril	6,82	7,06	7,37	7,47	8,91	7,37
Juillet	6,81	6,87	7,28	7,31	8,32	7,27
Octobre	6,80	6,91	7,29	7,21	8,23	7,25
1972 Janvier	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
Février	6,91	6,77	7,18	7,10	7,62	7,13
Mars	6,76	6,64	7,01	6,92	7,46	6,96
Avril	6,48	6,27	6,84	6,69	7,05	6,76
Mai	6,63	6,32	7,07	6,84	7,34	6,95
Juin	6,70	6,36	7,07	6,87	7,40	6,97
Juillet	6,73	6,36	7,07	6,91	7,41	6,98
Août	6,62	6,39	6,96	6,83	7,17	6,89
Septembre	6,60	6,37	6,93	6,82	7,08	6,86
Octobre	6,59	6,61	6,95	6,83	7,25	6,88
Novembre	6,65	6,64	7,06	6,90	7,46	6,97
Décembre	6,72	6,78	7,18	7,06	7,76	7,11
1973 Janvier	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
Février	6,96	6,87	7,33	7,21	7,77	7,26

* Sauf indication contraire, le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

¹ Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au

jour le jour (call money) »; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	100,00	7,00
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ..	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-67		3, —		4,50		3,50		8, —		3,50		4,50		6, —		3, —
1968 Janvier ...													22	7, —		
Mars			22	5, —			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet ...					4	5, —							2	7, —		
Juillet ...													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7, —					3	6, —		
Novembre .					13	6, —										
Décembre .			18	5,50							20	5, —	18	6,50		
1969 Février ..							27	8, —								
Mars													3	7, —		
Avril	18	4, —	4	6, —							9	5,50				
Juin	20	5, —			13	7, —							11	7,50		
Juillet									1	5, — ²			16	8, —		
Août									14	5,50	4	6, —				
Septembre .	11	6, —													15	3,75
Octobre ..					8	8, —										
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7, —						
Avril							15	7, —								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7, —		
Juillet ...	16	7, —														
Août					27	7,50										
Septembre .													1	6,50		
Octobre ..					20	7, —										
Novembre .	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ..			8	5,25	8	6,50										
Janvier ..			22	5, —												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ..													24	5,25		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre .							2	5,00			15	5,00				
Octobre ..	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6, —							6	4,50		
Février ..	25	3,00											2	4,00		
Mars																
Avril					6	5,75			10	5,50						
Juin							22	6,00					8	3,00		
Septembre .																
Octobre ..	9	3,50					13	7,25 ³								
Octobre ..							27	7,50					6	4,00		
Novembre .	3	4,00			2	6,50										
Novembre .					30	7,50										
Décembre .	1	4,50					1	7,75								
Décembre .							8	8,00								
Décembre .							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00	15	5,00			19	8,75							22	4,50

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au r'escompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires

pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

3 Depuis le 13 octobre 1972, la Banque d'Angleterre annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 9 décembre	1972 7 décembre	1972 6 janvier	1973 4 janvier
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.863	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	16.356	15.238	21.392	32.093	33.050	38.430	32.188	38.368
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	1.216	1.368	3.407	6.863	5.743	7.862	7.657	7.875
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	1.216	1.368	2.083	2.505	2.416	2.590	2.505	2.613
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	—	—	952	1.933	1.926	3.225	2.816	3.225
<i>Autres opérations</i> .....	...	...	372	2.425	1.401	2.047	2.336	2.037
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.290	1.341	1.161	978	978	730	927	683
Monnaies divisionnaires	32	44	18	34	30	44	147	168
Comptes courants postaux	1.514	252	301	518	103	184	422	345
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.368	2.899	1.651	1.089	3.452	3.103	3.452	—
Bons du Trésor sans intérêt ⁴	—	—	—	—	—	1.569	—	1.569
Effets achetés sur le marché monétaire ⁵ Effets escomptés	12.251 36.468	22.499 37.546	16.423 35.434	42.794	50.986	55.006	43.784	65.882
Effets publics	—	—	—	8.906	11.943	6.315	8.829	5.633
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	2.076	2.136	2.207	2.033	2.204
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	839	901	98	...	3.547	...	1.074	...
Effets garantis par l'Office des Céré- ales ⁶	2.930	2.907	2.709	787	1.697	4.070	834	3.988
Autres effets sur la France	10.643	8.278	7.124	10.821	10.697	18.024	9.933	25.597
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	4.751	4.707	4.769	...	...	...	...	...
Autres crédits à moyen terme	4.335	6.632	4.290	1.511	1.215	2.308	1.369	6.689
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	7.760	7.310	8.429	9.068	10.341	10.922	10.020	10.324
Effets représentatifs de crédits à moyen terme	5.210	6.811	8.015	9.625	9.410	11.160	9.692	11.447
Avances sur titres	142	130	60	55	56	58	52	51
Effets en cours de recouvrements	3.375	2.806	4.724	3.944	2.065	2.919	2.163	4.976
Divers	5.432	2.082	1.718	1.893	1.791	2.016	2.018	2.071
Total ...	91.216	96.517	96.601	100.573	108.566	122.234	103.122	132.300

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	72.194	72.398	75.621	77.430	75.257	80.975	77.516	83.021
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	7.056	5.262	7.663	14.133	24.862	31.914	15.981	37.244
Autres comptes créditeurs	5.074	12.133	7.471	2.936	2.681	2.605	2.656	4.224
Compte courant du Trésor public ...	1	1	1	1	1	...	1	1.257
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3.405	9.727	5.781	1.292	1.330	969	1.105	1.131
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	1.668	2.405	1.689	1.643	1.350	1.636	1.550	1.836
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	—	919	1.811	1.811	2.694	2.694	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁷	—	2.351	—	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	6.642	4.123	4.677	4.013	3.705	3.796	4.025	4.867
Total ...	91.216	96.517	96.601	100.573	108.566	122.234	103.122	132.300

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959
et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Convention du 8 juin 1972 approuvée par la loi du 5 juillet 1972.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

⁶ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁷ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1971 December 8	1972 December 6	1972 January 5	1973 January 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.038	3.188	3.202	3.450	3.369	3.763	3.409	3.725
Other Securities	1	1	37	239	445	526	430	539
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.825	4.300	3.850	4.275

Notes Issued :

In Circulation	3.016	3.140	3.243	3.662	3.735	4.286	3.815	4.239
In Banking Department	34	60	7	38	40	14	35	36
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.825	4.300	3.850	4.275

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	526	486	403	700	368	479	326	919
Advances and Other Accounts	88	70	91	74	23	41	27	37
Premises, Equipment and Other Securities	31	89	89	44	108	78	97	77
Notes	34	60	7	38	40	14	35	36
Coin	1	1	2	2	1	—	1	1
Total ...	680	706	592	858	540	612	486	1.070

Capital	15	14	15	15	15	14	15	15
Rest	4	4	4	3	—	—	—	—
Public Deposits	13	12	15	18	11	18	14	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	218	231	220	398	—	113	—	601
Bankers Deposits	302	301	199	195	181	201	142	185
Reserves and Other Accounts	128	144	139	229	333	266	315	249
Total ...	680	706	592	858	540	612	486	1.070

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS

(millions of \$)

	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1971 December 31	1971 December 8	1972 December 6	1972 January 5	1973 January 10
ASSETS								
Gold certificate account	10.026	10.036	10.457	9.875	9.875	10.303	9.875	10.303
Special Drawing Rights certificate account	—	—	400	400	400	400	400	400
Cash	207	110	221	261	244	314	258	317
Discounts and advances	188	183	335	39	85	274	45	831
Acceptances :								
Bought outright	58	64	57	80	56	62	77	76
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	181	26	19	42	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	—	485	340	1.177	477	1.311
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	101	93	14	58	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	18.756	22.266	25.965	30.156	29.702	28.775	30.155	30.054
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	28.706	31.392	33.236	35.554	35.554	36.681	35.733	36.681
Bonds	5.475	3.496	2.941	3.286	3.286	3.598	3.324	3.463
Total bought outright ...	52.937	57.154	62.142	68.996	68.542	69.054	69.212	70.198
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	1.222	219	496	528	...
Total U.S. Government securities ...	52.937	57.154	62.142	70.218	68.761	69.550	69.740	70.198
Total loans and securities	53.183	57.401	62.534	71.104	69.361	71.096	70.439	72.416
Cash items in process of collection	9.417	10.564	11.178	11.887	11.212	9.312	12.778	10.582
Bank premises	113	116	128	150	148	165	150	194
Other assets	2.894	2.627	995	918	781	967	949	1.108
Total assets ...	75.840	80.854	85.913	94.595	92.021	92.557	94.849	95.320
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	44.726	47.473	50.323	53.819	53.862	57.875	53.835	58.190
Deposits :								
Member bank reserves	21.773	22.085	24.150	27.788	25.600	24.340	26.224	25.676
U.S. Treasurer - general account	703	1.312	1.156	2.020	936	1.188	3.071	1.961
Foreign	216	134	148	294	187	284	302	305
Other	747	807	1.233	999	779	547	729	845
Total deposits ...	23.439	24.338	26.687	31.101	27.502	26.359	30.326	28.787
Deferred availability cash items	6.020	7.124	6.917	7.544	8.228	5.740	8.580	6.073
Other liabilities and accrued dividends ...	395	581	582	647	609	679	576	584
Total liabilities ...	74.580	79.516	84.509	93.111	90.201	90.653	93.317	93.634
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	630	669	702	742	737	788	743	794
Surplus	630	669	702	742	702	742	742	793
Other capital accounts .....	...	...	...	...	381	374	47	99
Total liabilities and capital accounts ...	75.840	80.854	85.913	94.595	92.021	92.557	94.849	95.320
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	109	146	250	254	256	189	254	189

1 Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1971 31 december	1971 6 december	1972 4 december	1972 10 januari	1973 8 januari
ACTIVA								
Goud	6.115	6.198	6.437	6.875	6.804	6.829	6.875	6.829
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	984	1.344	2.772	1.287	1.562	4.605	1.221	4.512
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	19	6	8	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	521	2.063	2.063	2.352	2.332	2.352
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	211	463	184	17	18	170	5	106
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.613	1.043	1.388	1.681	1.388	...	1.593	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	418	876	19	180	71	16	290	516
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	30	28	28	25	28	26	37
Belegging van kapitaal en reserves	226	254	300	345	340	377	339	377
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	179	...	179	...	179
Diverse rekeningen	21	47	47	182	78	67	96	69
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	12.349	14.623	12.777	14.977

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	8.703	9.276	9.766	10.251	10.020	10.946	10.010	10.900
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	472	433	973	1.080	1.103	1.746	1.242	2.096
's Rijks schatkist	394	288	829	1.001	1.055	1.590	1.201	2.043
Banken in Nederland	31	87	103	39	31	116	16	17
Andere ingezetenen	47	58	41	40	17	40	25	36
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	61	70	78	152	133	296	152	338
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	42	59	60	128	109	261	129	209
Andere niet-ingezetenen	19	11	18	24	24	35	23	129
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	7	8	4	4	5	6	5	9
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	316	587	587	856	856	856
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	244	268	320	357	320	357	319	358
Diverse rekeningen	128	186	227	386	161	396	173	400
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	12.349	14.623	12.777	14.977

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	24	18	16	14	14	14	14	14
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre p
Oro in cassa	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa ¹	37	37	39	45
Portafoglio ²	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato	91	138	78	208
Spese	179	230	281	281
Totale attivo ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Circolazione dei biglietti ⁵	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	110	106	193	106
Conti correnti liberi	186	87	284	267
Conti correnti vincolati	2.425	2.784	3.305	4.380
Creditori diversi	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario	7	7	10	14
Rendite	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Depositanti di titoli e valori	8.089	11.378	11.351	13.231
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	14	11	10	12
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito	506	556	605	649
— istituti speciali	324	349	371	398
³ Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito	1.332	1.624	817	861
— altri	6	20	25	24
⁴ Compresi BOT	80	337	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	3	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	20	20	26	25

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre	1971 ottobre	1972 ottobre	1971 novembre	1972 novembre
ATTIVO						
Oro	1.804	1.802	1.802	1.802	1.802	1.802
Cassa ¹	39	45	74	55	42	69
Portafoglio	59	9	7	6	8	7
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	992	1.105	992	1.103
Anticipazioni ³	842	885	700	829	544	1.063
Attività verso l'estero in valuta	4	2	5	5	5	4
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	3.018	2.604	2.898	2.455
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁵ ...	3.221	4.462	3.709	4.646	4.092	4.646
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	384	434	385	439
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	849	1.498	1.128	1.596
Servizi diversi per conto dello Stato	166	357	249	382	249	382
Immobili .....	...	...	...	...	...	...
Partite varie	136	217	82	115	82	178
Spese	280	325	204	208	210	214
Totale attivo ...	12.214	14.225	12.414	14.028	12.776	14.297
PASSIVO						
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	6.480	7.262	6.475	7.357
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ .	193	106	51	72	67	65
Conti correnti liberi	284	266	55	86	232	100
Conti correnti vincolati ⁹	3.288	4.327	4.173	4.227	4.318	4.156
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	613	1.191	623	1.381
Servizi diversi per conto dello Stato	89	149	97	90	97	90
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	27	30	26	29
Fondi accantonati	407	505	406	503	405	502
Partite varie	203	314	257	301	270	343
Capitale .....	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	16	22	16	22
Fondo di riserva straordinario	10	14	14	20	14	20
Rendite	299	349	225	224	233	232
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.225	12.414	14.028	12.776	14.297
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	6.632	7.975	6.840	8.222
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	10	12	12	12	13	14
2 » aziende di credito	605	649	594	687	594	686
istituti speciali	371	398	398	418	398	417
3 » aziende di credito	817	861	684	814	530	1.048
altri	25	24	16	16	14	15
4 » c/c ordinario	1.687	2.404	2.445	1.435	2.328	1.111
5 » titoli di stato e ob- { BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ...	175	549	549	207	549	207
altri	3.046	3.726	3.160	4.253	3.356	4.253
6 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	216	255	216	255
7 » biglietti presso il Tesoro	3	6	6	7	8	n.d.
8 » vaglia cambiari	26	25	22	24	25	34
9 » per riserve obbligatorie	3.288	4.018	3.851	4.140	3.882	4.139

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
AKTIVA				
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162
Postscheckguthaben	418	470	451	447
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992
darunter : a) an I.W.F.	670	2.082	...	...
b) an Weltbank	1.447	1.644	1.544	1.925
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	331	243	155	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655
	53.869	58.711	58.696	84.890
PASSIVA				
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231
<i>Öffentliche Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.987
<i>Anderer inländischer Einlegern</i>	334	377	373	400
Sondereinlagen	—	—	—	5.382
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i>	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441
	53.869	58.711	58.696	84.890

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 31. Dezember	1971 7. Dezember	1972 7. Dezember	1972 7. Januar	1973 7. Januar
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	62.219	66.030	79.014	63.582	77.274
Gold	14.340	14.688	14.687	14.717	14.688	13.971
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	37.638	41.439	52.817	38.379	52.153
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.000	2.000	1.993	2.000	1.993
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechten	4.300	5.581	5.525	6.995	6.202	6.666
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.308	2.325	2.489	2.309	2.487
Sorten	5	4	4	3	4	4
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	18.811	21.722	20.107	16.903	19.250
Inlandswechsel	14.152	15.802	16.998	18.253	15.288	17.734
Auslandswechsel	2.905	1.612	1.543	1.079	1.449	1.155
Lombardforderungen	1.682	1.397	3.181	775	166	361
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.788	11.149	10.172	10.144	11.086	9.764
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	2.349	1.393	1.461	2.362	1.081
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	76	55	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	41	41	—	41	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	—	—	318	20	298
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	—	—	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	—	—	318	20	298
Wertpapiere	760	588	715	54	588	52
Deutsche Scheidemünzen	163	251	189	334	265	369
Postscheckguthaben	447	367	239	215	217	334
Sonstige Aktiva	1.655	1.654	1.358	2.374	1.325	3.968
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten — Bilanzverlust	—	5.996	—	3.101	5.996	3.101
Insgesamt ...	84.890	101.035	100.425	115.661	99.982	114.410
PASSIVA						
Banknotenumlauf	36.480	39.494	39.606	44.590	38.535	43.049
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	32.609	33.480	45.784	32.333	48.056
auf Girokonten	26.231	32.590	33.448	45.768	32.313	48.032
sonstige	19	19	32	16	20	24
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	10.943	11.109	7.145	10.860	6.597
Bund	32	69	23	41	22	27
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	286	381	354	325	286
Länder	1.030	510	917	2.510	473	2.068
Andere öffentliche Einleger	55	67	46	40	28	30
Sondereinlagen	5.382	10.011	9.742	4.200	10.012	4.186
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	2.227	1.249	2.084	1.997	2.368
Bundesbahn	4	5	4	4	5	5
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.629	1.735	845	1.638	1.566	1.914
sonstige Einleger	400	487	400	442	426	449
Guthaben auf Sonderkosten Bardepot	—	—	—	1.583	—	1.746
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	967	586	1.068	984	812
Einlagen ausländischer Einleger	343	941	581	1.050	943	781
sonstige	18	26	5	18	41	31
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungsrechte	738	1.364	1.364	1.985	1.985	1.855
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	6.477	7.259	5.593	6.563	4.227
Rückstellungen	1.170	2.370	2.370	2.370	2.370	1.296
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	860	1.080	1.080	1.080	1.080	1.080
Sonstige Passiva	2.441	3.214	2.032	2.089	2.985	3.034
Insgesamt ...	84.890	101.035	100.425	115.661	99.982	114.410

XX - 8. — **BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 7 décembre	1972 7 décembre	1972 7 janvier	1973 5 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.856	11.435	11.821	11.879	11.879	11.880	11.879	11.880
Devises	5.601	5.793	8.441	10.323	10.484	8.400	10.106	9.380
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	1.442	1.851	1.851	4.278	4.278	4.278	4.278	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	108	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	281	613	328	81	79	103	80	114
Bons du Trésor de la Confédération ...	7	118	71	...	...	...	...	70
Avances sur nantissement	160	277	224	29	7	25	2	51
Titres :								
pouvant servir de couverture	17	43	51	6	11	—	2	—
autres	164	127	105	5	6	—	2	—
Correspondants en Suisse	100	89	83	72	52	42	8	36
Correspondants à l'étranger	22	20	25	23	30	34	23	29
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15.12.1971	—	—	—	1.244	1.244	1.243	1.244	1.244
Autres postes de l'actif	57	91	70	50	97	63	65	65
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	28.167	26.068	27.689	27.147

PASSIF								
Fonds propres	60	61	62	63	63	64	63	64
Billets en circulation	12.047	12.518	13.106	14.310	13.719	15.466	13.702	15.818
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	5.776	6.354	7.750	10.702	10.915	4.552	10.867	5.357
Autres engagements à vue	638	601	660	1.153	1.404	1.794	1.278	2.043
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	—	—	462	1.471	518	1.452
les engagements envers l'étranger	—	—	—	516	—	450	—	580
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	233	142	202	313	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	200	—	—	355	—	7
Autres postes du passif	561	781	1.090	933	1.291	1.603	948	1.513
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	28.167	26.068	27.689	27.147

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.).
— *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandse*

Bank : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1971 31 octobre	1972 31 octobre	1971 30 novembre	1972 30 novembre
I. Or	4.397	4.174	4.229	4.285	4.229	4.306
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	55	36	128	57	58	53
III. Bons du Trésor	1.064	971	977	778	1.015	879
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	—	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	12.925	16.823	13.203	15.928	13.417	16.206
a) à 3 mois au maximum	9.266	13.188	9.695	12.198	9.943	12.822
b) à 3 mois au maximum (or)	169	—	88	139	141	35
c) à plus de 3 mois	3.490	3.635	3.420	3.591	3.333	3.349
d) à plus de 3 mois (or)	—	—	—	—	—	—
VI. Titres à terme :	11.073	4.170	10.296	4.189	11.906	4.200
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	85	103	119	138	95	113
b) à plus de 3 mois	192	—	158	17	181	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	9.970	2.307	9.431	2.581	10.839	2.587
b) à plus de 3 mois	826	1.760	588	1.453	791	1.500
VII. Divers	1	1	25	1	30	1
<i>Total de l'actif</i> ...	29.515	26.175	28.858	25.238	30.655	25.645

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1971 31 octobre	1972 31 octobre	1971 30 novembre	1972 30 novembre
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	331	453	331	453	331	453
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	144	205	144	205	144	205
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	37	61	37	61	37	61
4. Fonds de Réserve Libre	120	157	120	157	120	157
III. Dépôts (or) :	3.893	3.662	3.900	3.824	3.884	3.735
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.201	3.200	3.208	3.186	3.202	3.166
b) à 3 mois au maximum	261	214	292	324	196	280
c) à plus de 3 mois	262	76	241	101	327	76
2. Autres déposants :						
a) à vue	169	172	159	213	159	213
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	24.219	20.982	23.598	19.914	25.396	20.396
1. Banques centrales :						
a) à vue	34	352	148	263	59	286
b) à 3 mois au maximum	21.478	18.593	21.146	17.624	22.841	18.085
c) à plus de 3 mois	2.118	885	1.685	1.348	1.891	1.126
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	22	21	25	20	21
b) à 3 mois au maximum	534	1.044	574	575	532	765
c) à plus de 3 mois	36	86	24	79	50	113
V. Effets	487	487	493	484	495	486
a) à 3 mois au maximum	487	487	330	324	495	486
b) à plus de 3 mois	—	—	163	160	—	—
VI. Divers	202	212	150	181	164	195
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	82	78	85	81	84	79
<i>Total passif ...</i>	29.515	26.175	28.858	25.238	30.655	25.645

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

2. MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 10 novembre 1972

modifiant l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées (Moniteur du 12 janvier 1973, p. 323).

Arrêté royal du 10 novembre 1972

modifiant l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1949 déterminant les conditions auxquelles les avances sont consenties par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique, au moyen des capitaux provenant du Fonds B 2 (Moniteur du 12 janvier 1973, p. 324).

Arrêté ministériel du 13 novembre 1972

approuvant des modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B 2 (Moniteur du 12 janvier 1973, p. 326).

Arrêté ministériel du 14 novembre 1972

fixant le taux d'intérêt des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B 2 (Moniteur du 12 janvier 1973, p. 327).

Arrêté royal du 3 janvier 1973

prorogeant l'agrément de certains organismes financiers, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971 (Moniteur du 16 janvier 1973, p. 413).

Article 1^{er}. — L'agrément des organismes privés de crédit, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971, accordée jusqu'au 31 décembre 1972, en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 1972, est prorogée jusqu'au 30 juin 1973.

Arrêté royal du 5 janvier 1973

autorisant la Société nationale terrienne à émettre sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2,2 milliards de francs (Moniteur du 30 janvier 1973, p. 1175).

3. FINANCES PUBLIQUES

Loi du 14 décembre 1972

portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du protocole final, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970 (Moniteur du 27 janvier 1973, p. 1077).

Arrêtés royal et ministériel du 22 décembre 1972

relatifs à l'émission de l'emprunt 7,25 p.c. 1973-1987 (Moniteur du 11 janvier 1973, pp. 259-261).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 7,25 p.c. 1973-1987 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur.

Ces obligations portent intérêt au taux de 7,25 p.c. l'an à partir du 31 janvier 1973.

Les intérêts sont payables le 14 février des années 1974 à 1987.

Les intérêts afférents à la période du 31 janvier 1973 au 13 février 1974 inclus sont fixés à 377 francs, 753,50 francs, 1.883 francs, 3.766 francs, 7.532 francs et 37.660 francs pour les obligations de respectivement 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Art. 3. — Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives sur le Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir du 14 février 1974 conformément à un tableau-type d'amortissement.

L'amortissement est effectué par rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si, à la date du 14 décembre de l'une des années 1974 à 1985, l'amortissement prévu pour l'année suivante n'a pu être réalisé complètement par rachat, il sera procédé à un tirage au sort en vue de désigner les obligations nécessaires pour parfaire cet amortissement.

Les obligations désignées par le tirage au sort sont remboursables au pair de leur valeur nominale le 14 février suivant.

Les obligations non amorties avant le 14 février 1987 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant le même taux d'intérêt et remboursables au pair, aux mêmes échéances et selon les mêmes modalités d'amortissement et notamment à partir des 14 février 1974, 14 février 1979 et 14 février 1981 respectivement avec les dotations d'amortissement des emprunts de l'Etat 7,25 p.c. 1972-1987, 1972-1979-1987 et 1973-1981-1987.

Art. 6. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation au pair, le 14 février 1979 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir.

..

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 7,25 p.c. 1973-1987 sera ouverte le 15 janvier 1973; elle sera close le 30 janvier 1973. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 10. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Arrêtés royal et ministériel du 22 décembre 1972

relatifs à l'émission de l'emprunt 1973-1981-1987 (Moniteur du 11 janvier 1973, pp. 262-264).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1973-1981-1987 ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...).

Ces obligations portent intérêt aux taux indiqués ci-après :

7 p.c. l'an à partir du 31 janvier 1973 jusqu'au 13 février 1981;

7,25 p.c. l'an à partir du 14 février 1981 jusqu'au 13 février 1987.

Les intérêts sont payables le 14 février des années 1974 à 1987.

Les intérêts afférents à la période du 31 janvier 1973 au 13 février 1974 inclus sont fixés à 364 francs, 727,50 francs, 1.818,50 francs, 3.636,50 francs, 7.272,50 francs et 36.361,50 francs pour les obligations de respectivement 5.000 francs, 10.000 francs, 25.000 francs, 50.000 francs, 100.000 francs et 500.000 francs.

Art. 3. — Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives sur le Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir du 14 février 1974 conformément à un tableau-type d'amortissement.

.....

L'amortissement est effectué par rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si, à la date du 14 décembre de l'une des années 1974 à 1985, l'amortissement prévu pour l'année suivante n'a pu être réalisé complètement par rachat, il sera procédé à un tirage au sort en vue de désigner les obligations nécessaires pour parfaire cet amortissement.

Les obligations désignées par le tirage au sort sont remboursables au pair de leur valeur nominale le 14 février suivant.

Les obligations non amorties avant le 14 février 1987 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

.....

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant mêmes taux d'intérêt et remboursables au pair, aux mêmes échéances et selon les mêmes modalités d'amortissement et notamment à partir du 14 février 1981 avec les dotations d'amortissement des emprunts de l'Etat 7,25 p.c. 1972-1987, 1972-1979-1987 et 7,25 p.c. 1973-1987.

.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations au pair de leur valeur nominale, le 14 février 1981.

Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation au pair le 14 février 1981 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir.

.....



Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 1973-1981-1987 sera ouverte le 15 janvier 1973; elle sera close le 30 janvier 1973. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

.....

Art. 11. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....

Arrêté royal du 22 décembre 1972

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trentième emprunt d'un montant effectif de un milliard de francs (Moniteur du 11 janvier 1973, p. 268.)

6. TRAVAIL

Arrêté royal du 19 septembre 1972

rendant obligatoire la convention collective de travail du 6 juillet 1972 conclue au sein de la Commission paritaire nationale pour les banques fixant les conditions de travail et de rémunération des travailleurs occupés dans les entreprises ressortissant à la même Commission (Moniteur du 18 janvier 1973, p. 548).

10. PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 29 décembre 1972

réglementant les prix des eaux minérales, minéralisées, de source et de table (Moniteur du 6 janvier 1973, p. 123).

12. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Convention (72/454/C.E.E.)

concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 299, p. 32).

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,

Désirant mettre en œuvre les dispositions de l'article 220 dudit traité en vertu duquel elles se sont engagées à assurer la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires,

soucieuses de renforcer dans la Communauté la protection juridique des personnes qui y sont établies,

considérant qu'il importe à cette fin de déterminer la compétence de leurs juridictions dans l'ordre international, de faciliter la reconnaissance et d'instaurer une procédure rapide afin d'assurer l'exécution des décisions ainsi que des actes authentiques et des transactions judiciaires,

ont décidé de conclure la présente Convention.

.....

La présente Convention s'applique en matière civile et commerciale et quelle que soit la nature de la juridiction.

Sont exclus de son application :

1. l'état et la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments et les successions;

2. les faillites, concordats et autres procédures analogues;

3. la sécurité sociale;

4. l'arbitrage.

.....

Loi du 18 août 1972

portant approbation des actes internationaux suivants : a) Protocole additionnel à l'Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie et Annexes; b) Protocole financier; c) Accord relatif aux produits relevant de la Communauté du Charbon et de l'Acier et Annexe; d) Acte final et Déclarations y annexées; e) Accord interne relatif au Protocole financier, faits à Bruxelles le 23 novembre 1970 (Moniteur du 31 janvier 1973, p. 1204).

Règlement du Conseil du 21 novembre 1972 (72/2812/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté Economique Européenne et la Confédération suisse sur l'application de la réglementation relative au transit communautaire (Journal officiel du 29 décembre 1972, n° L 294, p. 1).

Règlement du Conseil du 21 novembre 1972 (72/2813/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté Economique Européenne et la république d'Autriche sur l'application de la réglementation relative au transit communautaire (Journal officiel du 29 décembre 1972, n° L 294, p. 86).

Résolution du Conseil du 5 décembre 1972

sur les actions à mener contre l'inflation (Journal officiel du 23 décembre 1972, n° C 133, p. 12).

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le communiqué final de la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement, tenue à Paris les 19 et 20 octobre 1972,

vu le projet de la Commission,

considérant qu'il y a lieu d'engager, à l'échelle de la Communauté, une action globale contre les tendances inflationnistes excessives qui s'y manifestent; que cette action doit s'appuyer aussi bien sur les politiques nationales, coordonnées au niveau communautaire, que sur les politiques communes;

considérant que les mesures à prendre doivent tenir compte des situations respectives des Etats membres;

considérant que l'action contre la hausse des prix doit s'inscrire dans le contexte d'une politique économique de développement équilibré ayant comme objectifs fondamentaux la croissance économique, la stabilité, le plein emploi, l'amélioration des conditions sociales et de la qualité de la vie,

ADOpte LA PRESENTE RESOLUTION :

I

Les Etats membres s'efforcent de ramener le taux d'augmentation des prix à la consommation à 4 % entre décembre 1972 et la fin de 1973, abstraction faite des conséquences d'éventuelles modifications de la fiscalité indirecte.

II

Les Etats membres, convaincus que la modération de la croissance nominale des revenus du travail et du capital est une condition essentielle du ralentissement de la hausse des prix, s'emploient à promouvoir cette modération dans le cadre d'une action concertée avec les différents partenaires sociaux. Cette concertation doit permettre de sauvegarder le pouvoir d'achat des revenus et de répartir d'une manière appropriée les fruits de l'expansion entre la satisfaction des besoins collectifs et l'augmentation des revenus privés.

Dans ce contexte, les Etats membres utiliseront, dans des conditions adaptées à leur situation respective, leurs dispositifs de surveillance de l'évolution des prix des produits industriels et des services, pour assurer la compatibilité de cette évolution avec l'objectif global de la politique des prix, pour éviter des phénomènes cumulatifs de hausse et pour faire bénéficier les consommateurs d'une partie des gains de productivité des entreprises.

L'utilisation de ces dispositifs fera l'objet d'une information et d'une concertation au niveau communautaire.

III

Les Etats membres sont convenus que la lutte contre la hausse des prix doit s'accompagner d'une action de caractère structurel tendant à réduire les déséquilibres régionaux existant dans la répartition de la main-d'œuvre disponible et des capacités techniques, conformément aux conclusions de la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des 19 et 20 octobre 1972. Ils développeront en outre, en s'appuyant sur les interventions du Fonds

social européen, des actions en matière de formation et de réadaptation professionnelles. Ils amélioreront aussi rapidement que possible l'information concernant les emplois offerts et les qualifications pour lesquelles la demande croît fortement.

Les problèmes relatifs à l'emploi et à l'évolution des revenus feront l'objet d'une information et d'une concertation périodiques au niveau communautaire.

IV

Les Etats membres ramènent progressivement le rythme d'expansion de la masse monétaire (liquidités monétaires et quasi monétaires) à celui du produit national brut en volume, majoré d'un taux d'accroissement normatif en matière de prix fixé dans le cadre des objectifs de la politique économique générale, en tenant également compte de l'évolution structurelle du rapport existant entre la masse monétaire et le produit national. Cet objectif doit être atteint au plus tard pour la fin de 1974.

Si certains Etats membres avaient à faire face à une situation de sous-emploi caractérisée, cet objectif pourrait être, après concertation communautaire, revu en conséquence.

Les Etats membres en situation de plein emploi doivent obtenir, en 1973, une modération marquée de l'évolution de leur masse monétaire correspondant au moins à la moitié de la réduction à atteindre pour la fin de 1974.

Les autorités monétaires doivent être en mesure d'agir rapidement :

— sur les taux d'intérêt, par le plafonnement du réescompte ou la hausse des taux d'intervention qu'elles appliquent,

— sur la liquidité, par l'imposition ou la modification des coefficients de réserve se rapportant au passif des intermédiaires financiers et par le recours à l'open market,

— en cas de besoin, sur le volume des crédits, notamment tant par l'imposition de réserves sur les crédits octroyés par les institutions de crédit que par l'encadrement ou la réglementation des crédits à la consommation (ventes à tempérament et prêts personnels).

Les Etats membres poursuivent leur action conjointe visant à prévenir les afflux indésirables de capitaux en provenance de l'extérieur et renforcent, le cas échéant, le dispositif mis en place en application de la directive du Conseil, du 21 mars 1972, pour la régulation des flux financiers internationaux et la neutralisation de leurs effets indésirables sur la liquidité interne ⁽¹⁾.

Les autorités monétaires se concertent sur les moyens de prévenir les mouvements de capitaux non désirés et qui sont entraînés par les variations dans les termes de paiement.

Lors de leur concertation, les Etats membres doivent veiller à ce que les mesures prises ne portent pas atteinte à la libération des transactions courantes à l'intérieur du marché commun et, dans la mesure du possible, à la liberté des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté.

Les banques centrales sont invitées à ne plus augmenter, directement ou indirectement, leurs placements sur le marché de l'Euro-dollar.

Le Comité des gouverneurs des banques centrales réexamine trimestriellement les conditions d'évolution de la masse monétaire dans les Etats membres afin que les banques centrales arrêtent, le cas échéant, les dispositions appropriées, dans le cadre des décisions du Conseil, et notamment de la décision du Conseil, du 22 mars 1971, relative au renforcement de la collaboration entre les banques centrales des Etats membres de la Communauté économique européenne ⁽²⁾.

V

Les Etats membres s'imposent une discipline stricte en matière de gestion des finances publiques, aussi bien pour les dépenses relatives à l'exercice en cours que pour celles relatives à l'exercice 1973.

(1) JO n° L 91 du 18-4-1972, p. 13.

(2) JO n° L 73 du 22-3-1971, p. 14.

En ce qui concerne l'exécution des budgets publics en 1973, l'augmentation effective des dépenses, abstraction faite de celles liées à la création d'emplois dans les Etats ayant à faire face à une situation de sous-emploi caractérisée, sera contenue dans la limite du taux d'accroissement du produit national brut en valeur, qui est à la base des hypothèses budgétaires des Etats membres.

Les Etats membres en situation de plein emploi prévoient en outre, pour le premier trimestre 1973 :

- soit un échelonnement des dépenses envisagées,
- soit la constitution de tranches conditionnelles de dépenses,
- soit toute mesure d'effet équivalent.

A l'expiration du premier semestre, le Conseil examinera s'il convient de maintenir ce dispositif ou de l'aménager.

Au cas où le niveau prévu pour certaines dépenses serait dépassé, d'autres postes budgétaires subiront des réductions compensatoires. Dans ce contexte, et sans préjudice des articles 92 et 93 du traité, il convient d'examiner les aides des Etats afin de réduire les dépenses de transfert au profit de certains secteurs, en surveillant particulièrement les aides à caractère purement conservatoire, notamment celles qui sont destinées à des entreprises peu aptes à affronter à terme la concurrence et à jouer un rôle positif dans la croissance de l'économie.

Les autorités budgétaires affecteront les plus-values de recettes, provenant d'une hausse des prix supérieure à celle retenue pour l'élaboration des budgets de 1973, à une réduction du solde net à financer ou à une diminution des impôts indirects, dans les Etats où le niveau de ceux-ci est relativement élevé, ou les stériliseront auprès de la banque centrale.

Les Etats membres dont les budgets comportent un solde à financer devront — à l'exception des pays qui présentent une situation de sous-emploi particulièrement caractérisée — s'abstenir de recourir à tout financement monétaire de ce solde.

Si les pressions inflationnistes ne se relâchaient pas suffisamment au cours de l'année 1973, une politique budgétaire plus restrictive sera envisagée. Dans ce cas, les Etats membres recourront soit à un renforcement de la fiscalité, soit à une diminution des dépenses.

Le Comité de politique budgétaire examinera trimestriellement si les budgets de 1973 sont exécutés en conformité avec les orientations ci-dessus retenues.

VI

Le Conseil ⁽¹⁾, sur proposition de la Commission, se prononcera avant le 31 janvier 1973 sur des mesures de politique commerciale concernant les restrictions quantitatives, l'application de préférences généralisées et éventuellement des réductions tarifaires spécifiques, susceptibles de contribuer à la lutte contre l'inflation.

VII

Le Conseil se déclare disposé à réviser, sur proposition de la Commission, le règlement (CEE) n° 1654/72 du Conseil, du 31 juillet 1972, établissant les règles générales applicables en cas de hausse sensible des prix dans le secteur de la viande bovine ⁽²⁾, et, ce faisant, à tenir notamment compte du vœu unanime de contribuer à la lutte contre l'inflation dans la Communauté. Le règlement révisé sera applicable à partir du 1^{er} février 1973. Dans l'attente de cette révision et jusqu'au 31 janvier 1973, date jusqu'à laquelle le règlement actuel est prorogé, il décide une réduction immédiate de 50 % des droits de douane applicables à la viande bovine. Toutefois, en ce qui concerne les veaux et les jeunes bovins mâles destinés à l'engraissement, la réduction des droits de douane, qui est à l'heure actuelle de 50 %, est portée à 100 %. La Commission est invitée à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ces décisions.

(1) En ce qui concerne les produits CECA, la décision est à prendre par les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil.

(2) JO n° L 174 du 1-8-1972, p. 56.

En outre, le Conseil, sur proposition de la Commission, adoptera sans retard les actes portant sur les mesures de politique agricole suivantes :

- mesures destinées à promouvoir la production de viande bovine,
- suspension des restrictions quantitatives, dans les Etats membres où elles existent encore, frappant les importations de pommes de terre du 15 novembre 1972 au 15 février 1973.

Les décisions relatives aux restitutions à l'exportation feront l'objet d'une vigilance particulière.

VIII

Le Conseil prend acte de la volonté exprimée par la Commission de renforcer son action à l'égard des restrictions de concurrence pouvant découler soit des accords horizontaux de prix, des pratiques concertées en matière de prix ainsi que des discriminations de prix appliquées par les entreprises en position dominante, soit des accords de partage des marchés et des autres pratiques restrictives des entreprises visant à maintenir le cloisonnement des marchés, soit des accords d'autolimitation, pour autant qu'ils aillent à l'encontre de la politique commerciale de la Communauté.

Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission de présenter, indépendamment de l'application de l'article 86 à des cas d'espèce, des propositions visant à instaurer un contrôle plus systématique des concentrations d'une certaine importance.

Il invite les Etats membres à appliquer avec rigueur les législations nationales relatives :

- à l'interdiction ou au contrôle des prix de revente imposés ainsi que des accords ou pratiques comportant des refus de vente,
- aux mesures destinées à assurer la publicité des prix, notamment celles qui concernent l'interdiction d'exposer des marchandises en vente ou d'offrir des services sans en indiquer le prix, et à permettre de déterminer le prix réel compte tenu des qualités et des quantités offertes ainsi qu'à permettre la comparaison des prix,
- à la concurrence déloyale, aux pratiques de commerce, au conditionnement et à la présentation des marchandises, en particulier l'étiquetage des produits alimentaires.

IX

Le Conseil se prononcera, si possible avant le 30 avril 1973 et au plus tard le 30 juin 1973, sur les propositions de directives visant à harmoniser, sur le plan communautaire, les dispositions législatives et réglementaires dont la diversité freine encore le commerce intra-communautaire des produits alimentaires, notamment pour des raisons d'hygiène et de santé publique, ainsi que les propositions de directives visant à libérer le commerce des médicaments à l'intérieur de la Communauté.

La mise en œuvre des directives par lesquelles il a été décidé d'ouvrir les marchés et les concessions de travaux publics à la concurrence et d'harmoniser les dispositions y afférentes sera étroitement surveillée.

Le Conseil statuera dans les plus brefs délais sur la proposition de directive concernant la coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures.

X

Le Conseil procédera à un examen des résultats du présent programme d'action au cours des sessions qu'il consacrera en 1973 à l'examen de la situation économique dans la Communauté, et plus particulièrement lors de sa session de juin 1973.

XI

Conformément à la procédure prévue pour la période précédant l'adhésion, les Etats adhérents ont été consultés sur la présente résolution.

Ils ont marqué leur accord sur les objectifs contenus dans la présente résolution. Compte tenu de leur situation respective et des instruments de politique économique dont ils disposent, ils se déclarent prêts à mettre en œuvre les mesures leur permettant d'atteindre ces objectifs.

Loi du 11 décembre 1972

portant approbation des actes internationaux suivants : Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, Etats membres des Communautés européennes, le Royaume de Danemark, l'Irlande, le Royaume de Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Décision du Conseil des Communautés européennes relatives à l'adhésion à la Communauté européenne du charbon et de l'acier du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités, annexes numérotées I à XI, protocoles numérotés 1 à 30 et échange de lettres concernant les questions monétaires; Acte final et documents y annexés, faits à Bruxelles le 22 janvier 1972 (Moniteur du 24 janvier 1973, p. 901).

Décision du Conseil du 19 décembre 1972 (72/424/C.E.E.)

prorogeant le régime des prix minima (Journal officiel du 28 décembre 1972, n° L 291, p. 152).

Directive du Conseil du 19 décembre 1972 (72/426/C.E.E.)

modifiant la première directive du 23 juillet 1962 relative à l'établissement de certaines règles communes pour les transports internationaux (transports de marchandises par route pour le compte d'autrui) (Journal officiel du 28 décembre 1972, n° L 291, p. 155).

Décision du Conseil du 19 décembre 1972 (72/428/C.E.E.)

relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur de personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole (Journal officiel du 28 décembre 1972, n° L 291, p. 158).

Directive du Conseil du 19 décembre 1972 (72/430/C.E.E.)

modifiant la directive 72/166/C.E.E. du Conseil, du 24 avril 1972, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité (Journal officiel du 28 décembre 1972, n° L 291, p. 162).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2760/C.E.E.)

portant conclusion du protocole additionnel ainsi que du protocole financier, signés le 23 novembre 1970, annexés à l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie et relatif aux mesures à prendre pour leur entrée en vigueur (Journal officiel du 29 décembre 1972, n° L 293, p. 1).

Décision du Conseil du 19 décembre 1972 (72/455/C.E.E.)

déterminant certaines mesures transitoires pour l'uniformisation progressive des régimes d'importation des Etats membres à l'égard des pays tiers (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 299, p. 46).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2836/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche et arrêtant des dispositions pour son application (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 300, p. 1).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2838/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et le royaume de Suède et arrêtant des dispositions pour son application (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 300, p. 96).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2840/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse, arrêtant des dispositions pour son application et portant conclusion de l'accord additionnel sur la validité pour la principauté de Liechtenstein de l'accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse du 22 juillet 1972 (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 300, p. 188).

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (73/1/C.E.E.)

modifiant le règlement 68/950/C.E.E. relatif au tarif douanier commun (Journal officiel du 1^{er} janvier 1973, n° L 1, p. 1).

Décision de la Commission du 22 décembre 1972 (72/2821/C.E.C.A.)

fixant le taux des prélèvements pour l'exercice 1973 et modifiant la décision n° 52/3/C.E.C.A. du 23 décembre 1952 relative au montant et aux modalités d'application des prélèvements prévus aux articles 49 et 50 du traité C.E.C.A. (Journal officiel du 30 décembre 1972, n° L 297, p. 29).

Décision de la Commission du 22 décembre 1972 (72/440/C.E.C.A.)

modifiant la décision n° 53/30 du 2 mai 1953 relative aux pratiques interdites par l'article 60 paragraphe 1 du traité dans le marché commun du charbon et de l'acier (Journal officiel du 30 décembre 1972, n° L 297, p. 39).

Décision de la Commission du 22 décembre 1972 (72/441/C.E.C.A.)

modifiant la décision n° 53/31 relative aux conditions de publicité des barèmes de prix et conditions de vente pratiqués par les entreprises de l'industrie de l'acier (Journal officiel du 30 décembre 1972, n° L 297, p. 42).

.....

Après l'article 4 de la décision n° 31/53 est inséré :

« Article 5

1. Les écarts appliqués par les entreprises de l'industrie de l'acier pour certaines catégories d'utilisateurs, peuvent ne pas être publiés dans leurs barèmes de prix.

2. Dans le cas où les entreprises appliquent de tels écarts, elles sont tenues de les notifier à la Commission. Les dispositions prévues à l'article 4 de la présente décision sont applicables.

3. La Commission peut, si elle constate que le nombre ou l'ampleur des écarts rendent une publication nécessaire, obliger une entreprise de l'industrie de l'acier à publier dans son barème tout ou partie des écarts qu'elle applique ».

.....

Décision de la Commission du 22 décembre 1972 (72/442/C.E.C.A.)

modifiant la décision n° 53/4 relative aux conditions de publicité des barèmes de prix et conditions de vente pratiqués par les entreprises des industries du charbon et du minerai de fer (Journal officiel du 30 décembre 1972, n° L 297, p. 44).

Règlement du Conseil du 28 décembre 1972 (72/2826/C.E.E.)

portant prorogation et modification du règlement 68/1174/C.E.E. relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les Etats membres (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 298, p. 12).

Règlement du Conseil du 28 décembre 1972 (72/2829/C.E.E.)

relatif au contingent communautaire pour les transports de marchandises par route effectués entre Etats membres (Journal officiel du 31 décembre 1972, n° L 298, p. 16).

Décision du Conseil des Communautés européennes du 1^{er} janvier 1973

portant adaptation des actes relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats membres aux Communautés européennes (Journal officiel du 1^{er} janvier 1973, n° L 2, p. 1).

Règlement financier du 18 janvier 1973 (73/4/C.E.C.A., C.E.E., Euratom)

portant dispositions particulières pour la couverture des besoins de trésorerie des Communautés dans le cadre des dépenses budgétaires (Journal officiel du 24 janvier 1973, n° L 19, p. 11).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1973. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BERGER P., Eléments de réflexion sur les problèmes de la coordination des politiques monétaires. (*Banque, Paris, n° 313, décembre 1972, pp. 1083-1090.*)

DE BELLEFROID P., Eurochèque. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 8, 1972, pp. 706-716.*)

La nouvelle réglementation des fonds propres dans le secteur bancaire. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 47, 15 décembre 1972, pp. 501-506.*)

TERREL H., Harmonization of Export Credit in the E.E.C. (*The Banker, Londres, n° 562, décembre 1972, pp. 1591-1595.*)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

DAMM W., Banking in the E.E.C. (*Journal of the Institute of Bankers, Londres, XCIII, n° 6, décembre 1972, pp. 369-377.*)

DEVELLE M., Les banques multinationales de financement à moyen terme et leur avenir. (*Banque, Paris, n° 313, décembre 1972, pp. 1103-1109.*)

FALK R., Der lange Marsch zu einem europäischen Bankaufsichtsrecht. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXV, n° 24, 15 décembre 1972, pp. 1116-1118.*)

5. MARCHES FINANCIERS · BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

BEELS Th., Recente ontwikkelingen op de Eurokapitaalmarkt. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 148, décembre 1972, pp. 499-502.*)

CEURVELT G., L'appel au marché des capitaux en 1971. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1972, pp. 5-58.*)

Le marché belge des actions et des obligations en 1972. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 1, 5 janvier 1973, pp. 1-10.*)

Le marché des euro-émissions en 1972. (*Bulletin financier de la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Luxembourg, 20 décembre 1972, pp. 9-18.*)

Les marchés nationaux et internationaux des obligations en 1972. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 49, 29 décembre 1972, pp. 521-527.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

Les dépenses de l'Etat en 1971. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1972, pp. 59-89.*)

SNOY ET D'OPPUERS J.C., Peut-on changer l'évolution des finances publiques ? (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 11, novembre 1972, pp. 794-801.*)

8. REYENU NATIONAL · EPARGNE · INVESTISSEMENTS · CONSOMMATION

La politique foncière en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 45, 1^{er} décembre 1972, pp. 481-485.*)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

FREIDLIN J.N. et LUPO L.A., U.S. Direct Investments Abroad in 1971. (*Survey of Current Business, Washington, LII, n° 11, novembre 1972, pp. 21-34.*)

10. DEMOGRAPHIE

Le mouvement de la population en 1971. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 12, décembre 1972, pp. 719-729.*)

MOLS R.P., Où en est la population belge ? (*Population, Paris, XXVII, n° 6, novembre-décembre 1972, pp. 985-999.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

HARDY-DACHY J. et VAN HECKE S., Le travail intérimaire. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 11, novembre 1972, pp. 828-837.*)

13. PRIX ET SALAIRES

VAN HERBRUGGEN Ch., Middelen tot prijsbeheersing. (*Socialistische, Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 6, décembre 1972, pp. 333-339.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

Caractéristiques complémentaires de l'évolution économique selon les comptes nationaux 1963-1971. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 12, décembre 1972, pp. 754-779.*)

SIAENS A. et autres, Diagnostic de la conjoncture. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVI, n° 12, décembre 1972, pp. 1-10.*)

Un indicateur conjoncturel synthétique pour l'économie belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 46, 8 décembre 1972, pp. 489-495.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

Belgique 1975; le plan. (*Institut belge d'Information et de Documentation, Bureau du Plan, Bruxelles, 1972, 67 p.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

COLLARD R., Problème wallon : politique et stratégie industrielle. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 252, septembre-octobre 1972, pp. 583-597.*)

Le Brabant au cœur de l'Europe. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 48, 22 décembre 1972, pp. 513-517.*)

Les conseils économiques régionaux (C.E.R.) (I). (*Courrier hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 584, 18 décembre 1972, pp. 1-33.*)

Une région et des hommes. (Actes de la journée économique et sociale tenue à Liège le 22 avril 1972.) (*Conseil économique de la Province de Liège, Liège, 1972, 202 p.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

PROVOST P., L'industrie belge devant la Communauté élargie. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 11, novembre 1972, pp. 860-866.*)

21. ENTREPRISES

BEKAERT A., Participer à l'entreprise : utopie ou réalité? (*L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, XLIV, n° 10, décembre 1972, pp. 579-584.*)

CASIMIR-LAMBERT P., Une nouvelle forme de financement de l'innovation industrielle : le capital créatif. (*Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, cahiers des conférences, n° 201, décembre 1972, 24 p.*)

CHANTRENNE A., Concertation et participation. Dispositions légales en Belgique. (*L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, XLIV, n° 10, décembre 1972, pp. 571-577.*)

D'YDEWALLE C. et BOSSCHAERT de BOUWEL G., Une grande dame, la Société Générale de Belgique. (Ceux d'hier et d'aujourd'hui.) (*Labor, Bruxelles, 1972, 156 p.*)

Fermeture d'entreprises et licenciements collectifs. (*Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1972, 119 p.*)

THOREAU V., Le risque d'entreprise. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, n° 1-2, juin 1972, pp. 83-114.*)

22. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DEMUNSTER A.-M., Het wetenschappelijk onderzoek; vergelijkende studie van de inputs voor België en Nederland. (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1972, 213 p.*)

24. COMMERCE INTERIEUR

VAN BUNNEN L., La publicité commerciale; commentaire des articles 19 à 21 de la loi sur les pratiques du commerce du 14 juillet 1971. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 4808, 23 décembre 1972, pp. 741-744.*)

VIAENE L., La loi belge du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce. (*Benelux, Bulletin trimestriel économique et statistique, Bruxelles, n° 4, novembre 1972, pp. 3-17.*)

25. COMMERCE EXTERIEUR

DEGREVE D., De la correspondance d'une théorie à l'interprétation des données : la théorie pure du commerce international et les statistiques belges du commerce extérieur. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, n° 2, juin 1972, pp. 259-303.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BAUMGARTNER W., Problèmes monétaires internationaux : leur répercussion européenne. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 252, septembre-octobre 1972, pp. 655-665.*)

BOSCH J., Die Rolle des Goldes im Weltwährungssystem. (*Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Berlin, XCII, n° 6, décembre 1972, pp. 675-695.*)

GUGLIELMI J.L., Conjoncture économique occidentale et crise monétaire internationale. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXXII, n° 5, septembre-octobre 1972, pp. 737-754.*)

HORN N., Das Recht der internationalen Anleihen. (*Wirtschaftsrecht und Wirtschaftspolitik, 27.*) (*Athenäum Verlag, Francfort/Main, 1972, XXVI + 572 p.*)

KATZ E., World Reserves and Instability. (*International Currency Review, Londres, IV, n° 6, novembre-décembre 1972, pp. 16-18.*)

KRIZ M.A., The Monetary Price of Gold. (*International Currency Review, Londres, IV, n° 6, novembre-décembre 1972, pp. 11-15.*)

LOUIS J.V., Taux centraux et marges élargies. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 8, 1972, pp. 694-704.*)

POSNER M.V., The World Monetary System : A Minimal Reform Program. (Essays in International Finance, 96.) (*International Finance Section, Princeton (N.J.), 1972, 46 p.*)

RUEFF J., A Marshall Plan for the United States. (*Euromoney, Londres, décembre 1972, pp. 55-57.*)

THIELEMANS E., Internationale monétaire hervorming en Europese monetaire unie : enige vooruitgang. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVI, n° 8, 1972, pp. 667-677.*)

TUROT P., La grande confrontation monétaire 1972-1974. (*SEDEIS, Chroniques d'Actualité, Paris, VII, n° 6, décembre 1972, pp. 648-665.*)

27. TIERS MONDE

BEGUIN J.-P., Les entreprises conjointes internationales dans les pays en voie de développement. Le régime des participations. (*Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, 1972, XXIII + 271 p.*)

Les dettes pèsent lourdement sur les pays en voie de développement. (*Bulletin économique mensuel, First National City Bank, New York, octobre 1972, pp. 12-15.*)

WAI U Tun, Financial Intermediaries and National Savings in Developing Countries. (*Praeger, New York, 1972, XI + 240 p.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BEYENS A.L., Une Union Monétaire Européenne. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 252, septembre-octobre 1972, pp. 667-674.*)

GAUDENZI S., La C.E.E. come ente di governo. (*Giuffrè, Milan, 1972, 203 p.*)

HAACK W.G.C.M., Engeland in de E.E.G. De economische gevolgen van Engeland's toetreding tot de E.E.G. (*Economie, Tilburg, XXXVII, n° 2-3, novembre-décembre 1972, pp. 90-107.*)

HALL M. et TANNA D., On Exchange Rate Unification : A Comment. (*The Economic Journal, Londres, n° 328, décembre 1972, pp. 1374-1380.*)

MACHTENS O.J.R., De Europese Investeringsbank. (*Rechtskundig Weekblad, Anvers, XXXVI, n° 18, 31 décembre 1972, pp. 833-854.*)

MATHIJSEN P.S.R.F., A Guide to European Community Law. (*Sweet and Maxwell, Londres, 1972, XXIV + 204 p.*)

PRESLEY J.R. et COFFEY R.P., On Exchange Rate Unification. A Comment in Relation to the European Economic Community. (*The Economic Journal, Londres, n° 328, décembre 1972, pp. 1380-1382.*)

RIJNVOS C.J., Gesprek over de Monetaire Unie. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 148, décembre 1972, pp. 513-518.*)

SPINELLI A., Agenda pour l'Europe; ce qui existe, ce qui reste à faire. (Hachette, Paris, 1972, 252 p.)

29. SOCIETES MULTINATIONALES

STOPFORD J.M. et WELLS L.T. Jr., Managing the Multinational Enterprise; Organization of the Firm and Ownership of the Subsidiaries. (*Longman, Londres, 1972, XIV + 223 p.*)

32. DIVERS

CHLEPNER B.-S., Cent ans d'histoire sociale en Belgique. (*Editions de l'Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Etudes d'Histoire politique, économique et sociale, Bruxelles, 4^e édit., 1972, 447 p.*)

DAUTRESME D., Les grands utilisateurs face au choix informatique. (*Banque, Paris, n° 313, décembre 1972, pp. 1075-1081.*)

Who's Who in Europe. (*Europ-Elite, Bruxelles, 3^e édit., 1972, 3337 p.*)

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 5.00 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS

